

LA VÉRITÉ

Revue de l'Organisation Communiste Internationaliste
et du Comité International pour la Reconstruction
de la IV^e Internationale

avril - mai 1967

N° 537 — 3 F.

« Le prolétariat n'a pas d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation. Divisé par la concurrence anarchique qui règne dans le monde bourgeois, accablé sous un labeur servile par le capital, rejeté constamment dans les bas-fonds de la misère noire, d'une inculture sauvage et de la dégénérescence, le prolétariat peut devenir — et deviendra inévitablement — une force invincible pour cette seule raison que son union idéologique fondée sur les principes du marxisme est cimentée par l'unité matérielle d'une organisation qui groupe des millions de travailleurs en une armée de la classe ouvrière. »

LENINE.

sommaire

Après les élections.

Rhodiaceta et les calomnies stalinienennes.

Saint-Nazaire, mensuels, sociologues et lutte de classes.

Capitalisme et forces productives.

Trotsky et la Guerre d'Espagne.

Juin 1936, Un anniversaire actuel.

Pourquoi Staline a-t-il vaincu l'opposition ?

Notes de lectures.

Une lettre d'Emile Copferman de "Partisans".

Etienne LAURENT

Pierre BROUË

Françoise DELPHINE

Léon TROTSKY

LA VÉRITÉ

*Revue de l'Organisation Communiste Internationaliste
et du Comité International pour la Reconstruction
de la IV^e Internationale*

Rédaction et Administration :

39, Rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

ABONNEMENTS :

1 an (5 numéros)	12 Francs
Sous pli clos	15 Francs
Etranger	14 Francs
Le numéro	3 Francs
Abonnement de soutien	15 et 20 Francs

C.C.P. : Gérard Bloch Paris 606-23

APRÈS LES ÉLECTIONS

Après le premier tour des élections, le journal *Les Echos* expliquait :

« Ce lendemain du premier tour, pour important qu'il soit, ne doit pas masquer ce qui se passe sur le front social. Les récentes grèves n'ont pas en effet uniquement un objectif tactique lié à la période électorale. »

Et, commentant la revendication, formulée par les ouvriers de chez Dassault et les mensuels de Saint-Nazaire, d'un salaire unique par catégorie à l'échelle nationale — revendication que les candidats de la « gauche » se gardèrent bien de reprendre à leur compte pendant la campagne électorale, *Les Echos* poursuivaient :

« En effet, les nouvelles techniques de production, comme les nouvelles méthodes de gestion, créent plus de diversité que d'uniformité (...) Si, par hypothèse, le principe de salaires uniques à l'échelle nationale devait prévaloir, même appliqué par étapes, le résultat serait désastreux pour le pays (...) Assurément il ne s'agit plus là d'un problème exclusivement patronal, mais d'une affaire qui engagerait l'avenir national. » (6 mars 1967)

Ainsi le journal du capital financier pose les vrais problèmes que les directions ouvrières laissent dans l'ombre. L'application du V^e Plan, la nécessité pour le capitalisme français de tenter de se rénover pour résister à la concurrence internationale, la concentration et la modernisation industrielles qui conditionnent cette résistance, la volonté de réduire la fraction de capital investie dans les salaires et les « charges sociales » (Sécurité Sociale, Allocations familiales, etc.) pour casser des prix de revient trop élevés, tout cela signifie la déchéance et la désintégration de la classe ouvrière : déchéance parce qu'il faut qu'elle accepte d'être une main-d'œuvre mobile et convertible à merci — cette main-d'œuvre dont les organismes de louage de travailleurs temporaires comme Manpower donnent déjà une idée —, désintégration parce qu'il faut atomiser la classe ouvrière en tant que classe pour lui faire accepter cette déchéance. Pour cela il faut empêcher tout mot d'ordre, toute revendication susceptibles de l'*unifier*. La revendication du salaire unique à l'échelle nationale formulée par les mensuels de Saint-Nazaire et les ouvriers de chez Dassault est de ce point de vue absolument contradictoire avec les objectifs du Plan et de la bourgeoisie française : elle unifierait en effet les travailleurs d'une catégorie au-delà des disparités régionales ou locales. De même, à un échelon plus élevé, la revendication d'une *convention nationale interprofessionnelle garantissant à tous l'emploi et la qualification* unifierait la classe en tant que telle autour du moyen essentiel qu'elle a aujourd'hui de défendre ce qu'elle a douloureusement arraché dans sa lutte collective depuis des décennies.

Quelques jours après les élections, le quotidien gaulliste *La Nation* explique : « Le dossier économique du gouvernement sera sans complaisance ». *Les Echos* annoncent des « mesures extrêmement impopulaires, car le gouvernement qui n'a pas le choix, doit pratiquer des solutions chirurgicales, dures et rapides. » (souligné par nous).

On l'engage de tout côté : *L'Express*, dans le même

numéro où le journaliste ex-stalinien J. Derogy dénonce les « provocateurs trotskystes » à Rhodiaca, écrit sous la signature de son directeur Jean-Jacques Servan Schreiber : « Ce qui n'est pas concevable, c'est ce qui s'annonce : un gouvernement à la fois conservateur et gauchiste. Conservateur par ses racines sociales (et électorales), dont il ne peut pas s'arracher, qui ne pratiquera pas davantage de réformes fondamentales que depuis neuf ans (...) mais un gouvernement *gauchisant* qui, pour racheter ces aspects de classe, distribuera de la monnaie de singe sous deux formes : des augmentations de salaires qui déclenchent les prix, et une appropriation de l'autofinancement qui freine l'investissement productif. Le gouvernement le plus apte à servir l'intérêt du pays serait un gouvernement progressiste, et austère » (souligné par nous, 27 mars 1967).

Ainsi Servan-Schreiber trouve que le gouvernement gaulliste qui, depuis la grève des mineurs de janvier-février 1963, n'a jamais accordé une augmentation de salaires dépassant les pourcentages prévus dans le plan de stabilisation est trop libéral sur ce point. Il l'appelle à être *austère* c'est-à-dire à casser les salaires qu'il n'a pu jusqu'à ce jour — gêné par la résistance ouvrière, puis par la campagne présidentielle et les législatives à gagner — que freiner.

Même appel du côté du *Nouvel-Observateur* qui pendant la campagne électorale a consacré un long article à diffamer les trotskystes. Dans son numéro du 29 mars l'organe de propagande électorale de Mendès-France écrit sous la signature de Jacques Mornand à propos du déficit 'e la Sécurité Sociale, des Charbonnages de France, de la R.A.T.P., de l'E.D.F.-Gaz de France et de la S.N.C.F. : « C'est maintenant officiel : il faudra 10 milliards de francs (1.000 milliards d'anciens francs) pour équilibrer les budgets de la Sécurité Sociale et des entreprises nationalisées (...) Voilà le bilan. *Les mesures d'assainissement trop longtemps différées* vont devoir être arrêtées par le futur gouvernement ». (Souligné par nous.) Au moment où paraissent dans la presse les résultats des travaux des commissions Canivet et Friedel qui préparent le démantèlement de la Sécurité Sociale, cet appel à l'assainissement montre que la gauche petite-bourgeoise est d'accord avec les objectifs fondamentaux du gouvernement gaulliste. Rien d'étonnant : le programme de la F.G.D.S. affirme que l'augmentation des salaires est liée à celle de la productivité, c'est-à-dire définit une *politique des revenus* qui dans son fond est semblable à celle du pouvoir gaulliste et dont Mitterrand définissait ainsi les objectifs dans son interview aux *Echos* du 25 novembre 1965 : « Stimuler les investissements est une nécessité de la concurrence internationale. Sait-on que l'Allemagne, avec une population supérieure d'un cinquième à celle de la France, consomme à peine plus et investit moitié plus que la France ? Il ne s'agit donc pas de choisir entre l'autofinancement et le marché financier mais de développer à la fois les deux modalités d'investissements. » Si les mots ont un sens, Mitterrand, le leader de la gauche, appelle à une réduction de la consommation pour dégager les sommes à investir dans la rénovation de l'industrie !

Qu'oppose le P.C. à cette offensive contre la classe ouvrière qui s'annonce ? Des considérations matamoiresques : « L'édifice de la politique économique et sociale du pouvoir est suffisamment ébranlée pour que, bon gré mal gré, grâce à l'action de tous, certains projets antisociaux soient mis au frigidaire. » (*L'Humanité*, 17 mars 1967.) Plus l'émission systématique des luttes ou le refus de les généraliser, dont le 1^{er} février, « journée d'action d'ampleur nationale » aux mots d'ordre et aux ordres de grève variant à l'infini de département en département, de localité en localité, fut un exemple privilégié. Le 19 mars 1967, Andrieu écrivait dans *l'Humanité* : « La gauche propose le mouvement dans l'ordre, c'est-à-dire le progrès » (souligné par nous). Lors de la conférence de presse qu'il tint après les travaux du Comité Central le 30 mars, Waldeck-Rochet compléta et précisa cette orientation de la façon suivante :

« Nous sommes, nous communistes, pour une gestion saine et contre l'inflation, mais cela dans l'intérêt de tout le peuple, et non au profit des monopoles capitalistes (...) Pour cela il faut tout à la fois réduire l'emprise des monopoles sur l'Etat (souligné par nous) et diminuer massivement les dépenses imprudentes, comme la force de frappe afin de lutter avec succès contre le risque d'inflation. » Ainsi Waldeck-Rochet offre-t-il à la bourgeoisie la garantie que le P.C. promet, sans toucher à la propriété privée des moyens de production et aux monopoles, d'être en plus un meilleur gestionnaire que le gaullisme de ses propres intérêts (lutte contre l'inflation, réduction des dépenses imprudentes). Et Waldeck-Rochet poursuit : « Il est à peine besoin d'ajouter que, lorsque l'accord sur le programme commun aura été réalisé, les communistes seront prêts à s'associer, y compris sur le plan gouvernemental, à l'œuvre de rénovation démocratique et nationale qui doit être entreprise. »

Dans le *Nouvel-Observateur* du 29 mars, Jean Daniel commentait avec joie cette évolution de plus en plus marquée du P.C. vers l'intégration à une majorité de rechange bourgeoise : « Des esprits chagrins se demanderont si la révolution pure et dure n'est pas abandonnée, si la C.G.T. ne s'est pas montrée trop "molle" ou trop réaliste dans les grèves, si les communistes, trop heureux de découvrir que les Français n'ont plus peur d'eux, ne montrent pas trop de zèle à s'adapter à la situation politique française de 1967 (...) Mais il faudrait enfin savoir ce que l'on veut (...) Les problèmes que pose la condition ouvrière dans l'Europe moderne n'ont rien à voir avec ceux des « damnés » du tiers monde : on ne les résoudra ni par un poujadisme d'extrême-gauche ni par une lointaine "stratégie ouvrière". » (Souligné par nous.)

L'avantage des irresponsables est qu'ils disent tout haut ce que les autres n'osent pas dire : le « poujadisme d'extrême gauche » c'est la défense immédiate des intérêts de la classe ouvrière face à la déchéance dont elle est menacée ; la « stratégie ouvrière » c'est la lutte contre l'oppression capitaliste et pour la transformation de la société : la « gauche » qui se félicite d'un succès électoral par ailleurs plus que relatif rejette et l'un et l'autre. Le P.C. reste muet sur ces questions et bavarde sur le gouvernement de demain.

Les révolutionnaires, face à l'attitude des partis communiste et socialiste, doivent lutter pour le Front Unique

Ouvrier pour la défense des revendications élémentaires de la classe ouvrière :

● *Un sataire qui permette à tous, jeunes et vieux de vivre décemment, quels que soient l'âge, le sexe, la région, à travail égal salaire égal, garanti par l'échelle mobile des salaires fondée sur le contrôle des prix par les syndicats.*

● *Une convention nationale inter-professionnelle garantissant, à tous, l'emploi et la qualification — quelle que soit la situation économique — le travail, le repos, les vacances, les salaires. Cette convention doit être élaborée et discutée, à l'initiative des syndicats, par l'ensemble des travailleurs de toutes corporations.*

● *Pas d'atteintes à la Sécurité Sociale, aux régimes spéciaux de maladie et de retraites, aux mutuelles. Unification des régimes de retraites et de maladies sur les régimes les plus favorables. Cotisations à la charge du patronat et de l'état. Pas de capitalisations. Gestion des caisses par les délégués des travailleurs.*

● *La scolarisation pour tous jusqu'à 18 ans. Une seule filière pour tous, le secondaire, de la 6^e à la 1^{re}. Allocation d'études correspondant au salaire minimum. La gestion de l'université, de l'enseignement, par les enseignants, les parents d'élèves, les élèves, les syndicats ouvriers. L'abolition du plan Fouchet, de la loi sur la formation professionnelle, du contrôle du corps enseignant par les préfets, du statut des directeurs, de la loi Barangé.*

La socialisation de l'enseignement. La formation professionnelle sous contrôle des syndicats ouvriers à l'exclusion des associations patronales.

Une seule école : l'école publique.

Les combats engagés chez Dassault, à Saint-Nazaire, à Rhodiaceta, par les mineurs de Lorraine, montrent que le capital de lutte de la classe ouvrière est resté intact et que celle-ci est décidée à se battre contre la déchéance que le régime gaulliste veut lui infliger. Mais ces combats ne pourront déboucher que dans la mesure où ils seront unifiés autour de mots d'ordre généraux (au premier rang desquels la *convention nationale inter-professionnelle garantissant à tous l'emploi et la qualification*) : chacun d'eux en effet met en cause le régime gaulliste, mais chacun d'eux, isolé, est, après les élections, incapable de le mettre à genoux.

La tâche des militants révolutionnaires est de traduire la politique du Front Unique Ouvrier en fonction des combats qui s'annoncent et des enseignements des combats passés. Seule une minorité très réduite de travailleurs peut aujourd'hui généraliser les problèmes politiques qui se posent à la classe ouvrière. Les mêmes ouvriers qui tentent, dans les grèves, d'engager le combat de classe sur le terrain de classe et d'en prendre le contrôle conservent leurs illusions parlementaires et accordent leur confiance aux partis ouvriers traditionnels.

C'est de cette situation qu'il faut partir. En lançant le mot d'ordre d'un *premier mai de classe*, qui soit autre chose que la cérémonie devenue rituelle, et le mot d'ordre d'*assises nationales de la classe ouvrière, pour la défense de la qualification et de l'emploi, pour la lutte contre la déchéance de la jeunesse*, l'O.C.I. vise à rassembler des milliers de travailleurs et de jeunes sur la politique du Front Unique Ouvrier susceptible d'imposer aux appareils la volonté des masses de résister à l'offensive de la bourgeoisie et du pouvoir gaulliste.

LE BILAN DE LA CAMPAGNE ELECTORALE DES TROTSKYSTES

L'O.C.I. présentait un candidat dans la première circonscription de la Seine Saint-Denis. Ce candidat a recueilli 277 voix. Ce chiffre est à la fois significatif et trompeur. Trompeur parce que l'O.C.I. utilisait la campagne essentiellement pour défendre le programme de défense de la classe ouvrière et le Front Unique Ouvrier et non point pour recueillir des voix. L'O.C.I. expliquait que la réduction de la lutte au niveau parlementaire est une trahison et que les travailleurs n'arracheront rien par le bulletin de vote. La campagne menée par l'O.C.I. avait un sens national, mais nos forces réduites nous contraignaient à ne la mener que dans une circonscription. Cette contradiction inévitable, jointe à la persistance des illusions électoralistes semées par le P.C.F. et la S.F.I.O. qui poussa nombre d'ouvriers à voter « utile » expliquent le petit nombre de voix recueilli par le candidat de l'O.C.I. : de ce point de vue le chiffre de 277 voix est donc significatif. Mais il est trompeur sur l'écho et l'importance de la campagne politique menée par l'O.C.I. dans cette circonscription et ailleurs.

Le prolétariat français, en période de repli, n'est pas à la veille de créer des conseils ouvriers. Condamner la participation aux élections, comme le fait *Voix Ouvrières*, c'est donc abandonner un domaine de la lutte des classes et donc les abandonner tous. *Voix Ouvrières* a, sur cette question, la même position que sur la question des syndicats. Sous prétexte que les syndicats sont dirigés par les appareils bureaucratiques, *Voix Ouvrières* est en fait hostile à la lutte dans les syndicats. Ces gens ne comprennent pas les principes élémentaires du marxisme tels qu'ils sont, entre autres, formulés dans le Programme de Transition de la IV^e Internationale.

Ils ne comprennent pas que les travailleurs, dans une situation où ils ne peuvent créer leurs organes autonomes, n'ont pas d'autre moyen de formuler leurs aspirations et leurs intérêts de classe que dans le cadre des syndicats. Ils n'ont rien compris à la grève Dassault qui constitue la plus vivante démonstration de la possibilité d'imposer à « leurs » syndicats la volonté ouvrière. D'où la nécessité de militer dans les syndicats, en combattant les bureaucraties. Mais abandonner les syndicats aux appareils c'est livrer actuellement la classe ouvrière pieds et poings liés à la bourgeoisie.

La campagne antiparlementaire et antiélectoraliste des trotskystes démontre que les révolutionnaires pouvaient utiliser cette forme de lutte, limitée, mais réelle qu'est la participation aux élections. La proposition faite par notre camarade Just à Fajon et à Mollet diffusée en tract, que P.C.F. et S.F.I.O. appellent dès les premiers jours de la campagne à la radio et à la télévision les travailleurs à l'action et à la solidarité avec les ouvriers de chez Dassault, alors en grève, en témoigne.

En choisissant Saint-Ouen, l'O.C.I. a voulu imposer aux staliniens le respect de la démocratie ouvrière.

En nous organisant méthodiquement nous avons tenu toutes nos réunions. Certes les staliniens auraient pu mobiliser leur appareil et nous écraser à Saint-Ouen. Ils en avaient la force apparente. Mais pour ce faire, il eût fallu d'une part déloger l'O.C.I. par la violence ouverte et organisée. D'autre part, les discussions qui se sont déroulées en particulier dans les cellules du P.C.F. à Saint-Ouen où une partie importante de militants communistes condamnaient la violence contre les trotskystes témoignent que Fajon aurait dû combattre sa propre base.

Aux usines Dassault, alors que Breteau, secrétaire général de la Fédération des métaux C.G.T., membre du P.C.F., engageait les syndiqués C.G.T. à accepter de rentrer avant d'avoir atteint leurs objectifs, les travailleurs ont imposé par l'exercice de la démocratie ouvrière leur volonté. À Saint-Ouen, l'O.C.I. a agi sur la même ligne et en fonction des mêmes besoins. Plusieurs militants du P.C.F. ont engagé la discussion dans les réunions organisées par l'O.C.I.

En intervenant dans la campagne électorale, nous avons lutté pour rassembler une force organisée. Environ 1.200 travailleurs et jeunes de toutes tendances, C.G.T., F.O., P.C.F., S.F.I.O., ont signé l'appel pour le soutien à la candidature ouvrière et l'appel pour la démocratie ouvrière. Nous avons recueilli pour l'appui à la candidature trotskiste près de 1 million et demi d'anciens francs.

Tels sont les buts que nous nous sommes assignés. L'objet que nous avons voulu atteindre, c'est la crise du P.C.F. En intervenant dans la campagne électorale, les militants de l'O.C.I. ont pu mesurer plus concrètement les rapports entre les cadres, les militants et les masses contrôlées par le P.C.F. Les travailleurs et les militants ne peuvent être en désaccord avec le programme de défense de la classe ouvrière défendu dans la campagne électorale par l'O.C.I. La revendication des 50 F uniformes des ouvriers de chez Dassault s'oppose à la politique de hiérarchie des augmentations de salaires préconisée par les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. Les trotskystes ont soutenu la revendication des 50 F, comme ils ont approuvé la grève sur le tas, par laquelle les travailleurs de Bordeaux ont liquidé la néfaste tactique des grèves tournantes. De même les travailleurs et militants approuvent la convention collective interprofessionnelle garantissant l'emploi et la qualification contre les conséquences de l'automatisation. Et pourtant le candidat de l'O.C.I. n'a recueilli que 277 voix. Cela prouve avant tout que les masses encadrées par un réseau de permanents au niveau des usines et des municipalités et localement, ont accepté de se placer sur le terrain des illusions parlementaires et électoralistes. La campagne antiparlementaire et antiélectoraliste des trotskystes n'a pas accroché. La classe ouvrière paiera cher ses illusions. Mais les trotskystes militants ouvriers ne séparent pas leur sort de celui de leur classe. Ils n'acceptent pas de contempler passi-

vement une situation, ni de juger majestueusement le prolétariat. Révolutionnaires prolétariens, les trot-skystes doivent apprendre à lutter contre les illusions sur le terrain des illusions. C'est ainsi et seulement ainsi qu'ils avanceront dans la voie de la construction du Parti Révolutionnaire, outil indispensable à la victoire ouvrière. Les résultats des élections dans la première circonscription de la Seine Saint-Denis confirment, avec une force plus contraignante, que rien ni personne, ni le mouvement objectif de l'histoire ne libérera les trot-skystes de la lutte pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire. Ce n'est pas dans les cadres des partis traditionnels que les travailleurs, comme les pablistes le pensent, pourront trouver l'instrument de leur émancipation. La première étape de la mobilisation des masses passera demain comme hier, dans le cadre des organisations traditionnelles, mais seule la construction patiente et tenace du Parti Révolutionnaire sur le programme de la IV^e Internationale, la lutte pour organiser l'avant-garde sur le terrain de la lutte de classes sous tous ses aspects peut permettre à cette première étape de ne pas déboucher sur un nouveau 30 septembre 1938. En signant pour le milliard au Vietnam avec des députés U.N.R., radicaux et autres bourgeois, sous le prétexte que les dirigeants du P.C.F. et de la S.F.I.O. y ont également apposé leur signature, les pablistes et autres agents de la petite-bourgeoisie sont passés

sur le terrain de la collaboration de classes. Ils ont abandonné avec le programme de transition l'enseignement de Marx, Lénine et Trotsky.

Au cours de la bataille âpre et difficile que mène l'O.C.I., dans une conjoncture où les illusions mortelles sont semées par les dirigeants du P.C.F. et de la S.F.I.O. dans la classe ouvrière, notre combat deviendra encore plus difficile. Il y aura des défaillances. Mais l'avenir offert par la société capitaliste à des masses de millions et de millions d'hommes, de femmes et de jeunes, c'est le chômage, les licenciements, la déqualification, la décadence et la déchéance. Les masses ne pourront pas ne pas résister. Elles combattront. Elles subiront des échecs et des défaites. Mais hors de la destruction révolutionnaire du système de la propriété privée des moyens de production il n'est pas de salut pour l'humanité.

En cette année du cinquantenaire de la Révolution d'Octobre, l'O.C.I. et la IV^e Internationale fidèles au bolchévisme de Lénine et Trotsky entendent assumer la continuité du combat pour la révolution prolétarienne. Seule l'abolition de la propriété privée des moyens de production, c'est-à-dire l'expropriation de la bourgeoisie, permettra à l'humanité d'éviter le sort que le général Westmoreland, futur candidat, paraît-il, à la présidence des Etats-Unis, promettait en août 1966 au Vietnam : « Nous les ramènerons à l'âge de pierre ! »

LA GRÈVE DE « RHODIACETA » ET LES CALOMNIES STALINIENNES

L'importance des luttes de classes en cours, la position des directions syndicales, le type de relation qui tend à se créer d'une part entre les appareils et les révolutionnaires, d'autre part entre les appareils syndicaux et les travailleurs et militants se sont exprimés dernièrement dans les événements de Rhodiaceta et l'attitude des staliniens.

L'attaque forcenée de *L'Humanité* contre les trot-skystes, et en particulier contre le camarade Paul Duthel porte évidemment témoignage que l'action des révolutionnaires organisés dans l'O.C.I. est un facteur d'une grande importance dans le développement des luttes. Mais les calomnies stalinienennes ont une toute autre signification et une toute autre portée. M. Fajon savait que Duthel, le jour de la capitulation des dirigeants syndicaux devant le gouvernement et le patronat, n'était pas à la porte de l'usine pour la simple raison qu'instituteur, il faisait classe à ses élèves. Mais à travers Duthel le secrétariat du P.C.F. cherchait à atteindre, au besoin en appelant à la répression policière, les centaines de grévistes écourrés de la capitulation des dirigeants.

LES TRAVAILLEURS VEULENT SE BATTRE

Le mercredi 22 mars à 9 heures, alors que ce même 22, à 2 heures du matin, était annoncée la signature de

l'accord paritaire national faisant état de 3,80 % d'augmentation des salaires, une centaine de militants de la C.G.T. de la Rhodia-Vaise étaient réunie pour discuter du contenu de cet accord et prendre position.

Pendant plus d'une heure et demi, Trioux, confédéral de la C.G.T., devait essayer de persuader les travailleurs du bien-fondé de l'accord signé la nuit précédente. Il ne rencontra aucun écho.

Après sa péroraison, pénible et filandreuse, un délégué des monteurs à chaud intervint et présenta une résolution qui demandait :

- maintien des revendications qui avaient été le point de départ de la grève, à savoir :
 - augmentation de 50 F par mois et pour tous,
 - paiement des jours de grève,
 - pas d'augmentation des cadences,
 - satisfaction des revendications particulières des monteurs à chaud ;
- envoi d'une adresse aux bureaux confédéraux de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O., de la C.F.D.T. et au bureau fédéral de la F.E.N. pour leur demander d'engager, par la grève, une action nationale de solidarité pour permettre à la lutte des travailleurs de la Rhodia (Vaise, Belle-Epine, Besançon) d'être victorieuse.

Cette résolution fut accueillie par des applaudissements.

Elle eut pour résultat de provoquer la colère de Trioux qui voulut y répondre par le dépôt d'une contre-résolution se résumant en deux points :

- approbation de l'accord paritaire national,
- reprise immédiate du travail.

Ni la résolution du délégué des monteurs à chaud ni celle de Trioux ne furent mises aux voix. Il était près de midi. A 13 heures devait avoir lieu l'assemblée générale des grévistes qui déciderait ou non de la reprise du travail.

La veille, le 21, les travailleurs lyonnais de toutes les corporations avaient été appelés à manifester de la place Tolozan à la bourse du travail. Ils étaient des milliers qui, place Tolozan, saluaient l'arrivée de ceux de « La Cellophane » et d'autres entreprises.

Berliet avait été lock-outé. 4.000 C.R.S. avaient envahi l'usine de Vénissieux pour assurer la « liberté du travail », mais les travailleurs de chez Berliet ne travaillaient pas. Ils étaient à la manifestation. Les C.R.S. étaient ostensiblement massés sur le parcours du cortège et, en passant devant eux, les travailleurs scandaient : « C.R.S.-S.S. ». Par contre, la voiture de tête, emblème de bureaucrates au petit pied, lançait slogans et chants tels « la marseillaise » et « le chant du départ », mollement repris par des travailleurs. La préoccupation essentielle des bureaucrates était que la manifestation se déroulât dans le calme, bien entendu, mais aussi dans la communion de la nation française. Les bureaucrates ne faillirent pas à leur tâche en faisant tout pour émasculer le caractère de la manifestation par des slogans sans issue et en saluant au passage les employés de la préfecture qui se tenaient aux fenêtres ; ce n'était pas « la police avec nous » de 1945, mais quelque chose d'approchant.

Au moins aussi important que le défilé du 1^{er} février, celui du 21 mars exprimait la volonté des travailleurs de Rhodiaceta, de Berliet et d'ailleurs, de *ne pas accepter le sort que leur réserve la société capitaliste*.

La banderole barrant toute la rue et annonçant le défilé des travailleurs lyonnais proclamait : « *Patronat ! Négociez !* » Ce n'était pas là le sentiment des travailleurs. La question n'était pas de savoir s'il fallait négocier ou non. La question était que les travailleurs avaient conscience qu'à travers leurs revendications — qu'il fallait certes « négocier » avec le patronat — il y avait quelque chose de bien plus important pour quoi il fallait se battre : il fallait donner le coup d'arrêt aux plans de la bourgeoisie, il fallait empêcher le trust Rhône-Poulenc, propriétaire de Rhodiaceta, de mettre à exécution ses projets qui ont pour but, en accélérant les cadences, en déqualifiant les travailleurs, en licenciant, d'entrer vigoureusement en concurrence avec les trusts anglais, allemands, japonais et américains qui menacent la puissance colossale du trust.

LES BUREAUCRATES BLOQUENT LA LUTTE

Les travailleurs de la Rhodia en étaient à leur 23^e jour de grève. Leur volonté de poursuivre la lutte, de faire plier le trust, se manifestait de la place Tolozan à la bourse du travail.

A 13 heures, ce même jour 21 mars, s'était tenu le rassemblement quotidien devant les portes de la Rhodia. Depuis onze heures le matin, la commission paritaire nationale siégeait.

Mérico, de la C.G.T., dans son discours indiquait déjà la ligne de la capitulation en déclarant :

« Nous sommes prêts à reprendre le travail immédiatement si le patron nous donne des promesses formelles sur les revendications que nous avons présentées. »

Les ouvriers n'applaudirent pas. Ce n'était pas leur ligne. Ils devaient le rappeler le lendemain mais, pour ce jour, ils le dirent dans la manifestation.

A la bourse du travail, il appartenait à Madeleine Allosio, de la C.G.T., de conclure le meeting de clôture par ces mots :

« Nous souhaitons que les partis de gauche mettent au point un programme de gouvernement capable d'assurer la relève du gaullisme. »

Il était 17 h. 30. Cela faisait déjà plus de six heures que la commission paritaire nationale était réunie. A Paris, dans les bureaux du ministère des « affaires sociales », le programme de gouvernement ou, tout au moins une de ses parties, était en train de s'esquisser. C'était les 3,80 % d'augmentation de salaires qui devaient être salués comme une victoire par les bureaucrates et rejetés, en fait, par les travailleurs.

Jeanneney, commentant cet accord, déclarait :

« Les parties en présence ont eu à faire un très gros effort de rapprochement. Elles ont eu les unes et les autres grand mérite à le faire. L'économie française exigeait que cet accord qui concerne notamment les trente mille travailleurs en grève se fasse. »

Et M. Bourgès, secrétaire d'Etat à l'information, devait, à l'issue du conseil des ministres tenu le 22 mars, conclure par ces mots :

« Le gouvernement ne peut que se féliciter de l'accord intervenu. »

LE SYNDICAT AUX SYNDIQUES

Dès l'annonce de la signature de l'accord, la radio, les journaux parisiens et régionaux claironnent :

« Le travail reprend à la Rhodia à 14 heures. »

Il ne fait pas de doute, pour la bourgeoisie comme pour les bureaucrates, que c'est dans la poche.

Cependant, le soir même du 21, 25 travailleurs de la Rhodiaceta-Vaise se sont réunis. Ils discutent de leur mouvement. Dans l'ignorance de ce qui se trame à Paris au même moment — l'auraient-ils su que leur détermination n'en aurait été que plus grande — ils définissent non les voies de la rentrée ou de la capitulation, mais les moyens de la victoire.

Ils veulent gagner. Ils savent qu'un mouvement qui dure depuis 23 jours n'est pas un mouvement quelconque. Ils ont conscience, parce qu'ils savent qu'à Besançon c'est pareil et qu'à Saint-Nazaire, bien que sous une forme différente, les travailleurs luttent pour des objectifs identiques, qu'ici, à Lyon, c'est le concentré de la lutte des classes. L'Etat bourgeois y étaie sa force répressive, les bureaucrates syndicaux leur font quotidiennement des discours creux et inconsistants. Ils savent aussi que, jusqu'à maintenant, le mouvement

ne leur a pas échappé. Mais il se passe des choses à Paris. Ceux qui négocient, quels sont-ils ? Devant qui ont-ils à rendre des comptes ? Ils parlent en leur nom, mais au nom de quelle politique ?

Déjà, à Rhodia-Vaise, un petit fait leur a échappé qui n'avait pas jusqu'alors beaucoup d'importance mais qui, aujourd'hui, en prend une : la grève n'a pas été dirigée par un comité de grève élu ; en fait, il n'y a pas de comité de grève, ce sont les bureaucrates locaux guidés, inspirés, tenus en main par un confédéral qui dirigent tout, ordonnent tout, agencent tout.

Un deuxième fait les frappe : leur syndicat, la C.G.T., a pratiquement disparu, comme organisation, au cours de cette période. Elle n'a subsisté qu'en la personne de ses « dirigeants ». Aucune assemblée de syndiqués ne s'est tenue pour sanctionner les décisions prises, pas plus que pour donner la marche à suivre. Les initiatives sont toujours venues d'en haut.

Une conclusion s'impose : se retourner vers le syndicat, rassembler les syndiqués, ouvrir la discussion, C'est le moment plus que jamais.

Ils décident donc de demander une assemblée du syndicat, d'y faire la proposition de s'adresser aux confédérations, de soumettre cette proposition à l'assemblée des grévistes.

L'assemblée des syndiqués se tiendra. Elle ne conclura pas.

La parole est aux grévistes rassemblés à 13 heures.

UN PROGRAMME DE GOUVERNEMENT.

Le journal *L'Humanité* du 23 mars 1967 écrit :

« Mais placés devant des situations qu'ils (les gouvernants) ne peuvent plus dominer, ils cèdent plus que leur plan ne le prévoyait. C'est donc que les revendications des salariés n'ont rien d'excessif ; c'est donc que le programme social préconisé par notre Parti est parfaitement réaliste et adapté aux besoins de la nation. »

Cela est clair. Au moment même où le trust Rhône-Poulenc signe un accord portant augmentation de 3,80 % des salaires l'organe du parti communiste français souligne que cela n'a rien d'excessif. Pour qui ? Pour la nation — répondront les staliniens. Mais, en l'occurrence, la nation c'est le trust Rhône-Poulenc et lui seul. Autrement dit, il s'agit pour les dirigeants du parti communiste français de trouver des revendications qui soient compatibles avec la perpétuation du système capitaliste, du système du profit, du système de l'exploitation de l'homme par l'homme, du système qui ne peut aujourd'hui subsister qu'en entraînant au chômage, à la décadence, à la déqualification et à la déchéance la masse des travailleurs de toutes catégories et de la jeunesse.

Dans cette voie, il n'y a aucune limite car la « nation » Rhône-Poulenc entre en concurrence avec ses rivaux allemands et japonais.

Ainsi « le programme adapté aux besoins de la nation » ne peut être qu'un programme dirigé contre les intérêts immédiats et généraux des travailleurs. Tel est le programme ouvrier du parti communiste français.

Les travailleurs de la Rhodia-Vaise l'ont bien senti

ainsi que le montre leur refus d'accepter les 3,80 % et de reprendre immédiatement le travail.

Ils étaient quelques milliers à la porte de la Rhodia pour entendre ce qu'allait leur dire les dirigeants.

C'est Trioux, le confédéral de la C.G.T., qui est chargé d'expliquer aux travailleurs la valeur de l'accord conclu et la nécessité de reprendre immédiatement le travail.

STALINISME PAS MORT

A quelques centaines de mètres de la porte, les C.R.S. sont postés.

Trioux commence. Très rapidement son discours est interrompu par des huées. On entend sur l'air des lampions : « Trioux aux chiottes ! » — « Hou ! hou ! hou ! »

Les piquets de grève ne sont pas disloqués.

Au milieu d'une certaine confusion, une avant-garde se manifeste qui ne veut pas rentrer.

A un moment donné, la porte s'ouvre. Les piquets resserrent les rangs. Quelques travailleurs — des mensuels pour la plupart — entrent dans l'usine.

Les C.R.S. commencent à remonter la rue en direction des travailleurs. Trioux continue à se faire conspuer. Des travailleurs en appellent à leur délégué.

Il appartiendra à un nommé Wolville, agent de la direction de la Rhodia, conseiller municipal de la liste Pradel, d'intercéder, de se livrer en « otage » comme il le dira lui-même pour laisser la porte ouverte mais empêcher d'entrer tant que les négociations se poursuivent. La manœuvre de Wolville est claire. Il agit en accord complet avec les bureaucrates staliniens et les patrons pour disloquer les piquets de grève qui sont le cœur et la tête de la grève.

La manœuvre ne réussira pas.

Les C.R.S. s'en iront, le meeting terminé. Le travail n'a pas repris. La porte s'est refermée.

La presse va alors se déchaîner. Alors qu'il n'y eut aucun incident digne de ce nom, les journaux parleront d'échauffourées, de blessés. Ce qui, en d'autres circonstances, n'aurait même pas été mentionné dans la chronique des faits divers est ici démesurément grossi enflé. Le but est clair : il s'agit d'accréditer l'idée selon laquelle la non-reprise du travail est le résultat d'une action violente de quelques force-nés.

Le journal *L'Humanité* du 23 (ce même numéro où l'éditorialiste Salini parlait du « programme du parti communiste français parfaitement réaliste et adapté aux besoins de la nation ») écrit dans un article intitulé : « On les a eus » :

« Les C.R.S. ont dégagé les abords de l'usine.

« Ces incidents qui ont donné prétexte à l'intervention des forces de police acheminées depuis plusieurs jours à Lyon, semblent avoir été prémedités de longue main. Les interventions dans la grève d'individus extérieurs au conflit comme le trotskiste notoire Duthel, en liaison avec deux ou trois éléments, sont en effet bien connues des travailleurs de l'usine. »

Le journal du P.C.F. ment. Les C.R.S. n'ont pas dégagé les abords de l'usine. Ils ne sont pas intervenus.

L'Humanité ment lorsqu'elle accuse Paul Duthel d'intervention. Au moment où se déroulaient les événements, Paul Duthel faisait sa classe à L'Arbresles.

Les trotskystes ont été dans la grève. Avec de nombreux travailleurs de toutes tendances, y compris des membres du P.C.F., ils ont été parmi ses animateurs. Jusqu'au bout, contre la capitulation, ils ont exprimé la volonté de lutte des milliers et des milliers de travailleurs de la Rhodia. Ils revendiquent cette place qu'ils ont occupée dans la lutte des classes et les travailleurs d'avant-garde leur reconnaissent cette place.

C'est pour cela que *L'Humanité* est obligée de mentir et d'accuser le militant révolutionnaire irréprochable qu'est Paul Duthel de provocateur, d'instigateur d'une intervention des forces de police, *intervention qui n'a pas eu lieu*.

Et la collusion de tous les journaux bourgeois avec le journal *L'Humanité* éclate au grand jour. Il fallait parler d'incidents pour expliciter l'intervention des forces de police. L'intervention des forces de police était indispensable au stalinien Vareille, à qui Fajon a tenu la plume, pour accuser les trotskystes de provocation.

En agissant ainsi, l'organe stalinien espérait faire d'une pierre deux coups : tenter, par une accusation grossière, de couper les trotskystes des éléments d'avant-garde qui se rapprochent d'eux, donner un gage à la bourgeoisie en lui indiquant que si le travail n'avait pas repris à la Rhodia, ce n'était pas du fait du P.C.F. A la bourgeoisie, le P.C.F. indiquait qu'il avait tenu ses engagements. Il se conduit comme un parti de gouvernement.

tient ainsi la position des bureaucrates qui cherchent à chasser les syndiqués en lutte pour reprendre possession de « leurs » syndicats. Ce groupe, le jour même où les éléments les plus conscients des travailleurs de chez Rhodia refusent de rentrer, ce groupe est totalement sur la ligne de la reprise et il a cette formule admirable :

« Cependant (?) sur le plan de Rhodia, nous avons acculé le patron moralement. »

A la bonne vôtre !

La victoire « morale » leur sert de justificatif à leur capitulation devant les appareils.

Les travailleurs n'iront pas demander des comptes aux unions départementales.

En l'absence d'une avant-garde révolutionnaire organisée, la dislocation se produit dans les rangs ouvriers.

Les piquets de grève se reformeront le lendemain 24 sans la conviction qu'il est possible de remettre en cause l'accord paritaire national.

A la différence de ce qui s'est passé chez Dassault, les travailleurs n'ont pas maîtrisé leur mouvement en imposant leur contrôle sur les syndicats, pas plus qu'ils n'ont pu en maîtriser la conclusion. Les appareils, et plus particulièrement l'appareil stalinien, pèsent de tout leur poids. Leur force d'inertie s'accroît du flottement qu'ils ont réussi à introduire parmi les travailleurs.

Il appartenait à l'avant-garde révolutionnaire d'intervenir pour ouvrir la perspective de la victoire. Cela ne s'est pas fait. Le noyau organisé de l'avant-garde, chez Rhodia, était encore trop faible. Il s'est d'ores et déjà renforcé. Des éléments d'avant-garde ont compris, à Rhodia et ailleurs, et ont décidé de s'organiser avec les révolutionnaires. Ils veulent rendre le syndicat aux syndiqués. Ils veulent que les travailleurs prennent leur sort entre leurs mains.

Que cette avant-garde ait pu se dégager dans la lutte, cela démontre que l'organisation de la résistance aux plans de la bourgeoisie est la tâche pratique d'aujourd'hui. La résistance à l'offensive *nationale* du patronat et du pouvoir doit être d'envergure *nationale*. Elle doit s'exprimer par une MANIFESTATION NATIONALE dont l'objectif sera la réalisation du FRONT UNIQUE OUVRIER pour contraindre à l'unité d'action les directions bureaucratiques syndicales et politiques sur un plan de classes, pour lutter contre l'offensive de la bourgeoisie et du Capital, contre l'Etat et son gouvernement, en dehors des voies parlementaires qui ne peuvent aboutir à rien, par les méthodes de la lutte des classes.

En se battant pendant 23 jours contre le trust Rhône-Poulenc, les travailleurs de la Rhodia ont indiqué la voie de la résistance ouvrière. Ils n'ont pas gagné. Pour obtenir la victoire, les travailleurs, et, en particulier, ceux de Rhodia devront reprendre le combat, mais ils ne peuvent le reprendre en ordre dispersé : ils doivent s'organiser. Luttant pour le Front Unique Ouvrier, pour le Programme de défense de la classe ouvrière, l'Organisation Communiste Internationaliste se fixe comme tâche d'organiser dans ses rangs ces travailleurs d'avant-garde pour préparer la lutte d'ensemble contre le capitalisme qui mène la civilisation à la barbarie, dans la boue et le sang !

LA FORCE ET LA FAIBLESSE DE L'AVANT-GARDE

Les travailleurs de la Rhodia n'ont pas repris le travail. Les directions syndicales se bornent à répéter :

« Nous maintenons l'ordre de la reprise du travail. »

Elles ne peuvent pas faire plus, elles ne peuvent pas faire moins.

Pour les travailleurs, un fait domine : l'accord a été signé à l'échelle nationale, mais qu'en pensent les Unions départementales ?

Avalisent-elles ou n'avalisent-elles pas l'accord national ? C'est vers leurs organisations qu'il faut à nouveau se retourner.

Les pourparlers entre la direction Rhodia-Vaise et les délégués qui se poursuivent depuis 24 heures sont sans signification. Il faut aller aux Unions départementales.

Il faut demander des comptes. Il faut exiger que, devant le refus des travailleurs de reprendre le travail, les unions départementales disent clairement si elles approuvent ou non l'accord national, pourquoi et en tirer toutes les conséquences. Telle est la ligne que dégageront les travailleurs révolutionnaires de la Rhodia.

Pour le groupe centriste, petit-bourgeois et ouvrieriste des *Voix Ouvrières*, il n'en va pas de même. Pour ce groupe, la grève est finie. Le groupe des « V.O. » qui se refuse à militer dans les syndicats sous prétexte qu'ils ne sont pas suffisamment révolutionnaires sou-

CONTRE LA CALOMNIE STALINIENNE

DISCOURS DE PIERRE ROY AU CONGRÈS DU S.N.E.S. (26 mars 1967)

Camarades,

Les luttes qui ont eu lieu à Besançon, Lyon-Vaise, Gorge-de-Loup, etc., sont encore présentes dans l'esprit de tout le monde. Un des patronats les plus combatisifs a décidé de faire payer aux travailleurs les frais de sa reconversion, de la concurrence avec les économies étrangères, bref de casser, comme on dit, le prix de revient sur le dos des ouvriers.

Ils ont réagi. Au bout de trois semaines de lutte, les résultats des négociations de sommet ont été portés à leur connaissance. Certains ouvriers ont pensé que les améliorations obtenues autorisaient la reprise du travail que conseillaient les directions nationales des syndicats, d'autres, presqu'aussi nombreux, parmi les plus combatisifs et les plus exploités, ont estimé au contraire que la minceur des satisfactions obtenues rendait nécessaire la prolongation de la lutte.

C'est le droit le plus imprescriptible des travailleurs d'envisager les problèmes d'une façon ou de l'autre. Ce qui est inacceptable, c'est que l'on reconnaissse ce droit à ceux qui étaient de l'avis des directions syndicales, tandis qu'on le dénie aux autres. Tel est le contexte des faits dans lequel intervient l'article de *L'Humanité* et qui met en cause notre camarade Duthel.

Camarades,

Je le dis dès maintenant, le Congrès s'honorera en votant à l'unanimité la motion proposée par la majorité de la commission.

De quoi s'agit-il ? Il s'agit de condamner fermement des méthodes qui sont le fait d'un journal et de ses responsables mais que, j'en suis sûr, tous les militants ici présents peuvent et doivent condamner sans l'ombre d'une hésitation.

Il s'agit en effet, quoi que veuille nous faire croire Petite qui sert de bonne conscience, ici, à une idéologie qui n'est pas la sienne, d'une suggestion insidieuse aux termes de laquelle on vise à la fois à dénoncer le camarade Duthel aux ouvriers pour le couper des travailleurs, et surtout à le dénoncer comme un provocateur pour attirer la répression policière sur lui.

Camarades,

Il n'y a rien de comparable, quoi qu'en dise Petite, entre l'article du *Monde* et l'article de *L'Humanité* incriminé. Il s'agit d'un paragraphe entier.

Qu'est-ce qui est en cause ? C'est la condamnation des méthodes qui ont empoisonné et pourri l'unité ouvrière depuis des décennies et qui ont étouffé la démocratie ouvrière. Il s'agit de condamner cette atteinte à la morale prolétarienne, à la morale tout court, atteinte intolérable.

L'unité ouvrière suppose des méthodes saines de discussion, de confrontation. Ce qui est en cause ici, c'est le droit d'un militant d'avoir une opinion différente sur les problèmes vitaux de la lutte des classes, différente de celle que défend *L'Humanité*.

Qui refuserait le texte de la commission se jugerait incomptent d'avoir une opinion motivée sur ceux qui,

naguère, ont été les complices de l'assassinat de Rajk, maintenant réhabilité, complice de ceux qui accusaient en 1949 Tito d'être un fasciste et un hitlérien, complice de ceux qui ont pendu Imre Nagy.

Ce serait intolérable, inacceptabile.

Il ne s'agit pas, en quoi que ce soit, d'avaliser, de donner son accord aux opinions du camarade Duthel qui est trotskyste et a le droit d'avoir cette position politique ouvrière.

Ou alors, il faut le dire. Et cela signifierait, en acceptant les termes de l'article de *L'Humanité*, que, non seulement Duthel, mais ceux qui sont ici sur les positions de ce camarade, moi qui parle en leur nom, qui se réclament du trotskysme, ceux-là devraient être chassés de ce Congrès, mis au ban du mouvement syndical.

Camarades,

Notre camarade Duthel, militant syndical depuis vingt ans, ex-membre de la C.A. de la F.E.N., ex-secrétaire général de la section du S.N.I. du Rhône, ex-membre du B.N. du S.N.I., second de liste pour les élections aux commissions paritaires nationales derrière Desvalois, militant exemplaire qui a l'estime de tous, même de ceux qui ne partagent pas — et de loin — ses positions, notre camarade Duthel est, dans cet article de *L'Humanité*, livré à la répression policière.

J'en appelle au témoignage des militants de cette salle qui connaissent le camarade Duthel.

Nous n'acceptons pas le discrédit jeté sur notre camarade.

Un tel article, camarades, visant à l'assimiler à un provocateur ayant partie liée avec la police, est une véritable infâmie. Quiconque la cautionnerait se placerait, comme le disait hier Letonturier en commission : « en dehors de la conscience du mouvement ouvrier ».

Le chancre du stalinisme a, dans le passé, fait suffisamment de ravages. Il est temps d'en finir. C'est une mesure de justice, une mesure d'assainissement nécessaire du mouvement ouvrier.

Les camarades du Congrès, quelle que soit par ailleurs leur opinion qui n'est pas en cause, sauront se désolidariser d'une telle attitude dont, je le précise tout de suite, ils ne sont pas responsables et qu'au fond d'eux-mêmes ils doivent réprouver.

C'est maintenant un problème où chacun a à prendre ses responsabilités vis-à-vis de sa conscience et de son sens de l'honneur. Nous avons su, unanimement, au-dessus des tendances, au moment de l'affaire Augé-Orcié, faire front en bloc contre les calomnies du pouvoir. C'est le moment de prouver que, sur un problème comme celui-ci, nous ne laisserons pas de nouveau s'installer l'atmosphère empoisonnée de l'époque « où il était minuit dans le siècle » alors qu'on assassinait Boukharine, Zinoviev, les grands leaders bolcheviques ; car ce sont des milliers de communistes de toutes tendances qui ont été victimes des grandes purges des années 1930 à 1950.

Ce texte de la majorité de la commission dit qu'il faut en finir une fois pour toutes avec ces mœurs et cette mentalité qui ont corrompu le mouvement ouvrier, c'est là-dessus qu'il faut se prononcer.

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LE CONGRÈS DU S.N.E.S.

PAR 202 POUR, 137 CONTRE, 16 ABSTENTIONS

Le Congrès national du S.N.E.S., réuni le 26 mars 1967, saisit d'un article paru dans « L'Humanité » du 23 mars 1967, sous le titre « On les a eus », qui met nommément en cause le militant de la F.E.N. Paul Duthel, à propos des « incidents » ayant éclaté à l'usine Rhodiaceta de Lyon-Vaise lors de la reprise du travail annoncée par les syndicats et qui le présente comme un provocateur travaillant avec les forces de répression gaulliste,

— rappelle, que sans partager tout ou partie des opinions du camarade Duthel, il n'en respecte pas moins le droit de ce camarade d'appartenir à l'organisation politique ouvrière de son choix ;

— souligne que le camarade Duthel est un ancien responsable syndical, ex-membre du B.N. du S.N.I. et que son passé syndical rend d'autant plus infâmante l'accusation portée contre lui ;

— attire l'attention sur le respect nécessaire de la

démocratie ouvrière à laquelle le S.N.E.S. reste fermement attaché, ce qui implique le rejet absolu par toutes les tendances du mouvement ouvrier des méthodes de calomnie et de la pratique de l'amalgame à l'égard d'autres courants ouvriers ;

— s'inquiète de la gravité de cet article qui, alors qu'une période très difficile s'ouvre pour l'ensemble du mouvement ouvrier, dénonce nommément l'un de ses militants, facilitant ainsi une éventuelle répression policière.

Le Congrès réaffirme la nocivité de telles méthodes, condamne les lignes incriminées et mandate le bureau national du S.N.E.S. pour qu'il propose à la F.E.N. de demander à « L'Humanité » d'insérer un rectificatif à cet article dans les plus brefs délais..

Le Congrès demande qu'il soit procédé à une enquête syndicale sur les événements et qu'un compte rendu soit fait au plus tôt auprès des instances syndicales.

LA RÉACTION DE "L'HUMANITÉ" UNE OPÉRATION DE DIVERSION

Quelques éléments appartenant à la tendance « Ecole Emancipée » dont l'attitude tout au long des débats du Congrès a été marquée par un anti-communisme viscéral et par l'hostilité systématique à l'unité du mouvement ouvrier et démocratique (on notera en particulier la véritable haine que leur inspire l'accord C.G.T.-C.F.D.T.) ont provoqué hier une longue polémique contre *L'Humanité* à propos d'un article du 23 mars, mettant en cause le comportement de Duthel dans les incidents qui ont éclaté à la fin de la grève de Rhodiaceta.

Sans doute inquiets par les progrès de l'unité à l'inté-

rieur même du syndicat, certains dirigeants « autonomes » comme Astre, Letonturier, auxquels s'est associé Ruff, ont appuyé cette pure et simple opération de diversion.

Malgré la demande d'une enquête sur les faits eux-mêmes, réclamée par Blanchard et Petite, ils ont fait approuver (par 202 voix contre 137 et 16 abstentions ou refus de vote), une motion désavouant notre journal.

De tels procédés ne réussiront pas à freiner le mouvement profond d'unité dont ce II^e Congrès a témoigné de manière éclatante.

(*L'Humanité*, 27 mars 1967.)

Petits-bourgeois et staliniens diffament le trotskysme

Dans notre article consacré aux grèves de Rhodiaceta, nous signalons la campagne de calomnies ouverte par les staliniens contre le trotskysme et qui consiste à dénoncer à la bourgeoisie et à ses policiers les trotskystes comme les perturbateurs d'un ordre qu'ils s'engagent à respecter. Les petits-bourgeois de gauche ont apporté leur contribution à cette tâche, et sans attendre Rhodiaceta. Au début de la campagne électorale, un entrefilet de *l'Express* signalait que David Rousset poursuivait depuis trente ans le même combat contre le parti communiste : or, il y a trente ans, David Rousset était trotskyste. Était-ce là l'un des raccourcis-types de quelque scribe en mal de formule ? Manifestement non : dans le numéro du *Nouvel Observateur* du 8 février, un certain Jean-François Held, membre du P.S.U., ex-M.R.P., spécialiste de l'automobile de luxe, publiait un grand article : « Le camarade de la V^e David Rousset se présente à Villeurbanne au nom du gaullisme, du trotskysme et du modernisme. » Evoquant les débuts de Rousset et son antifascisme qui dégénéra en anticommunisme bourgeois lorsque Rousset décida de faire carrière avec les camps de concentration, Held écrit : « En ces temps de manichéisme passionné, comment le placer ailleurs que dans la

« poubelle aux trotskystes » et aux « vipères lubriques », avec ses amis qui lui offraient tribune et subsides » (souligné par nous). « Véridiques ou calomniatrices, ses attaques — à ce moment-là et de cette façon — étaient troubles (...). C'est séduisant un aventurier intellectuel toujours plus à gauche que la gauche (...). Pendant presque toute sa vie, David Rousset a été — comme bien d'autres — le paravent de gauche indispensable à toutes sortes d'opérations contre la gauche. » Toutes ces phrases floues et ambiguës laissent planer un doute : que vise Held, que veut-il dire, à quelle époque de la vie politique fait-il allusion ? Tout s'éclaire au paragraphe suivant : « Quand David Rousset, avant 1936, animait les tendances trotskystes aux « Jeunesse Socialistes », c'était pareil ; quand il combattait le Front Populaire au nom d'un éventuel « front unique » plus radical, c'était pareil ; quand il dénonçait l'univers concentrationnaire soviétique dans le « Figaro » avec l'argent des « syndicats libres » américains, c'était pareil ; quand il fondait le « Rassemblement Démocratique Révolutionnaire » pour une Gauche idéale, c'était pareil ; pareil encore — en plus gros — à Villeurbanne... » (souligné par nous).

Ici l'amalgame policier s'étale dans toute sa splendeur :

SAINT-NAZaire, MENSUELS, SOCIOLOGUES ET LUTTE DE CLASSES

En 1958, sauf erreur, une série d'articles de Serge Mallet dans *France-Observateur* annonçait à la classe ouvrière française qu'elle se transformait si profondément qu'elle cessait peu à peu d'exister en tant que « classe ». A Bordeaux, aux usines Bull, à Donge Serge Mallet avait découvert la « classe » ouvrière de demain : les *mensuels* en blouse blanche, souriants, cultivés, qui n'avaient rien à voir avec les prolétaires de *Germinal* ou de Juin 36. Résumant sa « pensée » dans *Arguments* de janvier-février-mars 1959, mis en librairie le 1^{er} avril, il écrivait : « L'importance numérique de la main-d'œuvre décroît dans les

entreprises. Par contre l'existence dans toutes les grandes usines d'innombrables bureaux d'étude, le renforcement des services administratifs, conséquence de la fonctionnarisation, et celui des services commerciaux (...) ont accru de façon considérable le nombre des « *mensuels* » qui atteint maintenant souvent 50 % de l'effectif total du personnel. Une fraction de la classe ouvrière précisément ses éléments les plus dynamiques, les plus intelligents, les plus cultivés, passe d'une catégorie à l'autre. Elle accède ainsi à une couche sociale considérée comme hiérarchiquement et socialement supérieure dans l'échelon bourgeois des valeurs (...) Dans les secteurs faisant encore appel à une abondante main-d'œuvre de moins en moins qualifiée, le fossé se creuse entre ces deux couches sociales... etc. » (p. 19).

Petits-bourgeois et staliniens diffament le trotskysme (suite)

trotskyste et partisan du front unique — rappel très intentionnel en cette période — également agent américain et gaulliste. Au cas où son lecteur n'aurait pas compris, le provocateur Held en remet : il déclare que Rousset veut « concilier le Général et la Révolution permanente. Quant aux arguments des candidats communistes et fédérés, ils sont lumineux : M. David Rousset est un U.N.R., U.N.R. il est et Trotsky ne change rien à l'affaire, au contraire » (souligné par nous). Le « au contraire » est lumineux, comme dirait ce grattage-papier : un trotskyste est pire qu'un gaulliste. Un bonze stalinien disait la veille du 17 mai : « Le mot d'ordre des comités intersyndicaux et interprofessionnels, c'est le mot d'ordre de Pompidou. »

L'amalgame policier du très catholique Held paraît imbatteable dans l'ignominie. Mais à catholique, catholique et demi. « *Esprit* » a fait mieux encore. Alors que son directeur, Jean-Marie Domenach, est membre du Comité des Vingt-Neuf (gaullistes de gauche) qui a, entre autres, rédigé un texte réclamant l'intégration des syndicats à l'état, cette revue a, dans son numéro de mars, publié, comme par hasard, un article consacré, comme par hasard, à David Rousset et intitulé, comme par hasard, *Le trotskyste de De Gaulle*.

Point final : dans un reportage sur la grève de Rhodiaceta dans *Le Monde* du 22 mars, Maurice Denuzière écrit : « Aucun élément provocateur n'a de chance de susciter des mouvements violents » (tiens ! tiens ! alors que l'auteur souligne « l'ordre et le calme de la grève ». C'est l'annonce de la couleur : si des mouvements violents se produisent, ils viendront de provocateurs étrangers à l'entreprise !). Le 23 mars, le lendemain, *l'Humanité* dénonce le trotskyste Duthel comme ayant suscité des mouvements violents qui ne se sont même pas produits ! Dans *l'Express* du 27 mars, le journaliste ex-stalinien mais toujours docile J. Derogy, écrit sous le titre *Provocateurs* : « Mais mêlés aux « 4×8 » qui en viennent aux mains, nombreux sont les non-syndiqués et même des perturbateurs extérieurs à l'entreprise ; ceux qu'à la préfecture on qualifie de noyaux anarcho-syndicalistes et que le délégué C.G.T. dénonce comme des provocateurs trotskystes. »

Ainsi, dans le concert de diffamation, chacun a joué sa partie : scribes petits-bourgeois orchestrent et annoncent même la calomnie stalinienne parce que le trotskysme, expression consciente de la lutte du prolétariat pour renverser la bourgeoisie et balayer la pourriture dont ils sont la décoration nauséabonde, menacent leur existence même, malgré sa faiblesse organique actuelle. Là est le danger : tout est bon pour empêcher le trotskysme de croître.

L'« idiot du village » de la sociologie française, Alain Touraine, allait plus profond encore dans les choses : « A la classe sociale concrète succède un statut socio-économique (...) Le lecteur de *France-Soir*, le spectateur d'un match de football, le conducteur de scooter ne sont plus, au moment où ils accomplissent ces actes, des ouvriers. » (p. 8). Marx ayant sans doute prétendu que le proléttaire « classique » avait une façon consciemment proléttaire de respirer, de se laver les dents, de roter qui, en tant que telle, le distinguait du bourgeois !

Ces « analyses » menaient à une conclusion qui, pour parler le langage ampoulé de ces valets de la bourgeoisie, récompensés de leurs découvertes par des postes de « recherche », trouvait son insertion dans le réel à travers sainte C.F.D.T. (alors C.F.T.C. et toujours adhérente à la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens) : les travailleurs ne se battent plus contre leur patron, désormais ils ont des revendications *gestionnaires* ; ils veulent participer, dans un coude à coude cordial avec le patronat (puisque les classes s'effacent !), à la gestion, à la direction, à l'administration et (un petit peu, bien sûr) aux bénéfices de leur entreprise. C'est le fondement de la planification démocratique. C'est ce qu'Alain Touraine appelait alors « la volonté ouvrière de participer aux biens matériels et à l'organisation de la société, de contrôler les décisions prises à tous les niveaux pour les rendre plus démocratiques. » (p. 15)

Las ! les mensuels de Saint-Nazaire, en grève, à l'heure où nous écrivons, depuis plus de sept semaines, ont mal lu Serge Mallet, les penseurs du P.S.U., Alain Touraine, Edgar Morin, Filliâtre, Bernard Mottez, Michel Crozier (qui dans le numéro d'*Arguments* déjà cité écrivait un article au titre messianique : *L'ère du prolétariat s'achève* où il invitait « le groupe ouvrier à décrocher de son rêve révolutionnaire »). Au cours d'un vote au bulletin secret les mensuels de Saint-Nazaire ont décidé la grève et ont à ce jour refusé tous les compromis boîteux que le patronat leur offrait.

Depuis, lors 95 % de grévistes restent sur leurs positions afin d'obtenir satisfaction aux revendications posées. La chambre syndicale patronale de Saint-Nazaire avait disposé d'un délai, transformé dans les faits en ultimatum, pour examiner et répondre aux revendications. Dassault commençait à faire tache d'huile : Rhodiaceta, Saint-Nazaire...

La revendication essentielle des mensuels concerne une augmentation de salaire sur les « réels ». En effet, en 1957, la moyenne comparée des salaires, Saint-Nazaire d'une part, et Paris-France entière d'autre part, laissait apparaître une différence de 2 %. En 1967, cette différence est de 16 %.

Tel est le résultat de la politique de disparité des salaires pratiquée par le patronat depuis des années. Cette politique

non seulement vise à diviser les régions, les localités, les usines entre elles, mais aussi se concrétise dans les catégories et les classifications. Il n'est pas rare de voir une dizaine de salaires différents dans une même classification. Mais au delà des revendications de salaires, la grève des mensuels a une cause beaucoup plus générale, à savoir : *la déqualification !*

Les mensuels furent longtemps considérés comme des privilégiés. Eux-mêmes se considéraient comme des « collaborateurs » de la direction et ne participaient donc guère aux grèves dont ils tireraient toujours bénéfice. Une période de développement relativement paisible du capitalisme français, à l'abri de la concurrence internationale — période que nos sociologues trop pressés ont considérée comme annonçant une transformation structurelle du capitalisme français — a permis d'accorder des avantages à une couche importante de « privilégiés » (relatifs).

Cette époque est terminée. Saint-Nazaire le démontre. Les « mensuels » ne sont plus les « collaborateurs ». Ils doivent devenir des agents d'exécution inconditionnels des ordres de la direction. De ce fait, ils ne doivent pas avoir de revendications propres et par conséquent pas d'organisations syndicales.

Un exemple : les agents de maîtrise avaient le pouvoir de donner des augmentations au choix. Cela leur est supprimé. Ils n'ont plus le droit d'avoir un jugement. Ils ne doivent être que des exécutants. Cela s'est traduit sur le plan social par le refus systématique de discussion des chambres patronales. On leur enlève le droit de « l'aristocratie ouvrière », le droit à leurs « avantages » de tous ordres : financier, moral, etc.

Là est la véritable cause de la grève des mensuels de Saint-Nazaire.

Tant du côté patronal que des syndicats ouvriers, on ne s'attendait pas à un conflit de cette importance. « On n'avait jamais vu ça ». Des mensuels se battant avec des méthodes de lutte de classes, redécouvrant la nécessité de la lutte, de la grève !

L'aristocratie ouvrière qui a fourni les « planificateurs » des directions traditionnelles du mouvement ouvrier, remet en cause le Plan, 5^e du nom. « *Les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils* » (Programme de Transition). La réalité économique rejette la philosophie de la « collaboration des classes ».

Le patronat a essayé de jouer une carte sensible : la division entre « horaires » et « mensuels ». Pinczon, P.D.G. des chantiers de Penhouët, est descendu, en personne, à Saint-Nazaire, proposer aux syndicats des horaires environ 6 % d'augmentation. Ces bases de discussion, non négligeables en soi, ont été subordonnées par les organisations syndicales, avec juste raison, au règlement positif du conflit avec les mensuels.

C'est alors qu'intervient le lock-out. La division n'a pas réussi : le patronat a réalisé dans le lock-out « l'unité de combat de la classe ouvrière ». Il n'y a plus « horaires » et « mensuels ». Il y a la classe ouvrière qui se bat pour défendre ses droits, conquêtes et garanties. Il y a d'un côté les travailleurs en lutte, de l'autre l'état avec ses milliers de C.R.S. autour de Saint-Nazaire, garantissant l'ordre bourgeois. Mais il n'y a pas encore affrontement : les forces en présence s'observent. Cette réalité a deux conséquences.

D'une part, la volonté des « appareils » de morceler le combat de classe pour le trahir. Rhodiaceta et Berliet en sont la démonstration, malgré la combativité exemplaire des ouvriers. D'autre part, la volonté de la classe exprimée par l'avant-garde révolutionnaire implantée, d'étendre le combat : Dassault et la Loire-Atlantique en sont la démonstration.

Les U.D. de Loire-Atlantique, à l'initiative de l'U.D.-F.O., l'ont traduit dans les faits : meeting interprofessionnel central à Nantes avec les travailleurs de Saint-Nazaire, regroupant plus de 10.000 manifestants, d'autre part, le refus syndical de l'arbitrage obligatoire. C'est-à-dire, concrètement : *la condamnation de l'accord Rhodiaceta*.

La démonstration, une nouvelle fois, est faite : « *Hors de la IV^e Internationale, ceux qui ne comprennent pas la nécessité de lutter dans les syndicats !* » La contradiction est là, flagrante. Seule l'existence d'organisations syndicales a permis les résultats de Dassault et de Saint-Nazaire, c'est-à-dire l'expression positive du conflit entre la volonté de la classe de résister à la surexploitation, exprimée par l'avant-garde révolutionnaire, d'autre part, la volonté des appareils petits-bourgeois de livrer le mouvement de la classe.

Les *Voix Ouvrières*, à Saint-Nazaire, au nom du trotskysme, défigurent le trotskysme. Ils rejettent l'ORGANISATION SYNDICALE, outil élémentaire de défense des intérêts ouvriers, en l'assimilant aux directions traîtres, et, dans le même temps, lancent, ici, des mots d'ordre aventuristes, hors de la réalité, tandis qu'à Rhodiaceta ils approuvent la capitulation.

Il faut engager la lutte contre ces courants petits-bourgeois qui ballotent au gré des appareils de l'opportunisme au gauchisme, en rejetant par là-même les travailleurs dans les bras des appareils bureaucratiques. Dans les faits, cette politique complète celle de la C.F.D.T.

La C.F.D.T. apparaît de plus en plus sous son visage d'organisation jaune depuis les Législatives. Tant que les mouvements de la classe étaient le jouet des appareils, cette organisation faisait du gauchisme verbal, de la surenchère y compris dans le cadre de l'accord C.G.T.-C.F.D.T. Elle faisait du « révolutionnarisme ! » Mais à Nantes, la C.F.D.T. a refusé de s'associer à un appel des U.L. de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O. et de la F.E.N. appelant à voter pour un candidat ouvrier, sur les bases définies intersyndicalement contre le V^e Plan et la politique des revenus, contre le plan Fouchet et pour la laïcité.

La C.F.D.T. expliquait qu'elle jugeait « inopportun » l'appel ci-dessus. Les mouvements profonds de la classe se produisant avec les élections ont concrétisé cette orientation. La C.F.D.T., confondue par le mouvement réel de la classe en lutte, bâsse le masque et retourne à ses origines (qu'elle n'a jamais renié) : la morale sociale de l'Eglise. Declercq, le « révolutionnaire » de la C.F.D.T. et du P.S.U., en personne interdit dans le meeting « interprofessionnel » du jeudi 30 mars, le droit aux *drapeaux rouges* d'être en tête du défilé, disant « il ne faut pas faire de propagande ».

Il est significatif que la seule usine de Saint-Nazaire non lock-outée soit Sud-Aviation. A cela, il y a une raison évidente : le lock-out de Sud-Aviation à Saint-Nazaire entraînerait immédiatement la riposte de Sud-Aviation à Nantes, et par là-même l'extension du conflit. Cela s'ajoutant à la grève de Sud-Aviation à Marignane, de nouveaux foyers d'incendie risqueraient de s'allumer. Nantes entrant dans la lutte, ce n'est pas seulement quelques milliers de travailleurs de plus, c'est aussi l'avant-garde révolutionnaire implantée dans les organisations syndicales, offrant la perspective de la lutte anti-capitaliste par la réalisation du front unique ouvrier, qui est par là susceptible de transformer le caractère de la lutte en cours.

La bourgeoisie le craint. Elle n'a pas encore décidé l'affrontement.

Pinczon proposerait aux mensuels un compromis autour de 6 %. Les travailleurs et leurs organisations le situent autour de 8 %. Là est l'enjeu de la bataille. Car c'est la remise en cause du V^e Plan et de la politique des revenus. Reculer, pour de Gaulle, c'est un nouveau Dassault et de nouvelles grèves ! Refuser, c'est le risque d'affrontement et ses conséquences dont le capital n'est pas sûr.

Le syndicat des métaux F.O. de Nantes l'a exprimé, en proposant, ainsi que la C.G.T. : une augmentation générale pour les travailleurs nantais de 0,25 F de l'heure, soit environ 8 %, le double du plan.

Le tract l'explique : « *ces revendications remettent en cause le V^e Plan et la politique des revenus* ».

14 avril 1967.

La contradiction entre les forces productives et les rapports sociaux de production et ses traits spécifiques dans le cadre du système capitaliste

INTRODUCTION

On sait que pour le marxisme la question de déterminer si une période historique donnée constitue ou non une période de révolution sociale trouve sa réponse dans les relations existant entre les forces productives et les rapports sociaux de production. C'est uniquement lorsque « à un stade déterminé de leur développement les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants » et que ceux-ci « de formes de développement des forces productives qu'ils étaient (...) deviennent des entraves, que s'ouvre alors une époque de révolution sociale » (1). Ceci signifie que la question de savoir si à un moment donné (en l'occurrence aujourd'hui) les forces productives continuent ou ne continuent pas à se développer est une question qui concerne la **caractéristique générale de la période**.

En effet si l'on estime que les forces productives continuent à se développer aujourd'hui, on est obligé par là même d'en conclure que les rapports sociaux bourgeois sont encore suffisamment larges pour contenir sans risques trop graves d'explosion de telles forces nouvelles, que le capitalisme possède de ce fait encore une légitimité et un avenir historiques et que la révolution sociale n'est donc **pas à l'ordre du jour**. Dans la phase déterminée qui nous intéresse ceci signifierait que les divers aspects de l'évolution sociale contemporaine — course aux armements nucléaires des grands états impérialistes et de l'U.R.S.S., guerre du Viet-Nam et menace de guerre de reconquête contre la Chine, famine dans les pays arriérés de l'impérialisme, concurrence croissante des économies capitalistes sur le marché mondial, et pression économique de plus en plus forte de l'impérialisme sur l'économie de l'U.R.S.S. et des Démocraties populaires, chômage grandissant dans les pays capitalistes comme dans les démocraties populaires elles-mêmes etc. ne seraient nullement les manifestations conjointes d'un état de crise endémique profond de l'organisation économique et politique mondiale actuelle, (dont la racine principale serait précisément constituée par la révolte toujours plus brutale des forces productives contre leur enveloppe actuelle) et que la bourgeoisie, aidée de son allié la bureaucratie soviétique, n'aurait aucune difficulté insurmontable à trouver à ces divers problèmes une solution plus ou moins satisfaisante dans le cadre de l'impérialisme. Si tel était le cas, la perspective de voir l'approfondissement plus ou moins rapide de toutes les manifestations conjointes de la crise jeter **de force** des millions et des millions de travailleurs dans la lutte, en particulier dans les pays capi-

talistes avancés et les démocraties populaires, et créer par contrecoup des fissures et cassures jusque dans les sommets des appareils bureaucratiques, donnant ainsi aux révolutionnaires la possibilité d'intervenir activement pour la reconstruction de partis révolutionnaires dans tous les pays, serait une perspective **fausse**. La bourgeoisie et la bureaucratie seraient plus fortes que les processus sociaux objectifs, et auraient réussi à vaincre les contradictions de l'impérialisme et les lois de l'histoire. La lutte pour le socialisme n'aurait aucune nécessité historique et seules des raisons **morales** — des motivations purement idéalistes — pourraient conduire au militantisme politique donnant nécessairement à celui-ci un caractère méessianique et sectaire plus ou moins fortement accentué.

La question du développement ou du non-développement des forces productives a donc pour les militants révolutionnaires **une importance extraordinaire**. Il convient d'ajouter que de nombreuses expériences historiques, et en particulier celles de la Social-Démocratie allemande en 1917-19, sont là pour nous rappeler d'autre part ce qu'il peut advenir à des partis qui n'ont pas su ou qui n'ont pas voulu caractériser avec exactitude la période et qui n'ont donc pas éduqué et organisé leurs militants en fonction des conditions spécifiques et des tâches particulières de l'époque des guerres et des révolutions. Cette expérience aux conséquences catastrophiques doit inciter tous les militants d'avant-garde à aborder la question du développement ou du non-développement des forces productives en mesurant **toute la portée et toute la gravité**. Aujourd'hui comme hier, un parti ou une avant-garde qui se serait trompé sur les caractères de la période et qui n'aurait pas été formé et organisé politiquement dans la perspective de rupture brusque et de soubresauts violents dans le fonctionnement de la société bourgeoise se trouverait évidemment pris de court et balayé par les événements si jamais ceux-ci survenaient.

La signification et l'enjeu de la question étant ainsi fixés, ce qu'il va falloir commencer par établir dans le cours de cet article, c'est la forme particulière que prend dans le cadre du capitalisme la contradiction entre les forces productives et les rapports sociaux de production. La formulation de la **Contribution à la Critique de l'Economie politique** citée plus haut est en effet encore très générale et s'applique à toute société. La méthode même du marxisme exige qu'elle soit approfondie **dans le cadre du système déterminé qui nous intéresse**. C'est d'une façon **bien précise** que les rapports sociaux de production capitaliste deviennent une entrave au développement des forces productives et c'est également **de manière tout à fait déterminée** que

se manifeste la contradiction entre les forces productives et les rapports de production dans le cadre du système bourgeois.

Il est un point sur lequel on peut insister d'entrée car il servira peut-être à lever tout de suite certains malentendus et à montrer clairement la nature des thèses que nous allons défendre. Lorsqu'on affirme au sujet du système capitaliste que les forces productives ont cessé de s'y développer, cela ne signifie pas du tout que l'on soutienne nécessairement que le processus d'accumulation se soit arrêté ou que la production soit en stagnation (bien qu'à certains moments comme à celui de la rédaction du programme de la IV^e Internationale, l'on ait pu et pourra peut-être de nouveau également dire cela). En effet, l'analyse économique marxiste est là pour nous rappeler que les lois immuables du mode de production capitaliste — sans parler de la pression exercée par la lutte des classes — interdisent aux capitalistes de s'arrêter d'accumuler pour de longues périodes. La concurrence, les efforts faits pour contrecarrer les effets de la baisse du taux de profit et la recherche des moyens de produire moins cher et sur une plus grande échelle constituent toujours les aiguillons de la production capitaliste. **Même en sa période d'agonie** et tant qu'il n'aura pas été définitivement abattu, le capitalisme — à la différence des systèmes sociaux antérieurs — demeure et doit obligatoirement demeurer par nature, un système qui « ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, donc les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux » (2). C'est de cette particularité des rapports capitalistes que Lénine tient compte lorsqu'il prend bien soin de souligner dans son analyse de l'impérialisme, que « ce serait une erreur de croire que la tendance à la putréfaction exclue la croissance rapide du capitalisme. Non, telles branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque de l'impérialisme tantôt l'une tantôt l'autre de ces tendances » (3). Mais ce que l'analyse marxiste montre, c'est qu'à l'époque de l'agonie du capitalisme, ces bouleversements dans les méthodes de production représentent pour le prolétariat une menace pressante ou même un commencement de déchéance, démoralisation et ruine et pour l'humanité toute entière, un danger grave et également un début de rechute dans la barbarie, dans la mesure où la nature des rapports capitalistes conduisent tous les progrès potentiels de la technique à se transformer automatiquement en leur contraire dans le cadre de l'impérialisme.

En effet, la façon spécifiquement capitaliste pour la contradiction entre les rapports de production et les forces productives de se manifester c'est de conduire le développement des forces productives à donner naissance, d'abord à diverses formes de destruction des forces productives et ensuite à la transformation pure et simple de forces potentiellement productives en forces destructives. Nous allons voir en effet que l'on trouve chez Marx les éléments théoriques permettant de conclure que la loi du développement des forces productives propres à l'époque capitaliste est celle d'un développement potentiellement illimité de ses forces accompagné cependant de leur transformation effective en leur contraire. Cette manifestation originale de la contradiction entre les forces productives et les rapports sociaux est inhérente au sys-

tème. Elle naît et elle se développe en même temps que lui et c'est son aggravation qualitative à un moment qui signale l'ouverture de la période de révolution sociale. C'est ainsi que Marx peut observer au Livre III du **Capital** que, « si le mode de production capitaliste est un moyen historique de développer la force productive matérielle et de créer le marché mondial correspondant, il représente en même temps une contradiction permanente entre sa tâche historique et les rapports sociaux de production qui lui correspondent » (4).

L'existence de cette contradiction permanente et originelle entre le développement des forces productives et l'existence des rapports sociaux bourgeois explique la tendance profonde et inexorable du système à pouvoir se développer uniquement au travers d'un processus de destruction d'une partie des forces productives à mesure même de leur apparition. C'est ainsi que dès le **Manifeste**, donc dès 1847 à une époque où le capitalisme n'était réellement éprouvé qu'en Angleterre, Marx pouvait déjà montrer que les crises périodiques — au cours desquelles étaient régulièrement détruites « non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives elles-mêmes » (5) — constituaient simultanément un élément indispensable du processus de développement capitaliste et l'expression de la révolte des forces productives contre des rapports sociaux qui se présentaient déjà comme un obstacle à leur développement.

Marx montrait également que cette tendance à la destruction des forces productives n'épargnait évidemment pas la force productive la plus importante, c'est-à-dire la classe ouvrière. Le développement même de la productivité du travail condamnait une partie des salariés au chômage et à la misère, tandis que l'autre partie se trouvait soumise à un excès du travail au profit du capital. De cette manière et de bien d'autres encore, les connaissances scientifiques se présentaient toujours dans le cadre du système capitaliste, comme « autant de forces autonomes du capital, face à l'ouvrier et en opposition directe avec son propre développement » (6) — et cela lors même qu'elles contribuaient à jeter les bases objectives permettant la création d'un système de production nouveau.

Pendant une phase déterminée de l'histoire du capitalisme (qui s'étend du **Manifeste** aux premières années du XX^e siècle) cette tendance à la destruction des forces productives n'a pas empêché le capitalisme de jeter les bases objectives pour un système social supérieur, et donc de garder un caractère progressiste de type particulier. Tout en indiquant, d'autre part, par son existence précoce, la nature de l'évolution à venir, la contradiction entre les forces productives et les rapports sociaux n'a pas pris à cette époque un caractère trop explosif. Mais à partir d'un moment donné de l'évolution historique il se produit un saut qualitatif à la suite duquel la révolte des forces productives contre leur enveloppe bourgeoise prend des formes nouvelles et plus violentes, conduisant les tendances destructives à l'emporter définitivement et de plus en plus clairement sur les tendances créatrices et progressistes. Ce moment déterminé de l'évolution se place à l'instant où le capitalisme achève ce que Marx analysait comme devant être sa mission historique : c'est-à-dire de conduire à une socialisation déjà poussée de la

production dans le cadre même de la propriété privée et de constituer d'autre part le marché mondial. Lorsque le capitalisme de libre concurrence se transforme en capitalisme de monopole et lorsque la constitution du marché mondial est terminée, les rapports sociaux bourgeois perdent la souplesse relative que l'existence du secteur non-capitaliste dans les pays métropolitains et la possibilité d'expansion à l'extérieur jusqu'à l'achèvement du partage du monde leur donnaient jusqu'alors et ne peuvent absolument plus contenir des forces productives plus grandes de façon durable. La poursuite de l'accumulation et la découverte de nouveaux progrès techniques ne peuvent dorénavant avoir d'autres conséquences que de conduire à des révoltes des forces productives contre leur enveloppe bourgeoise chaque fois plus explosives. La guerre impérialiste prend sa place au côté des crises périodiques — tendra même à se substituer de plus en plus à elles — tandis que le développement d'une économie d'armement quasi-permanente exprime ouvertement le fait que le fonctionnement du capitalisme n'aboutit plus à la création de forces productives, mais se trouve entièrement organisé autour de la production de forces destructives. **C'est à ce moment là que les marxistes ont placé le point précis d'ouverture de la période de révolution sociale conduisant au socialisme.** L'époque impérialiste devait nécessairement être une période de guerres et de crises économiques d'une ampleur inégalée. Indépendamment même de cela, le pourrissement de l'enveloppe capitaliste serait ressenti dans tous les domaines de la vie sociale ; il affecterait inévitablement les formes politiques des états bourgeois et engendrerait de multiples formes nouvelles d'aliénation sociale ; le mouvement ouvrier lui-même en ressentirait plus ou moins profondément les effets. Mais en même temps la période impérialiste devait être l'époque par excellence des révolutions, qui naîtraient soit de situations de crise économique, soit de la transformation des guerres impérialistes en guerres civiles.

C'est l'ensemble de cette analyse dont le point de départ se trouve donc chez Marx, que le programme de la IV^e Internationale reprend à son compte dans sa première section. Lorsque le **Programme de Transition** déclare que les forces productives ont cessé de croître, il entend avant toute chose réaffirmer avec vigueur l'existence d'une contradiction absolue entre les forces productives et leur enveloppe bourgeoise, contradiction qui porte en elle, soit **la révolution** si l'avant-garde aide le prolétariat à résoudre le problème de sa direc-

tion, soit **la barbarie**. « Sans révolution sociale, et cela dans la prochaine période historique — écrit le Programme — toute la civilisation de l'humanité est menacée d'être emportée dans une catastrophe » (7). A l'étape impérialiste, la contradiction entre les nécessités de la production et les formes politiques bourgeoises (en particulier l'Etat national), crée une situation où l'accumulation des moyens de production et l'acquisition de connaissances nouvelles ne peuvent plus conduire à une amélioration du sort de l'humanité mais à la destruction. Le programme ne nie pas l'apparition de nouvelles inventions ni de nouveaux progrès techniques, mais il soutient à la suite de Marx que dans le cadre des rapports de production du capitalisme pourrissant, ces inventions doivent nécessairement se retourner contre la grande masse de la société et devenir facteurs de régression et non de progrès (8). Elles ne peuvent avoir d'autre point d'appui que la préparation de la guerre et d'autre conséquence que le chômage, la dégradation croissante de la condition ouvrière, et des affrontements impérialistes de plus en plus meurtriers. « Toute la situation mondiale, et par conséquent aussi la vie politique intérieure des divers pays, se trouvent sous la menace de la guerre mondiale. La catastrophe qui s'avance pénètre d'angoisse les masses les plus profondes de l'humanité » (9). Les événements sont là pour témoigner que cette observation faite en 1938 n'avait rien de conjoncturel et constitue au contraire la caractérisation d'un des traits permanents de notre époque.

Il devient évident que la question du développement ou du non développement des forces productives **n'est pas une question simple**. Dans les courtes phrases de sa première section, le programme de transition ramasse, en des formules concises, un certain nombre d'éléments fondamentaux de la théorie marxiste de l'histoire et de son analyse des lois contradictoires de fonctionnement et d'évolution du mode de production capitaliste. Ici comme ailleurs le programme résume tout l'acquis théorique du marxisme et ici comme ailleurs, cet acquis est un acquis difficile dont l'avant-garde doit sans cesse faire la redécouverte et la reconquête. Puisqu'il en est ainsi, c'est par une discussion aussi approfondie que possible de l'analyse scientifique marxiste qui sous-tend la première section du programme et dont nous venons de donner un aperçu qu'il convient de commencer. Cette **analyse fera l'objet de ce premier article**. Elle jettera les bases d'un second article, où nous chercherons à appliquer les résultats de cette analyse à la réalité sociale contemporaine.

LE CARACTÈRE CONTRADICTOIRE ET ANTAGONIQUE DU DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE DES FORCES PRODUCTIVES

Dans ce chapitre il s'agit d'examiner d'un peu plus près l'analyse que Marx donne des caractères particuliers du développement capitaliste des forces productives, ou si l'on préfère, des façons spécifiques dont la contradiction entre les forces productives et les rapports sociaux se manifeste dans le cadre déterminé du régime capitaliste. Cela nous permettra de comprendre pourquoi on assiste si tôt à la révolte périodique des forces productives contre l'enveloppe bourgeoise et pourquoi Marx peut affirmer que ce mode de production « représente une contradiction permanente

entre cette tâche historique (de développer la force productive matérielle et de constituer le marché mondial correspondant) et les rapports sociaux de production qui lui correspondent ». Avant d'entrer dans le vif du sujet, il convient de donner une réponse provisoire à trois questions de définition :

- que faut-il entendre par « forces productives » ?
- quelles sont, de façon générale, les relations existant entre les forces productives et les rapports sociaux de production et comment faut-il définir ceux-ci ?
- que faut-il entendre par « le développement des

forces productives », 1^o de façon générale, 2^o dans le cadre déterminé du capitalisme.

Il convient de bien souligner que la réponse à ces questions et en particulier à la dernière, doit à ce stade, être par la force des choses, **tout à fait provisoire** puisque d'une certaine manière c'est le contenu de la totalité de ce travail, donc de cet article et de l'article suivant, qui s'y trouve inclus.

1^o Que faut-il entendre par « les forces productives » ?

En cherchant à définir ce que Marx nomme « les forces productives sociales du travail », on peut dire qu'il s'agit de l'ensemble des éléments qui concourent à déterminer à un moment donné, la productivité du travail **social**, c'est-à-dire de l'ensemble des individus travaillant dans le cadre d'une production qui s'est toujours organisée et déroulée sur une base **sociale** (même si les instruments de cette organisation fonctionnent, comme c'est le cas pour les mécanismes du marché dans le cadre du capitalisme, de façon anarchique et aveugle). Ces éléments comprennent, par conséquent à un moment historique donné :

- des ressources naturelles d'un type, d'une quantité et d'une qualité déterminées,
- des instruments de production d'une quantité et évidemment d'un type et d'une qualité déterminés, c'est-à-dire incorporant un certain niveau de connaissances scientifiques des lois du monde naturel en forme de technologies et de procédés de production,
- des hommes possédant une formation professionnelle, une culture technique et des habitudes de travail données, qui peuvent résulter de traditions plus ou moins longues, d'un niveau culturel issu aussi bien du niveau de développement de la société en général que de la formation propre que les travailleurs se sont donnés et, évidemment d'un certain type de formation professionnelle.

Il est évident que ces trois éléments constitutifs sont loin d'être homogènes. On peut, comme le fait par exemple Marx dans *Salaires, Prix et Profit*, établir une première division entre « les conditions **naturelles** du travail » et « les forces de travail sociales » (10). Une distinction tout aussi nette et plus importante encore s'impose entre les éléments matériels et les éléments des « forces de travail sociales ». Pour le marxisme en effet, les hommes ne font pas seulement partie des forces productives, mais ils en constituent même **l'élément le plus important**. Comme le dit Marx : « de tous les instruments de production, le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolutionnaire elle-même » (11).

On comprend fort bien qu'il en soit ainsi. Les hommes possèdent des caractéristiques qui les distinguent radicalement de toutes les autres forces productives. C'est seulement à partir, et en fonction, de leur activité que les autres éléments des forces productives prennent un sens. Ils sont le seul élément constitutif des forces productives à garder un sens et une valeur lorsqu'il est coupé des autres éléments. Un champ sans hommes pour le cultiver redevient une lande ou une broussaille, une machine sans hommes pour la faire marcher n'est plus qu'une masse de tôle et d'acier en voie de se rouiller ; par contre, un champ dévasté ou une usine endom-

magée peuvent servir de nouveau à produire, s'il existe encore **des hommes en vie** possédant la culture technique nécessaire pour les remettre en état. C'est dans ses hommes et plus particulièrement dans ceux qui travaillent de façon directe ou indirecte dans la production, donc aujourd'hui dans la classe ouvrière, que réside la force de la société et que se concentre en dernière analyse tout l'acquis de sa civilisation, faisant par conséquent du problème de la défense de l'intégrité physique mais aussi intellectuelle de la classe ouvrière, la question par excellence de vie ou de mort pour l'humanité.

A cette première raison s'en ajoute à vrai dire une seconde qui découle du fait qu'il faut également distinguer les éléments matériels et les éléments humains des forces productives du point de vue de la place qu'ils occupent et du rôle qu'ils jouent respectivement dans le processus historique. En effet, si le développement des forces productives peut jeter les bases objectives pour la transformation de la société et sa réorganisation dans des formes nouvelles, **seuls les hommes** — concrètement les classes qui ressentent le plus directement tout le poids, toutes les entraves, toute l'oppression du système existant, c'est-à-dire aujourd'hui de nouveau la classe ouvrière — peuvent opérer cette transformation. C'est en ce sens également que la classe ouvrière constitue le plus important de tous les pouvoirs productifs, et que le problème de la défense de son existence et de son intégrité se présente comme celui de la sauvegarde de la « seule classe créatrice et progressiste de la société » (12).

2^o Quelles relations les forces productives et les rapports sociaux de production ont-ils entre eux ?

Le second point dont il faut dire brièvement un mot concerne les rapports existants entre les forces productives et les rapports sociaux de production, c'est-à-dire les rapports que les hommes nouent indépendamment de leur volonté au cours de la production sociale de leur existence.

Il existe entre ces deux séries d'éléments **des liens extrêmement étroits**. Les forces productives et les rapports sociaux agissent et réagissent sans cesse les uns sur les autres de façon très accentuée et ils ont même entre eux des rapports d'interdépendance tellement étroits qu'à certains moments, à un certain niveau, ils tendent à se confondre totalement. C'est ainsi, en effet, que Marx présente certaines façons historiques spécifiques d'organiser collectivement le travail, c'est-à-dire certaines formes prises par les rapports des hommes dans l'activité de production, comme étant en soi une « force productive ». Dans *L'Idéologie Allemande* par exemple, il analyse longuement « La force productive décuplée qui naît de la coopération des divers individus, telle qu'elle résulte de la division du travail » (13). Dans la *Misère de la Philosophie* et dans le *Capital*, il revient sur ce point pour montrer comment la coopération et la division manufacturière du travail ne sont pas tant des moyens « d'augmenter les forces productives individuelles que de créer (...) une force nouvelle ne fonctionnant que comme force collective ». Elles donnent naissance « à une force productive »... qui se présente comme « directement issue de la combinaison des travaux » (14). On comprend fort bien que Marx puisse s'exprimer ainsi. Des rapports de production qui contribuent au développement

des forces productives se présentent à certains égards comme étant eux-mêmes une force productive. Du moment, d'autre part, que les rapports de production sont les rapports « suivant lesquels les individus produisent » et que ceux-ci font en même temps partie des forces productives, il paraît aller de soi qu'il existe une étroite interénétration entre les deux séries de facteurs. La thèse de « l'irréductibilité » entre les rapports sociaux et les forces productives qui a été récemment soutenue par Maurice Godelier (dans **La motion de structure chez Marx**, in **Temps Modernes** de novembre 1966) paraît insoutenable et absurde, et H. Lefèvre se trouve, d'une certaine façon, plus proche de la vérité lorsqu'il écrit « que les rapports de production (...) ne peuvent se détacher des forces productives que par l'analyse » (15).

L'analyse est, en effet, nécessaire, car si à un niveau donné les rapports de production paraissent pratiquement se confondre avec les forces productives, à un autre niveau ils s'en distinguent clairement — tellement clairement qu'il peut même naître une contradiction entre eux.

Si l'on veut chercher à analyser brièvement les relations générales qui existent entre les forces productives et les rapports sociaux, sans craindre de se voir obligé de simplifier de façon héroïque la réalité (comme le faisait Marx lui-même lorsque la nature de l'écrit l'y contraignait) on peut partir du passage de **Travail Salarié et Capital** où Marx explique comment :

« Dans la production, les hommes n'agissent pas seulement sur la nature, mais aussi les uns sur les autres. Ils ne produisent qu'en collaborant d'une manière déterminée et en échangeant entre eux leurs activités. Pour produire, ils entrent en relations et en rapports déterminés les uns avec les autres et ce n'est que dans les limites de ces relations et de ces rapports sociaux que s'établit leur action sur la nature, la production. » (17)

Les rapports sociaux de production sont ainsi de la façon la plus simple qui soit « les rapports suivant lesquels les individus produisent ». Deux facteurs viennent déterminer la forme exacte que ces rapports possèdent à un moment donné de l'évolution sociale :

1^o La nature et les caractéristiques des moyens de production ;

2^o La nature et les formes des rapports de propriété, c'est-à-dire la manière dont ces moyens de production sont appropriés et possédés.

Marx cherche à toujours tenir compte simultanément de ces deux facteurs. C'est ainsi que dans la **Misère de la Philosophie**, par exemple, il tient à montrer que « les rapports sociaux sont intimement liés aux forces productives (et par conséquent qu'en acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production (...) la manière de gagner leur vie (et) tous leurs rapports sociaux) », mais se voit contraint de rappeler en même temps à Proudhon que ces rapports ne « sont pas des rapports d'individu à individu mais des rapports d'ouvrier à capitaliste, de fermier à propriétaire foncier, etc... (c'est-à-dire) des rapports sociaux fondés sur l'antagonisme des classes » (17). Des deux facteurs, c'est en effet le second qui est en définitive le plus important et qui

contribue le plus à faire des rapports de production des rapports qui influent sur le rythme et sur l'orientation des forces productives et qui peuvent même entrer en conflit avec celles-ci à un moment donné.

La nature des moyens de production commande certains aspects techniques de l'organisation et de la division du travail dans le cadre d'une unité de production donnée. Il est évident, en effet, comme le rappelle Marx, que « le travail s'organise, se divise autrement selon les instruments dont il dispose. Le moulin à bras suppose une autre division du travail [c'est-à-dire d'autres rapports sociaux de production] que le moulin à vapeur » (18). Il reste cependant que la forme des rapports de propriété vient déterminer des éléments beaucoup plus décisifs des rapports sociaux, à savoir la manière dont les hommes se répartissent entre eux non plus telle ou telle tâche technique déterminée exigée par un certain degré de développement et des forces productives et l'existence d'un certain type de moyens de production, mais le travail tout court, ainsi que le pouvoir de décision quant à l'orientation et l'organisation de la production. L'appropriation privée des moyens de production a pour conséquence générale de conduire à une division radicale entre les tâches de conception et les tâches d'exécution du travail (les tâches de conception et de gestion étant monopolisées par les classes possédantes, tandis que les classes laborieuses sont réduites au rôle strict d'exécutant). Elle conduit également à la répartition du produit en faveur de la classe dominante (soit en vertu de décisions conscientes de sa part, soit en vertu des lois objectives du système économique) donnant à celle-ci, d'une seconde façon encore plus décisive que la précédente, le monopole des décisions (le plus souvent prises aveuglément sous la contrainte aveugle des lois objectives du système économique) concernant l'orientation et le développement de la production. De ces deux façons la forme privée de la propriété des moyens de production agit puissamment sur l'orientation et le rythme du développement des forces productives. Il est évident en particulier que les décisions que la classe dominante prend (de façon aveugle, agissant sous la contrainte des lois objectives du système économique) concernant l'utilisation exacte du surproduit doit avoir une action puissante sur les traits du développement des forces productives.

Ce qu'il faut noter en second lieu, c'est que c'est des rapports de propriété que les rapports sociaux de production reçoivent d'autre part l'élément de rigidité qui leur interdit en fait d'évoluer librement en liaison

LÉON TROTSKY

LE PROGRAMME DE TRANSITION

(*L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*)

Édité par LA VÉRITÉ

Prix : 2 Francs

avec le développement des forces productives et qui les conduit donc à entrer en contradiction et en opposition avec celles-ci. Si ce n'était pour le fait qu'ils sont déterminés de façon décisive par les rapports de propriété, les rapports de production tendraient naturellement « à se changer et à se transformer avec la modification et le développement des moyens de production matériels » (19) et il ne pourrait pas naître de contradiction entre les deux. La possibilité et l'existence effective d'une contradiction entre les forces productives et les rapports sociaux de production découlent entièrement de l'appropriation des conditions de la production. C'est parce que chaque forme de propriété des moyens de production donne naissance à une classe, qui tire de cette propriété sa richesse et sa puissance, et qui est donc opposée à la disparition des rapports sociaux de production qui lui correspondent, que cette contradiction particulière peut naître et se cristalliser.

Cette analyse des relations existant entre les forces productives et les rapports sociaux de production demeure par la force des choses extrêmement abstraite et générale. C'est seulement en la reprenant à l'occasion de l'examen d'un système déterminé — ici le capitalisme — qu'il sera possible de la concrétiser et de l'enrichir.

3° En quoi consiste le développement des forces productives : 1° en général, 2° dans le cadre déterminé du capitalisme ?

On trouve chez Marx certaines définitions assez simples et directes de la notion de développement des forces productives. C'est ainsi par exemple qu'il écrit : « Par augmentation de la force productive ou de la productivité du travail, nous entendons en général un changement dans ses procédés, abrégant le temps socialement nécessaire à la production d'une marchandise, de telle sorte qu'une quantité moindre de travail acquière la force de produire plus de valeurs d'usage. » (20) Une lecture d'ensemble de l'œuvre de Marx et en particulier du **Capital**, nous interdit cependant de retenir une définition aussi simple pour rendre compte du développement des forces productives dans le cadre du capitalisme. Marx nous oblige en effet à donner à cette définition le caractère d'**une définition générale**, et à la qualifier à l'aide de deux éléments.

Un premier élément de qualification a déjà été fourni à l'occasion de l'analyse faite plus haut de la notion des forces productives, à savoir le fait que les hommes — concrètement les membres du « travailleur collectif » (21) et en particulier la classe ouvrière — constituent la principale composante des forces productives. Ceci signifie que l'un des critères décisifs pour juger s'il y a eu ou non développement des forces productives devra tenir très fortement compte de l'effet que telle ou telle découverte scientifique ou tel ou tel progrès technologique aura eu sur les conditions d'existence et de travail de la classe ouvrière.

Un second élément de qualification doit être cherché dans les principes méthodologiques fondamentaux du marxisme, en particulier dans celui qui souligne l'impossibilité qu'il y a de procéder à l'analyse d'un phénomène dans l'abstrait, c'est-à-dire en dehors du cadre d'un ensemble de rapports économiques et sociaux

historiquement déterminés. Il est impossible de parvenir à la connaissance de la signification réelle d'un phénomène, de sa nature véritable, si on ne le replace pas dans le cadre d'un système économique donné. Comme le dit ce critique russe dont Marx reprend à son propre compte certaines des observations méthodologiques, la méthode dialectique postule — entre autres — l'idée « qu'un seul et même phénomène obéit... à des lois absolument différentes, lorsque la structure totale de ces organismes (les organismes sociaux, c'est-à-dire les sociétés fondées sur un mode de production déterminé) diffère, lorsque leurs organes particuliers viennent à varier, lorsque les conditions dans lesquelles ils fonctionnent viennent à changer ». (22) Marx affirme ce principe avec une vigueur particulière lorsqu'il examine les formes particulières selon lesquelles la population croît et fluctue en régime capitaliste : « Chacun des modes historiques de la production sociale a aussi sa loi de population propre, loi qui ne s'applique qu'à lui, qui passe avec lui et qui n'a par conséquent qu'une valeur historique. » (23) Or, ce qui vaut pour la population, vaut également pour le développement des forces productives : le système capitaliste développe les forces productives selon ses propres méthodes, a sa propre loi de développement des forces productives, dont nous allons voir qu'elle reflète — au même titre que la loi de la population étudiée directement par Marx — « le caractère antagonique de la production capitaliste » (24) et se présente donc tout autant que celle-là comme une loi éminemment **contradictoire**.

Il semble qu'il soit possible de dire ceci :

— La loi de développement des forces productives propre au système capitaliste est celle d'un développement potentiellement illimité de ces forces, et de leur transformation, par l'effet du milieu capitaliste — de forces productives en forces destructives — soit qu'elles se retournent contre les hommes mêmes qui ont contribué à leur apparition, en mettant en danger leurs conditions de travail et d'existence, soit qu'elles servent de base à une économie de guerre et se matérialisent de plus en plus en moyens de destruction qui mettent la base même de la civilisation en péril.

Pour énoncer cette loi du développement des forces productives, « qui distingue l'époque capitaliste et correspond à son mode de production particulier », nous nous appuyons sur toute la démonstration du **Capital**, où l'on trouve une déclaration formelle de Marx concernant le premier des deux aspects de cette transformation des forces productives en leur contraire, ainsi

STÉPHANE JUST
DÉFENSE DU TROTSKYSME
(*Le révisionnisme, liquidateur de la IV^e Internationale - La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale*)

Numéro spécial de LA VÉRITÉ

Prix : 5 Francs

que tous les éléments théoriques nécessaires à l'explication scientifique du second. En ce qui concerne le premier aspect, voici un texte dont le sens est difficilement contestable, tellement les termes en sont clairs :

« La loi selon laquelle une masse toujours plus grande des éléments constitutifs de la richesse peut, grâce au développement continu des pouvoirs collectifs du travail, être mise en œuvre avec une dépense moindre, cette loi qui met l'homme social à même de produire davantage avec moins de labeur, se tourne dans le milieu capitaliste — où ce ne sont pas les moyens de production qui sont au service des travailleurs mais le travailleur qui est au service des moyens de production — en loi contraire, c'est-à-dire que plus le travail gagne en ressources et en puissance (...), plus les conditions d'existence du salarié deviennent précaires. » (25)

Les explications conduisant à l'énoncé du second aspect que prennent les transformations des forces productives en leur contraire, constituent le corps même de la suite de notre analyse, où l'on trouvera également les éléments nécessaires à la compréhension du texte que nous venons de citer.

Il est, cependant, un élément que nous voudrions apporter tout de suite à l'appui de notre position, tellement il paraît significatif de la position générale de Marx sur cette question. Il s'agit du mouvement même de la démonstration contenue dans la quatrième section du Livre I du *Capital*, où figure la définition générale de la notion de développement des forces productives qui a été citée en tête de cette section. L'analyse de Marx fournit la preuve que la définition générale citée **lui sert de point de départ et rien de plus**. Marx part de cette définition, mais au terme de son examen des formes que prend et des résultats auxquels aboutit le développement de la productivité du travail dans le système capitaliste, il se voit obligé de conclure : premièrement, que « la production capitaliste ne développe la technique et la combinaison sociale du procès de production qu'en **épuisant** en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : **la terre et le travailleur** » (26) ; deuxièmement, qu' « avec les conditions matérielles et les combinaisons sociales de la production, elle (la technique propre au machinisme) développe en même temps les contradictions et les antagonismes de la force capitaliste de celle production, avec les éléments de formation

d'une société nouvelle, les forces destructives de l'ancienne » (27).

Une dernière observation de caractère général peut être faite tout de suite. Lorsque l'on discute du développement des forces productives par le capitalisme, « il ne faut jamais oublier — ainsi que Marx nous l'a rappelé à maintes reprises — que la production de la plus-value (...) est la fin immédiate et le motif déterminant de la production capitaliste. **On ne doit jamais la présenter comme ce qu'elle n'est pas**, à savoir une production ayant pour fin immédiate la jouissance ou la création de moyens de jouissance » — que ce soit pour les capitalistes eux-mêmes ou que ce soit pour la classe ouvrière — ou encore une production tournée vers la libération matérielle des hommes des contraintes du travail et du besoin, car « ce serait faire tout à fait abstraction de son caractère spécifique qui se manifeste dans toute sa structure interne » (28).

C'est de ce caractère spécifique que résulte le caractère profondément contradictoire du développement des forces productives : — le fait que « **dans la production capitaliste, l'économie de travail au moyen du développement de la force productive ne vise nullement à abréger la journée de travail (mais seulement...) à diminuer la partie de la journée où l'ouvrier doit travailler pour lui-même afin de prolonger celle où il travaille pour le capitaliste** » (29) et le fait que l'on détruise périodiquement des moyens de subsistance alors « qu'on en produit trop peu pour satisfaire décentement et humainement la masse de la population », et des moyens de production « alors qu'on n'en produit pas assez pour permettre à toute la population de travailler dans les conditions les plus productives » (30).

Le pourquoi et le comment de ceci doivent maintenant être analysés avec plus de détail, mais comme réponse provisoire à la question placée en tête de cette section, on peut donc déjà dire ce qui suit :

De façon générale, le développement des forces productives, c'est le développement de tous les moyens par lesquels « la science capte les forces naturelles et les met au service du travail », et aussi par lesquels « le caractère social ou coopératif du travail se trouve développé », conduisant à une situation où le « travailleur collectif » peut produire plus avec moins de travail.

Dans le cadre spécifique du système capitaliste, le développement des forces productives est à la fois cela et le contraire de cela. Le résultat potentiel des progrès techniques est en effet toujours de permettre à la société de produire plus avec moins de travail, mais le milieu capitaliste tend à transformer ces progrès potentiels en leur contraire, à retourner leurs effets bénéfiques contre les travailleurs et à les conduire à se matérialiser de façon croissante sous la forme d'un « excès de richesse » qui est d'abord détruit, ensuite transformé en moyen de destruction.

4^e Le caractère de duplicité des rapports de production bourgeois.

A l'époque de sa polémique contre Proudhon, Marx écrivait déjà que « les rapports de production dans lesquels se meut la bourgeoisie n'ont pas un caractère uni, un caractère simple, mais un **caractère de duplicité**, que dans les mêmes rapports dans lesquels se produit la richesse, la misère se produit aussi, que **dans les**

Pour le regroupement de l'avant-garde,
Pour œuvrer à la construction de l'organisation révolutionnaire, une arme :

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Parait tous les mois sur 16 pages

(accompagné d'un supplément hebdomadaire ronéotypé)

ABONNEMENTS :

(Bulletin mensuel imprimé incluant le supplément ronéotypé hebdomadaire) :

12 numéros : 9 Francs

mêmes rapports dans lesquels il y a développement des forces productives, il y a une force productive de répression ». Il montrait la manière dont « ces rapports ne produisent la richesse bourgeoise, c'est-à-dire la richesse de la classe bourgeoise, qu'en anéantissant continuellement la richesse des membres intégrants de cette classe et en produisant un prolétariat toujours croissant » (31). La suite de ses recherches n'a fait que confirmer ce point de vue et ajouter à l'exemple donné ci-dessus de nombreuses manifestations supplémentaires de la façon profondément contradictoire dont les forces productives sont contraintes à se développer dans le cadre des rapports sociaux de production capitalistes. L'essentiel de la démonstration de Marx tient en ceci : dans le cadre des rapports sociaux capitalistes, le développement des forces productives dans leur ensemble se fait continuellement aux dépens d'une de ses composantes essentielles, à savoir, la classe ouvrière, sans que les mécanismes objectifs de l'économie capitaliste créent pour autant des conditions permettant à la société dans son ensemble de jouir des progrès accomplis. C'est même tout le contraire qui se vérifie, puisqu'on voit les rapports sociaux de production capitalistes venir dresser des barrières contre lesquelles les forces productives se heurtent avec une violence toujours plus grande, ce qui conduit d'abord à la destruction de ces forces, plus tard à leur transformation en forces destructives.

C'est dans la nature antagonique des rapports capitalistes qu'il faut chercher l'explication de cet état de choses. Les rapports sociaux de production capitalistes sont fondés sur l'appropriation privée des moyens de production ; ces rapports possèdent par conséquent **un très fort contenu de classe** qui se manifeste aussi bien dans l'**organisation du travail par les capitalistes** dans leur intérêt exclusif — la classe ouvrière étant réduite au rôle très particulier d'un exécutant dont on ne demande la force de travail que pour autant que les conditions du marché rendent la chose avantageuse — que **dans le fait que la répartition a lieu constamment et radicalement aux dépens de la classe ouvrière**. Ces caractères antagoniques des rapports sociaux de production capitalistes — qui se présentent comme la conséquence inévitable des lois objectives du système économique lui-même plutôt que le résultat d'un comportement conscient — donnent naissance au processus contradictoire suivant.

La structure particulière des coûts de production capitalistes conduit les capitalistes à porter tous leurs efforts d'innovation technologique (que les lois contrignantes de la concurrence leur imposent) vers la découverte de moyens de produire qui leur permettent d'accroître une production tout en réduisant la part des salaires dans leur coût et en augmentant la plus-value relative. Ceci signifie non seulement que le développement des forces productives tend à se faire **toujours aux dépens de sa composante principale**, mais également que ce développement se fait d'une façon qui tend à rendre impossible la conservation durable des forces productives nouvellement créées. Celles-ci, en effet, se matérialisent dans le cadre du capitalisme sous forme de moyens de production qui doivent être employés avec profit et de marchandises qui doivent être vendues, alors que les rapports de distribution antagoniques viennent précisément rendre ceci impossible.

Nous voici donc mis en présence des deux mouvements successifs du processus contradictoire dans lequel les forces productives se développent dans le système capitaliste. Reprenons-en l'analyse avec plus de détail.

5° Le développement des forces productives du travail aux dépens des travailleurs eux-mêmes.

L'un des thèmes fondamentaux du capital que les commentateurs de Marx préfèrent escamoter ou passer sous silence, car sa critique violente les gêne, c'est que dans le cadre des rapports de production capitalistes, tous les progrès techniques tendent à se faire aux dépens de la classe ouvrière. « Ce qui distingue spécialement le mode de production capitaliste — écrit Marx — est que sa fin immédiate et son moteur déterminant sont la production de la plus-value (...). Or la production centrée sur l'obtention de la valeur et de la plus-value implique la tendance permanente à ramener le temps de travail nécessaire à la production d'une marchandise (...) au-dessous de la moyenne sociale existant à chaque moment donné. Cette tendance à réduire le coût de la production à son minimum devient par là même, le levier le plus puissant en vue d'accroître la force productive sociale du travail, mais cet accroissement fait figure d'accroissement continual des forces productives du capital (...) face à l'ouvrier et en opposition directe avec son propre développement. » (32)

Il s'agit là d'un point de vue d'une extrême importance en vue des tentatives faites aujourd'hui pour déformer radicalement les positions de Marx. Personne n'était plus conscient que Marx des potentialités des progrès techniques pour l'avenir de l'humanité, mais personne n'a pris plus de soin que lui pour souligner qu'il en serait ainsi **une fois seulement que les rapports capitalistes seraient détruits** et que dans le cadre de ces rapports, tous les progrès refléteraient nécessairement uniquement la vision et les besoins des capitalistes ainsi que le caractère antagonique des rapports fondés sur l'exploitation. En régime capitaliste, rappelle Marx :

« Le lien entre les fonctions individuelles des travailleurs et leur unité comme corps productif se trouve en dehors d'eux dans le capital qui les réunit et les retient. L'enchaînement de leurs travaux apparaît idéalement comme le plan du capitaliste et l'unité de leur collectif leur apparaît pratiquement comme son autorité, la puissance d'une volonté étrangère qui soumet leurs actes à leur but (...). Entre les mains des capitalistes, la direction n'est pas seulement la fonction spéciale qui naît de la nature même du procès de travail coopératif ou social, mais elle est encore et éminemment, la fonction d'exploiter le procès du travail social, fonction qui repose sur l'antagonisme inévitable entre l'exploiteur et la matière qu'il exploite. » (33)

En ce qui concerne tout d'abord la nature du travail, la tendance générale du progrès technique a été de réduire de plus en plus l'intérêt du travail, d'estropier intellectuellement les travailleurs, de détruire tout le monde « de dispositions et d'instinct producteurs » qu'il pourrait y avoir chez eux et d'aboutir à un « rabougrissement chez eux du corps et de l'esprit » (34). Traçant l'évolution qui va de la coopération simple au machinisme à grands traits, Marx écrit :

« Les puissances intellectuelles de la production se développent d'un seul côté parce qu'elles disparaissent sur tous les autres (...), la division manufacturière leur oppose les puissances intellectuelles de la production comme la propriété d'autrui et comme pouvoir qui les domine. Cette scission s'achève dans la grande industrie qui fait de la science une force productive indépendante du Travail et l'enroûle au service du capital. » (35)

Etudiant la division manufacturière du travail et le développement des forces productives qui en résulte, Marx souligne que si « les bases historiques données interdisaient à la division du travail de revêtir une autre forme que la forme capitaliste », il n'en demeure pas moins qu'il faut la caractériser clairement et dire qu'elle n'est rien d'autre qu'une « méthode particulière de produire de la plus-value relative ». Et il conclut : « Elle se présente donc à la fois comme un progrès historique, une phase nécessaire dans la formation économique de la société et comme un moyen civilisé et raffiné d'exploitation. » (36) Ceci vaut évidemment aussi pour le machinisme et toutes les formes de progrès techniques introduites à l'époque du capitalisme ascendant. Parlant de la machine, dont l'introduction a représenté un formidable bond dans le développement des forces productives, Marx rappelle que dans le cadre des rapports sociaux de production capitalistes, « elle n'agit pas seulement comme un concurrent dont la force supérieure est toujours sur le point de rendre le salarié superflu. C'est comme une puissance ennemie de l'ouvrier que le capital l'emploie et il le proclame hautement. » (37) Le fait que le stade atteint dans l'évolution sociale fasse obligatoirement des rapports capitalistes le seul cadre possible pour l'apparition de la machine, n'empêche donc pas Marx de caractériser clairement la signification qu'elle a pour la classe ouvrière. Le sens de tout ceci est très clair. Le progrès technique a toujours eu lieu aux dépens de la classe ouvrière, mais pendant un temps ceci a pris à l'échelle historique l'aspect d'un mal nécessaire, en attendant que le capitaliste ait conduit au travers de ce développement antagonique, à la création des conditions objectives de sa propre destruction.

Aujourd'hui, par contre, alors que ces bases existent, une telle situation prend un caractère d'anomalie insupportable et n'a plus de justification historique. Toute tentative pour lui en trouver une doit nécessairement porter l'estampille du réformisme le plus plat.

Ce ne sont, bien évidemment, pas seulement les conditions et les formes de travail des ouvriers, leur

créativité, leur qualification qui ont toujours été mises en cause par le progrès technique, mais leurs conditions de travail elles-mêmes. A cet égard, Marx a souligné avec la plus grande vigueur possible, la façon dont la nature antagonique des rapports sociaux capitalistes imprime au développement de la technique un caractère également antagonique. Il montre que le caractère contradictoire des lois de développement de l'économie capitaliste atteint un tel point d'acuité, « qu'en produisant l'accumulation du capital et à mesure qu'elle y réussit, la classe ouvrière produit elle-même les instruments de sa mise en retraite, de sa métamorphose en surpopulation relative. » (38), c'est-à-dire de sa déqualification, de son chômage et de sa dégradation. L'accumulation du capital, en effet, entraînerait une concurrence croissante des capitalistes autour de l'offre de force de travail et partant, des hausses de salaires qui risqueraient de venir mordre sur les profits. Ceci signifie qu'il ne suffit pas pour les capitalistes d'investir, mais encore d'accompagner leur investissement d'une substitution des machines au travail vivant. La nécessité de limiter les salaires « impose ainsi aux capitalistes des efforts supérieurs pour économiser du travail (...) qui s'incarnent dans des changements techniques qui révolutionnent la composition du capital » (39), entraînant la constitution et reconstitution d'une armée industrielle de réserve nourrie par le chômage technologique.

Pendant la phase ascendante du capitalisme, cette armée de réserve se trouve périodiquement réintégrée par le capital dans le processus de production et son existence sert à fournir « aux besoins de valorisation flottants du capital (...) la matière humaine toujours exploitable et toujours disponible » (40), dotant le capitalisme « d'une élasticité merveilleuse » aux dépens des conditions d'existence des travailleurs. Marx peut cependant indiquer dès cette époque que si le taux d'accumulation devait se ralentir — et sans l'effet des contradictions internes, il tendrait évidemment à le faire — alors la « surproduction relative » temporaire de travailleurs prendrait un caractère permanent, consolidé, et un nombre croissant de travailleurs et leurs enfants seraient condamnés au chômage forcé à vie (41). Nous retrouverons ce point ultérieurement pour en tirer toutes les conséquences.

Concluant l'ensemble de son analyse sur ce point, Marx écrit qu'elle « nous a conduits au résultat suivant : dans le système capitaliste, toutes les méthodes pour multiplier les puissances du travail collectif s'exécutent aux dépens du travailleur individuel, tous les moyens pour développer la production se transforment en moyens de dominer et d'exploiter le producteur ; ils font de lui un homme tronqué, fragmentaire, ou l'appendice d'une machine ; ils lui opposent comme autant de pouvoirs hostiles les puissances scientifiques de la production, ils substituent au travail attrayant le travail forcé, ils rendent les conditions dans lesquelles le travail se fait de plus en plus anormales et soumettent l'ouvrier, durant son service, à un despotisme aussi illimité que mesquin ». (42)

L'ouvrier a-t-il au moins la « consolation » de savoir que sa condition profite à l'ensemble de la société ? Non, même pas, car la nature antagonique des rapports sociaux bourgeois les rend trop étroits pour contenir sans explosion périodique les forces productives nou-

BALASZ NAGY

LA FORMATION DU CONSEIL CENTRAL OUVRIER DE BUDAPEST EN 1956

Édité par les Correspondances Socialistes

Prix : 1,50 F

vement créées. Dans le cadre du système capitaliste, la classe ouvrière ne produit pas seulement elle-même les instruments de sa propre mise en retraite, mais aussi les éléments d'une « épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé un paradoxe — l'épidémie de la surproduction... [par l'effet de laquelle]... la société se trouve subitement rejetée dans un état de barbarie momentanée ». (43)

6° La destruction périodique d'une partie des instruments de production de la société.

Dans le cadre du système capitaliste, le développement des forces productives doit obligatoirement se matérialiser dans la production de marchandises en quantité de plus en plus importantes. Comme ces marchandises contiennent, par ailleurs, aussi bien la plus-value extorquée aux ouvriers que les sommes investies par les capitalistes sous forme de capital constant et de capital variable, ceci signifie que le **plein usage des forces productives acquises dépend entièrement de la question de savoir si ces marchandises pourront être effectivement vendues ou non**, le capital investi récupéré et, par dessus tout, la plus-value réalisée. Dans la négative, c'est-à-dire si « la vente n'a pas lieu ou n'est que partielle ou si elle a lieu seulement à des prix inférieurs aux prix de production » (44), la production sera réduite, et les forces productives précédemment acquises retomberont au statut de simples potentialités, ou seront même détruites dans le cas où elles se matérialisent dans des moyens de production pour lesquels le système capitaliste n'a pas d'usage.

Or, c'est très précisément cette situation qui se trouve engendrée par la nature antagonique des rapports de production capitalistes où l'effet est de tendre vers une restriction relative de la demande solvable et du marché au moment même où ils poussent à un accroissement continu et potentiellement illimité des forces productives du travail. L'on observe ainsi que :

L'expansion du marché est principalement le résultat même de l'accumulation et a ses fondements dans l'activité du secteur de fabrication des moyens de production [Secteur I]. Les capitalistes producteurs de biens de consommation [Secteur II] commandent des moyens de production aux capitalistes du Secteur I et ceux-ci procèdent également à d'importants échanges entre eux-mêmes. Pendant un temps ce processus se nourrit de lui-même, mais il arrive un moment où il est freiné par l'existence des rapports de distribution antagoniques. La fabrication de moyens de production ne peut pas se développer de façon totalement indépendante de la production de biens de consommation et sans le moindre lien avec celle-ci. Or, tandis que la première « n'a pour limite que la force productive de la société », la seconde repose « sur la capacité de consommation de la société », telle qu'elle se trouve déterminée « sur la base des rapports de distribution antagoniques qui réduisent la consommation de la grande masse de la société à un minimum susceptible de varier seulement à l'intérieur de limites plus ou moins étroites » (45). On comprend par conséquent que :

« Les époques où la productivité capitaliste met en œuvre toutes ses virtualités se révèlent régulièrement comme des époques de surproduction parce que les

virtualités de production ne peuvent jamais être utilisées suffisamment pour qu'il y ait non seulement production, mais encore réalisation d'une somme plus grande de valeur. » (46)

C'est ainsi que les rapports de production bourgeois viennent dresser eux-mêmes des limites à la production et donc à la mise en valeur effective des forces productives acquises — limites qui se présentent donc comme **des limites immanentes** au mode de production capitaliste.

A cette première contradiction vient s'en ajouter une seconde. En effet, « en même temps que se développe la force productive, s'élève la composition organique du capital ; il y a diminution relative de la fraction variable par rapport à la fraction constante » (47). Ceci signifie qu'au moment même où les capitalistes ont de plus en plus de difficulté à réaliser les marchandises dans lesquelles la plus-value qu'ils veulent s'approprier est incorporée, ils voient leurs taux de profit diminuer par suite de l'accumulation immense de capital fixe et l'élévation de la composition organique du capital. Les difficultés croissantes rencontrées dans la réalisation de la plus-value, et donc dans l'appropriation effective du profit, s'accompagnent ainsi d'une diminution dans le taux de celui-ci. Les capitalistes ont donc une seconde raison pour ralentir leur production et pour mettre en veilleuse une partie des forces productives créées et d'une seconde manière, le système capitaliste dresse une limite à l'utilisation effective des forces productives.

Marx peut conclure :

« La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le **capital lui-même** (...). Les limites qui servent de cadre infranchissable à la conservation et à la mise en valeur du capital, reposent sur l'expropriation et l'appauvrissement de la grande masse des producteurs ; elles entrent donc sans cesse en contradiction avec les méthodes de production que le capital doit employer nécessairement pour sa propre fin et qui tendent à promouvoir un durcissement illimité de la production, un développement inconditionné des forces productives du travail, à faire de la production une fin en soi. » (48)

Tout aussi importante et significative que l'apparition de cette barrière immanente au mode de pro-

Aux Editions EDI :

POLOGNE-HONGRIE 1956

Recueil de documents choisis,
traduits et présentés par

PIERRE BROUÉ - JEAN-JACQUES MARIE
BALAZS NAGY

Prix : 24,50 F

Passez vos commandes
à la Librairie d'« Informations Ouvrières »
39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

duction, est la manière dont les forces productives ainsi freinées dans leur développement, se comportent et dont le capitalisme vit avec la contradiction qu'il a engendrée. Ce qui est caractéristique à cet égard, c'est que la rencontre par les forces productives des limites posées à leur développement ne se traduit pas par une situation de stagnation équilibrée ou un quelconque « état stationnaire » du type conçu par les économistes bourgeois à certaines époques. La contradiction engendre des explosions, car « la production capitaliste tend sans cesse à dépasser ces limites qui lui sont immanentes, mais elle n'y parvient qu'en employant des moyens qui, de nouveau, et à une échelle plus imposante, dressent devant elle les mêmes barrières » (49). Il en est ainsi parce que « la tendance à l'accumulation, la tendance à agrandir le capital et à produire de la plus-value sur une échelle élargie (...) constitue pour la production capitaliste, une loi imposée par les constants bouleversements des méthodes de production (...), la lutte générale de la concurrence et la nécessité de perfectionner la production et d'en étendre l'échelle simplement pour se maintenir et sous peine de disparaître » (50).

Quelles sont les formes que prend la contradiction dans ces conditions, ou encore quels sont les moyens dont la production capitaliste cherche à franchir la barrière qu'elle se dresse à elle-même ? Ces moyens sont les crises périodiques, dont l'effet est d'aboutir à « la destruction d'une partie des forces productives existantes ». Cette destruction a, pour le capitalisme, la vertu « d'assainir » la situation, de créer les conditions d'une hausse nouvelle du taux de profit et de nouvelles possibilités d'accumulation, et de conduire ainsi à un nouvel accroissement des forces productives qui viendront bientôt heurter avec plus de violence contre la barrière dressée par les rapports sociaux.

La fonction essentielle des crises est d'opérer une dépréciation périodique du capital au travers de la destruction d'une partie des marchandises produites et de la mise en veilleuse ou de la destruction définitive d'une partie des moyens de production. La solution de la situation créée par un excès de capital par rapport à ses possibilités d'investissement avec profit ne peut être autre que « la mise en sommeil et même une destruction partielle du capital existant » (51), la répartition des pertes se faisant au détriment des capitalistes les plus faibles et au travers d'un processus concurrentiel qui incite chaque capitaliste à chercher les moyens d'élever la valeur individuelle de son produit total au-dessus de la valeur générale de celui-ci, grâce à l'emploi de nouvelles machines et de nouvelles méthodes de travail perfectionnées qui préparent ainsi « un élargissement ultérieur de la production dans les limites capitalistes ». La recherche de moyens nouveaux pour produire encore plus, peut, en effet, avoir lieu au sein de la crise, c'est-à-dire pendant que l'on procède par ailleurs à une destruction plus ou moins massive des forces productives déjà existantes. L'anarchie de la production capitaliste se traduit ainsi par une situation où le heurt des forces productives contre

leur enveloppe bourgeoise a lieu dans des conditions qui sont destinées à conduire uniquement à la répétition de ces heurts sur une échelle toujours plus vaste, donnant au processus de développement capitaliste l'allure d'une succession « d'explosions se répétant sans cesse ». On comprend que « l'agitation et l'insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes » (52).

(1) Préface à la *Contribution à la Critique de l'Economie Politique*.

(2) *Manifeste du Parti Communiste*, chap. I.

(3) *L'Impérialisme stade suprême du Capitalisme*, chap. X.

(4) *Capital III*, 1, p. 263 [Ed. Sociales].

(5) *Manifeste*, chap. I.

(6) *Capital III*, 3, p. 255.

(7) *L'Agonie du Capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*, 1^{re} section.

(8) *L'Agonie du Capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale* : 1^{re} section.

(9) Ibid. : *La lutte contre l'impérialisme et contre la guerre*.

(10) *Salaires, Prix et Profit*, chap. VI.

(11) *Misère de la Philosophie*, II, 5.

(12) *L'Agonie du Capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale* : dernier paragraphe de la section sur l'Echelle Mobile des Salaires.

(13) *L'idéologie Allemande*, p. 25 (Ed. Sociales).

(14) *Misère de la Philosophie*, II, 2, et *Capital* I, 2, chapitres XIII et XIV en particulier p. 19 et p. 49.

(15) *La Pensée de Karl Marx*, Bordas, 3^e éd. 1956, p. 138 (V) p. p. 31, Ed. Sociales 1952.

(16) p. 31. (Ed. Sociales, 1952.)

(17) *Misère de la Philosophie*, II, 1, 2^e observation et I, 3, B (fin de la section).

(18) *Misère de la Philosophie*, II, 2.

(19) *Travail Salarié et Capital*, p. 31.

(20) *Capital*, I, 2, p. 9.

(22) *Capital*, Préface à la deuxième édition allemande, I, 1, p. 28.

(23) *Capital*, I, 3, p. 74.

(24) *Capital*, I, 3, p. 88.

(25) *Capital*, I, 3, p. 87.

(26) *Capital*, I, 2, p. 182.

(27) *Capital*, I, 2, p. 178.

(28) *Capital*, III, 1, p. 257.

(29) *Capital*, I, 2, p. 14-15.

(30) *Capital*, III, 1, p. 270.

(31) *Misère de la Philosophie*, II, 1, 7^e observation.

(32) *Capital*, III, 3, p. 255.

(33) *Capital*, I, 2, p. 24.

(34) pour toute cette partie v. *Capital*, I, 2, ch. XIV.

(35) *Capital*, I, 2, p. 50.

(36) Ibid., p. 53.

(37) Ibid., p. 116.

(38) *Capital*, I, 3, p. 74.

(39) Ibid., p. 73.

(40) Ibid., p. 76.

(41) V. dans *Capital*, I, 3, p. 83 et s. la section intitulée : « Les différentes formes d'existence de la surpopulation relative ».

(42) Ibid., p. 87-88.

(43) *Manifeste*, chap. I.

(44) *Capital*, III, 1, p. 257.

(45) Ibid.

(46) *Capital*, II, 1, p. 294.

(47) Ibid., p. 262.

(48) Ibid., p. 263.

(49) *Capital*, III, 1, p. 263.

(50) Ibid., p. 257-258.

(51) V. pour toute cette partie *Capital*, III, 1, chap. XV.

(52) *Manifeste*, chap. I.

TROTSKY

ET LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

L'Espagne de 1936 fut le dernier champ de bataille où, du vivant de Trotsky, ouvriers et paysans affrontèrent les armes à la main l'ennemi de classe dans un combat révolutionnaire. La guerre d'Espagne fut en effet la préface de la deuxième guerre mondiale dont la première année fut marquée par l'assassinat de Trotsky. Mais l'Espagne fut aussi le premier champ d'activité de la Guépéou hors d'Union soviétique sur une grande échelle. Pendant qu'au cours de la grande purge et des procès de Moscou les vieux bolcheviks tombaient dans les caves de la Guépéou, les tueurs de Staline liquidaient en Espagne tous les révolutionnaires indistinctement qualifiés de « trotskystes ». Pourtant aucun parti, aucun groupe jouant un rôle véritable dans la révolution espagnole n'était trotskiste. Le P.O.U.M. que les staliniens exterminèrent en 1937 se défendait âprement de l'être, et Trotsky, d'ailleurs, ne le ménagea pas dans ses écrits politiques.

Les biographies de Trotsky — et en particulier Isaac Deutscher — passent très rapidement sur la guerre d'Espagne, le rôle que tenta d'y jouer Trotsky, la place qu'elle tint dans sa pensée et son action. Ce n'est vraisemblablement pas par hasard. Pour Isaac Deutscher, en effet, la lutte pour la construction de la IV^e Internationale fut, de la part de Trotsky, une erreur considérable, car l'objectif était utopique. Or la position de Trotsky sur les événements d'Espagne ne peut se comprendre en dehors de ses perspectives militantes générales du moment et en particulier de son objectif central en cette période : la construction d'une direction révolutionnaire, d'un parti mondial de la révolution, la IV^e Internationale. A travers les coups qui frappèrent les révolutionnaires antistaliniens — les non-trotskystes que Trotsky qualifiait de « centristes » — comme les militants du P.O.U.M., c'était en réalité la IV^e Internationale que Staline et ses hommes de main s'efforçaient d'atteindre sur le champ de bataille espagnol.

LES TACHES DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Trotsky n'avait pas attendu 1936 pour s'intéresser à la question espagnole. Ses écrits sur l'Espagne figurent honorablement en comparaison de ses écrits sur l'Allemagne dont on se souvient qu'il en faisait, à juste titre, la clef de la situation mondiale au moment de la marche au pouvoir d'Hitler et des nazis.

La révolution qui commence en Espagne avec la chute de la monarchie et le départ d'Alphonse XIII doit évidemment résoudre les tâches que les marxistes appellent « démocratiques bourgeoises ». Mais il serait dangereux pour les révolutionnaires de s'imaginer que la débile bourgeoisie espagnole, représentée sur le plan politique par les partis républicains, ait la force d'accomplir cette révolution démocratique. « Les républicains espagnols, écrit Trotsky, restent entièrement sur la base des rapports actuels de propriété. On ne peut attendre d'eux ni l'expropriation de la grande propriété foncière, ni la liquidation de la situation privilégiée de l'Eglise catholique, ni l'épuration radicale des écuries d'Augias de la bureaucratie civile et militaire ». Conformément à l'analyse connue depuis trente ans sous le nom de théorie de la « révolution permanente », confirmée avec éclat, positivement par la victoire de la Révolution russe et négativement par la défaite de la Révolution chinoise en 1927, il pense que c'est seulement sous la dictature du prolétariat que seront pleinement réalisées les tâches démocratiques de la révolution, en même temps que seront entamées les transformations socialistes. Le problème est donc essentiellement celui de la politique révolutionnaire du prolétariat, de sa capacité à se dresser à la fois contre l'oligarchie de l'ancien régime et contre la bourgeoisie.

Dans un article daté du 24 janvier 1931, analysant la situation politique en Espagne, Trotsky note la profondeur du mouvement gréviste en même temps que son caractère totalement spontané. Il qualifie la période de « période d'éveil des masses, de leur mobilisation, de leur entrée dans la lutte ». « Par ces grèves, écrit-il, la classe commence à se considérer comme telle. » Pourtant, ce caractère spontané qui donne à ce moment toute sa force au mouvement ouvrier, risque, à l'étape suivante, d'être la source de faiblesses et d'échecs. Un mouvement ouvrier abandonné à son propre sort, « sans programme clair, sans direction », finit inévitablement par se trouver placé devant « une perspective sans espoir ». Les socialistes (le P.S.O.E.) avaient collaboré avec la dictature du général Primo de Rivera :

ils se traînent maintenant à la remorque des républicains. « Si le parti socialiste, écrit Trotsky, avait conquis la prépondérance dans le prolétariat, il ne serait capable que d'une chose : transmettre le pouvoir conquis par la révolution aux mains trouées de l'aile républicaine qui le laisserait échapper ensuite, automatiquement, dans les mains de ses actuels détenteurs. ». Le parti communiste espagnol est très faible, profondément divisé par les méthodes de direction qui lui ont été imposées par l'Internationale communiste stalinisée. Il a connu scission sur scission, s'est ainsi largement discrédité aux yeux d'une partie des ouvriers conscients qui ont eu à lui reprocher tant l'emploi de méthodes bureaucratiques de direction que sa soumission servile aux ordres de Moscou, notamment l'adoption de mots d'ordre « aventuristes » au cours de la « troisième période » (1). Les cadres révolutionnaires authentiques en ont été chassés ou s'en sont détournés. Les masses lui tournent le dos. En réalité, l'avant-garde révolutionnaire, les éléments les plus combattifs du prolétariat, sont organisés au sein de la C.N.T. où Trotsky dit que « la sélection s'est effectuée durant plusieurs années ». Il écrit : « Consolider cette confédération et la transformer en une véritable organisation de masses, est un devoir pour chaque ouvrier avancé et avant tout pour les communistes ». Ils s'y heureront, inévitablement, au petit groupe conspiratif des anarchistes de la F.A.I. qui détiennent les leviers de commande. La mobilisation du prolétariat sur les mots d'ordre démocratiques de transition comme pour le pouvoir ne peut se faire qu'à travers la constitution de soviets — les *juntas* — mais exigera, de la part des révolutionnaires, une lutte sur deux fronts à l'intérieur même du mouvement ouvrier : contre le « crétinisme parlementaire » des socialistes, contre le « crétinisme antiparlementaire » des anarchistes. « Les anarchistes, écrit-il, "nient" la politique jusqu'au moment où elle les prend au collet : alors ils font la place à la politique de la classe ennemie. »

Gagner les masses à une politique révolutionnaire organisée et hardie, les arracher à l'influence des dirigeants socialistes et anarchistes, trouver sous la forme des *juntas* l'organisation supérieure de la classe, préparer à terme l'insurrection victorieuse et la liquidation de l'ancien appareil d'Etat, telle est la tâche politique première des révolutionnaires espagnols. Pour la résoudre, Trotsky estime qu'il faut trois conditions : un parti, encore un parti et toujours un parti ». Or, en

Espagne, ce parti n'existe pas. En 1931, Trotsky écrit : « Si la direction de l'I.C. s'avère incapable de proposer aux ouvriers espagnols autre chose qu'une politique fausse, un commandement bureaucratique et la scission, alors le véritable parti communiste d'Espagne se formera et se trempera en dehors des cadres de l'Internationale communiste. De toute façon, ce parti doit être créé ».

C'est à cette tâche que s'appliquent à cette date les militants espagnols membres de l'Opposition internationale de gauche, regroupés dans la *Gauche communiste*. Leur tâche semble peut-être plus réalisable en Espagne que celle des opposants de tous les autres pays. Les opposants espagnols comptent dans leurs rangs quelques-uns des meilleurs éléments du communisme espagnol, de ses pionniers, comme Andrés Nin, venu au communisme alors qu'il était secrétaire de la C.N.T., ancien secrétaire de l'Internationale syndicale rouge, Juan Andrade, qui avait amené à l'Internationale communiste, au lendemain de la guerre, la majorité des Jeunesses socialistes, et bien d'autres cadres de grande valeur. Leur revue, *Comunismo*, se distingue par la qualité de ses recherches et études théoriques, son effort pour une analyse concrète de la réalité espagnole. Dans le mouvement ouvrier, parlementarisme des socialistes et anti-parlementarisme des anarchistes s'épaulent et se servent mutuel-

lement de repoussoir, mais les mots d'ordre de la *Gauche communiste* offrent une issue aux militants égarés par les uns et les autres. La voie qui s'ouvre à un parti communiste de type bolchevique est incontestablement plus accessible que dans bien d'autres pays. C'est probablement pour cette raison que certains de ses militants s'impatientent et proposent d'abandonner l'attitude d'*« opposition »* à l'égard d'un parti inexistant, pour se lancer dans la construction d'un parti communiste nouveau. Trotsky les combat énergiquement dans la discussion. Il s'agit pour lui de redresser les partis communistes et surtout l'Internationale communiste elle-même, par une lutte politique vigoureuse. C'est une seule et même analyse qui doit prévaloir pour la tactique de tous les communistes révolutionnaires à l'échelle internationale. Aucun partisan de l'Opposition ne doit quitter de son plein gré l'Internationale et renoncer à y défendre les idées qui furent celles de ses fondateurs tant que subsiste une chance de la redresser. Les « trotskystes » — qui s'intitulent « bolcheviks-léninistes » — restent des opposants et la majorité de la *Gauche communiste* suit Trotsky dans ces années où l'axe de la lutte passe par l'Allemagne et la tentative de redresser l'Internationale par la critique impitoyable de la politique catastrophique de Staline, en train de frayer la voie à Hitler.

LE TOURNANT DE 1934-1935

L'accession au pouvoir d'Hitler, l'écrasement sans combat de la classe ouvrière allemande, ligotée jusqu'au bout par la politique des appareils social-démocrate et stalinien, marque le tournant décisif de l'entre deux-guerres. Elle annonce, à terme, la deuxième guerre mondiale, et, de toute façon, l'approche de combats décisifs entre la classe ouvrière et les fascistes, troupe de choc de la contre-révolution. L'Internationale communiste a accepté sans broncher la politique dictée par Moscou, proclamé l'infiaillibilité des dirigeants, nié l'importance de la défaite allemande, dirigé tous ses coups contre la critique interne, saboté la constitution du front unique ouvrier qui seul eût pu constituer une arme valable contre les troupes hitlériennes. Pour Trotsky, la défaite allemande est le « 4 août 1914 » de l'Internationale communiste, l'équivalent de ce qu'avait été, pour la social-démocratie et la II^e Internationale, le ralliement de leurs chefs à la guerre impérialiste. La II^e et la III^e Internationales ne sont plus que des cadavres qu'il sera vain désormais de songer à ressusciter en luttant, de l'intérieur, pour les « redresser ». Les bolcheviks-léninistes doivent renoncer à leur attitude d'opposition : ils doivent, dès maintenant, travailler à la construction de la direction révolutionnaire qui manque, s'atteler à la tâche de création d'une nouvelle Internationale, la Quatrième. Tout en s'efforçant de promouvoir, par l'action, une politique de front unique ouvrier, ils doivent s'attacher à la formation de noyaux révolutionnaires indépen-

dants afin d'arracher à tout les anciennes directions les militants des jeunes générations ouvrières.

Le déroulement de la lutte des classes en Espagne semble favorable à ce plan. En fait, la *Gauche communiste*, au cours de ces quelques années de travail sous la forme d'opposition communiste, a sérieusement progressé, appuyée sur un programme minimum, conçu comme un programme de revendications transitoires destinées à éléver dans la lutte le niveau de conscience des masses tout en les entraînant dans de nouveaux combats.

La *Gauche communiste* se développe rapidement : dès 1932, elle compte au moins 2.000 militants, recrutés parmi les jeunes de toutes origines politiques et syndicales, non seulement en Catalogne, et notamment à Barcelone, mais à Madrid et dans les deux Castille, à Bilbao et dans les Asturies, à Salamanque, en Andalousie et Estramadoure. Son influence ne cesse de grandir parmi les ouvriers avancés inscrits au Parti socialiste ou communiste, à la C.N.T. ou à l'U.G.T., au fur et à mesure que se révèlent avec éclat la faillite de la politique socialiste de compromission avec les partis bourgeois, celle de la politique anarchiste des soulèvements isolés, et la nécessité du front unique ouvrier que le P.C. espagnol combat de toutes ses forces, comme en Allemagne, au nom de la nécessité de combattre d'abord les socialistes baptisés «-social-fascistes».

LA GAUCHE COMMUNISTE ET LE BLOC OUVRIER ET PAYSAN NAISSANCE DU P.O.U.M.

En Catalogne au moins, la Gauche communiste se rencontre sur la nécessité du front unique avec une autre organisation née dans l'opposition au parti communiste et à la ligne stalinienne de la troisième période. Sous la direction de Joaquin Maurin, autre pionnier du communisme espagnol et d'autres cadres du mouvement communiste en Catalogne, s'est constitué, à partir de la scission de la Fédération Communiste Catalogne-Baléares, le Bloc Ouvrier et Paysan qui a drainé en Catalogne tout ce qui était demeuré au parti communiste comme militants valables. L'opposition de Maurin, selon l'analyse de Trotsky, est une « opposition de droite », du type de celle qu'avaient développée Brandler en Allemagne, Lovestone aux Etats-Unis, Tasca en Italie. Idéologiquement liée aux « droitiers » du P.C. de l'U.R.S.S. — la tendance Boukharine, elle s'est essentielle-

ment nourrie de l'opposition à la politique sectaire du P.C. et de l'I.C., pendant la « troisième période », le refus du « front unique », et l'accusation de « social-fascisme » contre les socialistes. Trotsky écrit des groupes d'opposition de droite qu'ils « sont dépourvus d'un clair programme d'action », et — pire encore — qu'« ils ont été gagnés par les préjugés qu'ont si largement répandus (...) les épigones du bolchevisme ». Après le manifeste du Bloc Ouvrier et Paysan, il écrira, en juin 1931, que ce document, « tel qu'il est, représente un pur «Kuomintangisme » transporté sur le sol espagnol ». Il reprochera bientôt aux maurinistes leur opportunitisme dans leurs rapports avec les mouvements petit-bourgeois nationalistes catalans, leur refus de toute critique de la politique stalinienne en U.R.S.S., leurs efforts pour convaincre les dirigeants de Moscou que c'est à eux

que Moscou devrait confier la direction du mouvement communiste espagnol. Il multiplie, dans sa correspondance les mises en garde contre Maurin et le Bloc auprès de ses amis politiques, appelle à une critique politique impitoyable de ce qu'il considère comme une variété de « centrisme pire encore que le centrisme officiel », le stalinisme. En fait, l'opposition mauriniste crée une confusion préjudiciable au développement de la Gauche : ce n'est qu'à Madrid que les bolcheviks-léninistes réussissent à gagner la majorité des militants d'un rayon du parti communiste. Ailleurs, et notamment en Catalogne, la politique confuse et souvent contradictoire du Bloc, son opportunisme pratique joint à ses critiques principales lui font jouer un rôle de véritable écran entre les idées de la Gauche et les militants communistes mécontents dans la base du parti.

C'est dans le Parti socialiste et en particulier dans les rangs des jeunesse que se manifeste le plus clairement la radicalisation de la classe ouvrière espagnole — et le progrès des idées trotskystes dans son avant-garde. La faillite de la politique de collaboration de classes des socialistes avec les gouvernements républicains provoque une crise profonde dans les rangs du parti, puis la cristallisation d'une aile gauche puissante, paradoxalement dirigée par le vieux leader ouvrier Francisco Largo Caballero qui, tirant la leçon de son expérience réformiste, se rallie spectaculairement à une politique révolutionnaire et se prononce en faveur de la dictature du prolétariat. Porté par un extraordinaire enthousiasme, Largo Caballero accélère ainsi considérablement le mouvement de radicalisation qui l'avait conduit à tourner. Ses disciples, les dirigeants et les membres des Jeunesses socialistes, les intellectuels qui l'entourent et rédigent le journal de l'U.G.T. *Claridad* traduisent nettement ce phénomène et les conséquences immenses dont il est gros. C'est ainsi que Luis Araquistain, son officieux porte-parole, écrit en 1934 dans la préface des *Discours aux travailleurs* du secrétaire de l'U.G.T. : « Je crois que la II^e et la III^e Internationale socialistes sont virtuellement mortes ; est mort le socialisme réformiste, démocratique et parlementaire que représentait la II^e Internationale ; est mort aussi ce socialisme révolutionnaire de la III^e Internationale qui recevait le *santo y seña* de Moscou pour le monde entier. Je suis convaincu que doit surgir une IV^e Internationale qui fonde les deux premières, reprenant à l'une la tactique révolutionnaire et à l'autre le principe des autonomies nationales. En ce sens, l'attitude de Largo Caballero qui est celle du Parti socialiste espagnol et de l'U.G.T. me paraît une attitude de IV^e Internationale, c'est-à-dire une *superacion* du socialisme historique ». Que l'on fasse, si l'on veut, la part de l'exagération démagogique, dans ces déclarations de dirigeants longtemps opportunistes et tardivement réconciliés avec la politique révolutionnaire : le courant en faveur de la « bolchévisation » du parti socialiste, de son adhésion à la construction de la IV^e Internationale, était exceptionnellement vigoureux à la base, comme le montrent d'ailleurs les résolutions des congrès régionaux des Jeunesses et le contenu des journaux et des manifestations.

La C.N.T., au même moment, traversait une crise profonde. Tandis que le courant droitier des « treintistas » dirigé par l'ancien secrétaire Angel Pestaña, s'orientait ouvertement vers une sorte de syndicalisme réformiste, la réaction vigoureuse de la F.A.I. n'empêchait pas la prise de conscience, chez la majorité des militants anarcho-syndicalistes, que l'« apolitisme » n'était en définitive qu'une forme de passivité, profitable seulement à l'ennemi de classe. Tandis que, malgré les hésitations et les tergiversations de ses chefs, socialistes de gauche compris, le prolétariat asturien se battait avec l'énergie que l'on sait lors de l'insurrection d'octobre, les dirigeants de la C.N.T. qui s'étaient tenus — sauf aux Asturies — à l'écart du mouvement de masses en refusant de joindre les Alliances ouvrières constituées à l'appel de la Gauche et du Bloc, risquaient plus encore : l'isolement par rapport au puissant mouvement pour l'unité prolétarienne révolutionnaire (l'Union des Frères Prolétaires) qui balaie le pays après l'insurrection d'octobre et auquel les communistes officiels se rallient à l'ultime minute.

Pour Trotsky, il n'y a pas d'hésitation possible. A la veille

de gigantesques combats de classe et de la réalisation prochaine du front unique entre les staliniens et les réformistes sur une plate-forme de « défense de la démocratie », sous la menace immédiate de la contre-révolution, il ne faut pas compter que les petites organisations bolcheviks-léninistes disposent du temps nécessaire pour jouer un rôle décisif dans la lutte des classes, surtout si elles se trouvent ainsi exclues du front unique socialiste-communiste qui se constitue. Malgré leurs progrès, elles sont encore faibles numériquement, manquent de liaisons avec les larges masses ouvrières, attirées par les grandes organisations, et sont incapables de draîner à leur profit dans un laps de temps raisonnable ce courant spontané de radicalisation qui est en train de secouer dans le parti socialiste la poussière réformiste. Déjà, en août 1934, au lendemain de l'émeute fasciste du 6 février à Paris et de la première riposte du front unique socialiste-communiste, les bolcheviks-léninistes français groupés autour de *La Vérité* sont entrés dans le parti socialiste S.F.I.O. où ils sont en train d'établir solidement leur influence parmi les milieux gauchistes de la Fédération de la Seine et dans les rangs des Jeunesses. Le terrain est plus favorable encore en Espagne où la radicalisation est plus profonde et l'influence et le prestige des trotskystes plus considérable. L'organe de la J.S. de Madrid, *Renovación*, réitère les appels aux trotskystes, qu'il qualifie de « meilleurs révolutionnaires et meilleurs théoriciens en Espagne, qui sont invités à entrer dans la Jeunesse et dans le Parti socialistes pour en précipiter la Bolchévisation ». Trotsky pense qu'il faut saisir au bond cette balle, constituer désormais dans le parti socialiste une solide fraction, en faire un foyer de regroupement révolutionnaire capable d'exercer une influence décisive sur les militants du P.C. surpris de la brutalité du tournant opportun de leur parti et sur les militants de la C.N.T. désorientés par l'impuissance de leurs propres principes d'action dans la situation nouvelle, capable aussi de donner une forme véritablement bolchévique à cette radicalisation spontanée que risquent d'égarer bientôt, faute de direction révolutionnaire proche, staliniens et socialistes de gauche décidés à n'être révolutionnaires qu'en paroles.

Or Trotsky ne réussit pas à convaincre ses camarades espagnols. Alors que la majorité des bolcheviks-léninistes français avaient opéré le « tournant », l'organisation espagnole, à la majorité, refuse de le faire. La minorité favorable aux propositions de Trotsky n'ira pas jusqu'à rompre la discipline de l'organisation, qui, après une longue et difficile discussion à la fin de l'année 1934, refuse d'entrer dans le Parti socialiste. En revanche, l'année suivante, le 25 septembre 1935, les directions des deux organisations de la *Gauche communiste* et du *Bloc Ouvrier et Paysan* tiennent en commun un congrès de fusion, donnant naissance à un nouveau parti : le P.O.U.M., Parti Ouvrier d'Unification Marxiste. Ainsi — paradoxalement au premier abord, — est-ce à la naissance d'un parti communiste nouveau né de la fusion des oppositions de droite et de gauche, un « bloc trotsko-boukharinien » comme écrit le stalinien Koltsov qu'aboutissait le regroupement politique en Espagne et la radicalisation née des événements de 1933-35. A la lutte pour un nouveau parti par la différenciation politique préconisée par Trotsky, ses anciens « disciples » espagnols substituaient la lutte par la fusion des anciens appareils, déclarant dans la résolution commune du congrès sur l'unification : « Le grand parti socialiste révolutionnaire communiste se formera par le regroupement unique des noyaux marxistes révolutionnaires existants et de la nouvelle promotion révolutionnaire qui entre en action poussée par l'unité marxiste et les éléments qui, démoralisés par le fractionnement du mouvement ouvrier sont restés momentanément inactifs », allant jusqu'à proclamer l'intention du P.O.U.M. de se fondre dans le grand parti au cours d'un congrès qui devait se tenir « dès que le principe d'unité marxiste aurait triomphé dans le Parti socialiste et dans le Parti communiste ».

Trotsky, à juste titre, de son point de vue, allait considérer comme une trahison le passage des anciens dirigeants de la Gauche communiste sur les positions qui avaient été de tout temps celles de Maurin et du Bloc : il ne pouvait plus en effet, pour eux, s'agir désormais de travailler à la construction de

la IV^e Internationale, mais seulement de fusionner les deux précédentes — considérées par Trotsky comme des cadavres : il n'est pas étonnant que le P.O.U.M. ait rapidement rejoint sur le plan international le Bureau de Londres, organisme de liaison entre différents groupes ayant rompu avec les partis socialiste ou communiste de leurs pays, mais ayant en commun le refus de lutter pour une «nouvelle Internationale».

Il n'existaient désormais, dans la configuration des forces politiques espagnoles, aucune force, si petite soit-elle, qui fût susceptible de s'opposer à la pression exercée, au nom de l'«unité» par les socialistes de droite et les communistes staliniens pour une alliance électoral avec les républicains bourgeois. La fusion à venir des Jeunesses socialistes et des Jeunesses communistes dans les J.S.U. qui constitueront à partir de 1936 la base de masse du stalinisme espagnol, l'adhésion de toutes les organisations ouvrières au programme bourgeois du Front populaire étaient, d'une certaine manière, inscrites dans l'opinion des dirigeants trotskistes espagnols, Andrade et Nin, refusant l'entrée dans le parti socialiste et choisissant la fusion avec les communistes de droite de Maurin.

C'est la pensée de Trotsky qu'exprime à ce sujet G. Munis quand il écrit : «Les masses suivaient le processus inverse de celui des partis. Elles allaient à gauche en se radicalisant et en perfectionnant leur conscience socialiste ; eux s'orientaient à droite, formant un cercle fermé d'organisations collaborationnistes. Au moment même où les masses allaient entreprendre l'attaque de la propriété bourgeoise et de l'Etat, tous les partis, les uns plus que d'autres, inclinaient révérencieusement la tête devant ce même Etat».

Alors qu'en l'année 1934, les partisans de la IV^e Internationale formée contre les réformistes et les staliniens avaient une réelle influence et des possibilités de la consolider, de l'étendre et de combattre directement les partisans de la politique de collaboration de classes, à la fin de 1935, dans le mouvement ouvrier, il n'y avait plus aucun groupe pour soutenir la nécessité d'une délimitation idéologique impitoyable et de la dénonciation de la collaboration de classes sous le masque de l'unité. C'était ce que Trotsky appelait la trahison de ses anciens camarades de combat et qu'il devait durement leur reprocher jusqu'à sa mort.

DU FRONT POPULAIRE A LA REVOLUTION

Chassé de France en 1935, malgré les difficultés sans nombre qu'il rencontrait dans sa nouvelle demeure norvégienne, Trotsky avait analysé le courant du «Front populaire» tel qu'il s'était manifesté en France sous l'impulsion des nouvelles directives données au P.C. par l'Internationale stalinisée. Le ralliement bruyant des communistes français à la déclaration de Staline «approuvant pleinement la politique de défense nationale» du gouvernement réactionnaire de Pierre Laval, au lendemain de la conclusion du pacte franco-soviétique, l'exclusion des révolutionnaires des partis socialiste et communiste dans la perspective de cette nouvelle «union sacrée», les efforts des dirigeants de ces partis pour canaliser dans la voie parlementaire et l'alliance avec le parti radical la radicalisation des ouvriers français, leur condamnation des mouvements spontanés et «sauvages» des travailleurs des arsenaux de Brest et de Toulon, au nom de la solidarité avec les partis bourgeois républicains, donnaient en effet son visage au Front populaire français : une réhabilitation du parti radical, parti de l'impérialisme et de la bourgeoisie française, un étouffement des aspirations révolutionnaires du prolétariat français au nom des principes de la démocratie bourgeoise et d'une perspective purement parlementaire.

Le pacte du Front populaire espagnol, signé le 15 janvier 1936 à Madrid, était écrit de la même encre que son équivalent français. Tous les historiens de cette période se sont plu à souligner son caractère extrêmement modéré, en fait aussi peu révolutionnaire que possible. Les partis signataires avaient établi un programme commun devant servir, entre autres «de règle de gouvernement que les partis républicains de gauche auraient à développer avec l'appui des forces ouvrières en cas de victoire». Ils y invoquaient la «paix publique» pour justifier l'amnistie, maintenaient «dans toute sa vigueur le principe de l'autorité». La déclaration mentionnait en propres termes : «Les républicains n'acceptent pas le principe de nationalisation de la terre et de sa remise gratuite aux paysans». Son programme économique était placé sous le signe «de l'intérêt général de l'économie et de la production nationale».

Il précisait : «Les partis républicains n'acceptent pas les mesures de nationalisation des banques... le contrôle ouvrier reclamé par la représentation du Parti socialiste... La république que conçoivent les partis n'est pas une république guidée par des motifs sociaux ou économiques de classe, mais un régime de liberté démocratique mêlé par des motifs d'intérêt général et de progrès social... la politique internationale s'orientera dans le sens de l'adhésion aux principes et aux méthodes de la Société des Nations».

Le pacte était signé des représentants des partis républicains, du Parti socialiste et de l'U.G.T., des Jeunesses socialistes, du Parti communiste, du Parti syndicaliste de Pestaña et... de celui

du P.O.U.M., Juan Andrade. Douze jours auparavant, l'éditorial du journal du P.O.U.M. *La Batalla* du 3 janvier 1936, sous le titre «L'année cruciale de notre révolution» avait écrit : «Deux voies s'ouvrent devant nous et deux seulement : ou la marche vers le socialisme, vers la seconde révolution, ou le recul foudroyant et le triomphe de la contre-révolution (...) Nous allons entrer maintenant dans la période des grands combats en marche vers la victoire du socialisme». Le P.O.U.M. faisait sienne l'affirmation de Maurin : la seule alternative est «Fascisme ou socialisme». Comment, alors, expliquer son adhésion au Front populaire ? Comment expliquer l'appel aux travailleurs à voter pour ce rassemblement électoral qui se promettait l'établissement d'une république bourgeoise, s'interdisait toute atteinte à la «propriété» et à l'ordre bourgeois ? Les dirigeants du P.O.U.M. invoqueront le désir de tout faire pour empêcher la victoire électorale des droites, le souci d'obtenir la libération immédiate, par l'amnistie des milliers de combattants ouvriers encore détenus, après la défaite des Asturias, celui aussi, purement tactique, de ne pas «se couper des masses», de ne pas s'isoler du puissant courant unitaire qui portait maintenant les masses vers l'enthousiasme du Front populaire (2). Sensibilité aux critiques de Trotsky qui fusent, immédiatement, et stigmatisent la complicité des «centristes» du P.O.U.M. avec la coalition bourgeoise-stalinienne ? Réaction vive chez certains militants surpris de ce qui était, tout de même, un tournant quelque peu brutal ? En tout cas, le P.O.U.M., quoique son unique député, Maurín, ait voté pour Azaña, précise immédiatement qu'il reprend sa liberté et n'a signé le pacte qu'avec l'intention exclusive d'assurer la défaite des droites aux élections. Ces précautions n'empêchent pas Trotsky de montrer que la politique du P.O.U.M. — à cause même des critiques qu'il formule contre le Front populaire après avoir signé le pacte — fait de lui la couverture «gauche» de la coalition et le lie à la bourgeoisie par l'intermédiaire des grands partis ouvriers.

Quand, quelques mois plus tard, éclatera le pronunciamiento militaire de Franco, préparé au vu et au su du gouvernement de Front populaire qui a eu comme seul souci de freiner le mouvement des masses, de rassurer la droite et de protéger l'armée et le corps des officiers, Trotsky soulignera une fois de plus la nature de classe du Front populaire : «Quand la bourgeoisie, écrit-il, est contrainte de conclure par l'intermédiaire de son aile gauche une alliance avec les organisations ouvrières, elle a alors d'autant plus besoin de son corps d'officiers comme contrepoids». La politique du gouvernement républicain de Front populaire vis-à-vis de l'armée qu'il a laissée se préparer ouvertement à son renversement, ne résulte ni de son «aveuglement» ni d'une quelconque erreur : elle est simplement la politique de la bourgeoisie espagnole. Les plus grands responsables sont évidemment, à ses yeux, ceux des diri-

geants ouvriers qui ont permis que se réalise l'escroquerie du Front populaire. Il écrit : « On voit maintenant bien plus clairement quel crime ont commis au début de cette année les dirigeants du P.O.U.M., Maurín et Nin. Chaque ouvrier qui réfléchit peut leur demander — et leur demandera : "N'avez-vous rien prévu ? Comment avez-vous donc pu signer le programme du Front populaire et nous faire accorder notre confiance à Azaña et C^{te}, au lieu de nous imprégner de la plus grande méfiance envers la bourgeoisie radicale ? Maintenant, il nous faut payer vos fautes de notre sang". »

Certains purent croire cependant un instant qu'un rapprochement allait s'effectuer. Le P.O.U.M. était loin d'être homogène. L'expérience de six mois de gouvernement de Front populaire condamnait évidemment aux yeux de nombreux militants la signature de janvier. Surtout, la riposte ouvrière au coup d'état militaire avait, du jour au lendemain, transformé l'atmosphère politique de l'Espagne : les ouvriers en armes étaient maîtres de la rue, dressaient partout le pouvoir de leurs comités, détruisaient armée, police et tribunaux bourgeois, s'emparaient des usines et des terres. Trotsky et Nin se retrouvaient

d'accord que l'action révolutionnaire spontanée des ouvriers et paysans espagnols les avaient portés à un niveau supérieur, même à celui de la Révolution russe de 1917 à ses débuts (3). Le secrétariat international de la IV^e délégue à Barcelone Jean Rous qui rencontre Andrés Nin et Andrade. On négocie autour de la question de l'*« entrée »* des trotskystes dans le P.O.U.M. : les dirigeants du P.O.U.M. acceptent de passer dans *La Batalla* un article hebdomadaire de Trotsky en première page, promettent de réclamer pour lui le droit d'asile. Brutalement, tout est rompu. Sont-ils vraiment les malades de Rous qui en sont responsables comme l'ont suggéré plusieurs témoins ? Le compromis était-il impossible après les nouvelles attaques de Trotsky contre Nin et Andrade, comme l'affirment d'autres ? On peut penser cependant que les désaccords tactiques étaient plus profonds que ne le laissait paraître l'enthousiasme des premiers jours : les développements politiques allaient bientôt le démontrer, le P.O.U.M. prenant une initiative dont Trotsky jugera qu'elle est encore plus grave du point de vue des révolutionnaires que le « crime » qu'ils avaient commis en signant le pacte de Front populaire.

L'ENTREE DU P.O.U.M. DANS LE GOUVERNEMENT CATALAN

Commentant, le 6 septembre, la formation à Madrid d'un gouvernement de Front populaire, républicains et communistes compris, et présidé par Largo Caballero, Andrés Nin s'écriait : « Le gouvernement actuel représente sans doute un pas en avant par rapport au gouvernement précédent ; mais c'est un gouvernement de Front populaire, c'est un gouvernement qui correspond à la situation d'avant le 19 juillet, lorsque ne s'était pas produite l'insurrection ouvrière, et à cet égard (...) il représente un pas en arrière. Il n'y a donc pas d'autre issue qu'un gouvernement ouvrier. Le mot d'ordre de toute la classe ouvrière pour les jours qui viennent est : « A la porte les ministres bourgeois et vive le gouvernement de la classe ouvrière ! ». »

Quelques jours plus tard, le 26 septembre, se constitue à Barcelone, sous l'égide du républicain catalaniste président de la Généralité, Companys, un nouveau gouvernement sur le modèle de celui de Madrid : Andrés Nin lui-même en est membre, avec le titre de « conseiller à la Justice ».

C'est le gouvernement de la Généralité qui décrètera et réalisera la dissolution effective des comités révolutionnaires et la liquidation de la situation de « double pouvoir » créée par la riposte à l'insurrection militaire. Le biographe de Companys résumera cet épisode politique en écrivant :

« Companys qui a reconnu le droit des ouvriers à gouverner et leur a même offert d'abandonner leur poste, manie les choses avec tant d'art que peu à peu il reconstruit les organismes légitimes du pouvoir, freine l'action des conseils et laisse les organismes ouvriers réduits à leur rôle d'auxiliaires, d'assesseurs, d'exécutants. Au bout de 4 ou 5 mois les choses étaient redevenues normales. »

Commentant le refus des organisations ouvrières du Front populaire, de la C.N.T. et du P.O.U.M. comme des Partis socialistes et communiste de prendre le pouvoir au lendemain du 19 juillet dans la zone dite républicaine, Trotsky devait écrire : « Renoncer à la conquête du pouvoir, c'est le laisser volontairement à ceux qui l'ont, aux exploiteurs. Le fond de toute révolution a consisté et consiste à porter une nouvelle classe au pouvoir et à lui donner ainsi les possibilités de réaliser son programme (...). Le refus de conquérir le pouvoir rejette inévitablement toute organisation ouvrière dans le marais du réformisme et en fait le jouet de la bourgeoisie ; il ne peut en être autrement vu la structure de la société ». Coïncidence frappante avec le point de vue du président Azaña porte-parole de la bourgeoisie républicaine qui écrit avec quelque peu de cynisme : « Une révolution rend nécessaire de s'emparer du pouvoir, de s'installer au gouvernement, de diriger selon ses buts. On ne l'a pas fait... L'ordre ancien pouvait être remplacé par un autre, révolutionnaire. Il ne l'a pas été. »

Andrés Nin, commentant l'entrée de son parti au gouver-

nement de la Généralité, s'écriait à la radio : « La lutte qui commence n'est pas la lutte entre la démocratie bourgeoise et le fascisme, comme le pensent quelques-uns, mais entre le fascisme et le socialisme. » L'organe des jeunes du P.O.U.M., *Juventud comunista*, révélait indirectement les hésitations et les oppositions au sein de la direction du P.O.U.M. sur cette question quand il écrivait : « Il y a, dans ce Conseil, trop de représentants de la petite bourgeoisie qui nous ont donné tant de preuves de leur incapacité et de leur imprévoyance. Quant à nous, notre parti est entré à la Généralité parce qu'il n'a pas voulu aller contre le courant dans ces heures d'une extrême gravité, et qu'il a cru que la révolution socialiste pourrait être impulsée à partir de la Généralité. » En fait, Andrés Nin qui avait affirmé vingt jours auparavant dans un meeting à Barcelone que la dictature du prolétariat existait déjà en Catalogne, avait précisé : « il est incompréhensible que, dans les circonstances actuelles, il y ait en Catalogne un gouvernement formé par des représentants de la Gauche républicaine (Esquerra), de même qu'il est absolument incompréhensible qu'à l'heure actuelle il y ait en Espagne un gouvernement avec des ministres bourgeois ». Mais il avait confié aux dirigeants anarchistes la tâche d'éliminer les ministres bourgeois en affirmant : « Si les camarades anarchistes se chargent de la situation et consentent à des sacrifices, d'ici peu il n'y aura plus en Espagne un seul ministre bourgeois ».

Trotsky rétorquait : « Nin a transformé pratiquement la formule leniniste en son contraire ; il est entré dans un gouvernement bourgeois qui avait pour objectif de spolier et d'étrangler toutes les acquisitions, tous les points d'appui de la révolution socialiste naissante. Le fond de sa pensée était à peu près ceci : puisque cette révolution est une révolution socialiste « par essence », notre entrée dans le gouvernement ne peut que l'aider (...). Nin n'a-t-il pas reconnu que la révolution est socialiste « par essence » ? Oui, il l'a proclamé, mais seulement pour justifier une politique qui sapait les bases mêmes de la révolution ». Dans un autre article, traçant le bilan, il précisait : « Le P.O.U.M. a certes théoriquement tenté de s'appuyer sur la formule de la révolution permanente (c'est pour cela que les staliniens ont traité les poumistes de trotskystes) mais la révolution ne se contente pas de simples reconnaissances théoriques. Au lieu de mobiliser les masses contre les chefs réformistes, y compris les anarchistes, le P.O.U.M. cherchait à convaincre ces messieurs de la supériorité du socialisme sur le capitalisme. »

Avec l'entrée du P.O.U.M. dans le conseil de la Généralité, les ponts étaient définitivement rompus entre Trotsky et lui (4). Le dialogue allait pourtant se poursuivre jusqu'à l'écrasement du P.O.U.M. et la liquidation des conquêtes révolutionnaires par la coalition stalino-bourgeoise du gouvernement Negrin et de l'Etat bourgeois restauré.

LA DISCUSSION DU PRINTEMPS 1937 : NIN ET TROTSKY

De ce point de vue, nous avons la chance de disposer de deux documents importants : les discours, prononcés par Andrés Nin à Barcelone, les 21 mars et 25 avril 1937, un article de Trotsky, répondant au premier, daté du 23 avril, à la veille des Journées de Mai.

Nin déclare : « Le P.O.U.M., et avec lui toute l'avant-garde du prolétariat se rend compte que la montée ouvrière révolutionnaire commencée le 19 juillet a considérablement reculé, que le processus révolutionnaire subit une pause, que les positions ouvrières sont aujourd'hui beaucoup plus faibles qu'il y a six mois ». Rappelant la dislocation du mécanisme de l'Etat bourgeois en juillet et août 1936, le fait que le prolétariat « imposait sa volonté et sa décision » parce qu'il était armé, le fait que « le pouvoir était dans la rue », il constate : « Aujourd'hui, Companys, au nom de la bourgeoisie, ose dire aux ouvriers de se taire et d'obéir. »

Nin analyse ensuite les « symptômes du recul que vit la Révolution » : il les voit dans « le processus de reconstruction du mécanisme de l'Etat bourgeois », « la campagne menée pour la création d'une Armée régulière, apolitique », la volonté du gouvernement de Madrid de mettre en cause les libertés catalanes, le projet de réforme des « services et organismes chargés de l'ordre public », et qui prévoient notamment l'interdiction aux fonctionnaires de l'ordre public d'appartenir à des organisations politiques ou syndicales. L'ensemble de ce processus a, selon lui, commencé avec l'élimination du P.O.U.M. du gouvernement de la Généralité en décembre.

Cherchant ensuite à analyser les causes de ce « processus contre-révolutionnaire », Andrés Nin relève d'abord « le rôle politique qu'a joué et que joue le réformisme dans notre Révolution, appuyé par cette organisation internationale qui a encore le cynisme de s'intituler « communiste ». Le réformisme, s'écrie-t-il, s'est limité, se limite en Catalogne, en Espagne, à remplir le rôle qu'il a rempli dans le monde entier : celui de chien de garde de la bourgeoisie ». Il affirme ensuite la responsabilité des dirigeants de la C.N.T. dans le recul qui « a pu se produire par suite de l'absence dans cette organisation d'une vision claire du problème du pouvoir en tant que problème essentiel de la Révolution ». Il précise : « L'attitude erronée de cette organisation a eu des conséquences fondamentales dans le processus contre-révolutionnaire. Sans elle, le recul que nous vivons n'était possible daucune manière. »

Les remèdes sont à portée de la main, car il n'est pas trop tard et « tout n'est pas encore perdu ». Tourné vers les dirigeants anarchistes, Nin déclare : « La C.N.T. doit faire son examen de conscience, abandonner ses vieux préjugés, cent fois dépassés par les circonstances ». S'agit-il de lutter pour le pouvoir par la violence ? « Non. Aujourd'hui, la classe ouvrière, avec les positions qu'elle conserve encore, peut attaquer le pouvoir sans recourir à la violence ».

Il affirme à nouveau que la guerre est inséparable de la révolution, et que cette guerre est une guerre révolutionnaire comme le montre bien l'importance politique de la victoire de Guadalajara, obtenue par la propagande révolutionnaire au sein des troupes italiennes, réclame une répression accrue contre les agents du fascisme, des représailles contre les bombardements, et conclut que, pour la victoire, il faut : « Un seul drapeau. Le drapeau rouge de la révolution prolétarienne. Un seul gouvernement. Le gouvernement ouvrier et paysan, le gouvernement de la classe ouvrière. »

Le 25 avril, au cours d'une conférence sur « le problème du pouvoir dans la révolution », Nin complète et précise ses vues. Pour lui, « les formules de la Révolution russe, appliquées mécaniquement, conduiraient à l'échec. De la révolution russe, il faut recueillir non la lettre, mais l'esprit ». S'il est vrai qu'en Espagne, comme en Russie, la bourgeoisie est incapable d'accomplir la révolution démocratique, les différences sont néanmoins importantes entre la situation russe de 1917 et l'actuelle situation espagnole : les réformistes espagnols sont incomparablement plus puissants, bénéficiant de l'appui anglo-français et de son désir de transformer la guerre civile en guerre impérialiste. C'est dans les partis dits ouvriers que la bourgeoisie a cherché

refuge. D'autre part, la classe ouvrière russe n'avait pas de tradition démocratique. En Espagne, l'existence de syndicats, de partis, d'organisations ouvrières explique que n'aient pas survécu de soviets. En Espagne, enfin, l'anarchisme est un mouvement de masses, ce qu'il n'était pas en Russie, et cela impose « des problèmes nouveaux et des tactiques différentes » : « Le problème est que l'instinct révolutionnaire de la C.N.T. se transforme en conscience révolutionnaire. Que l'héroïsme de ses masses se transforme en politique cohérente. » Et le leader du P.O.U.M. s'adresse à ceux de la F.A.I. et de la C.N.T. pour les appeler à former un Front ouvrier révolutionnaire qui aurait à « convoquer et réunir le congrès des délégués des syndicats ouvriers et paysans et des unités combattantes qui établira les bases de la nouvelle société et duquel naîtra le Gouvernement ouvrier et paysan, le gouvernement de la victoire et de la Révolution. »

Au même moment, posant les problèmes de la révolution espagnole, Trotsky s'interroge : « La victoire est-elle possible ? » Il est désormais incontestable que le régime républicain de Front populaire de Largo Caballero s'efforce de faire de l'armée la « garde démocratique de défense de la propriété privée ». Le devoir des révolutionnaires est clair : défendre la démocratie bourgeoise, y compris les armes à la main, mais sans prendre pour elle de responsabilité, sans entrer dans son gouvernement, en conservant son entière liberté de critique et d'action, préparant le renversement de la démocratie bourgeoise à l'étape suivante. « Toute autre politique, affirme-t-il, est une tentative fâcheuse et sans espoir de cimenter la démocratie bourgeoise qui est inéluctablement vouée à l'effondrement, quelle que soit l'issue militaire immédiate de la guerre civile ». C'est parce qu'il défend la propriété que le Front populaire prépare le triomphe du fascisme : « sans révolution prolétarienne, la victoire de la démocratie signifierait seulement un détournement aboutissant au même fascisme. »

Trotsky souligne le fait que Nin admet que la révolution a reculé. Il écrit : « Nin oublie d'ajouter : avec la coopération directe de la direction du P.O.U.M. qui, sous le couvert de la « critique », s'est adaptée aux socialistes et aux staliniens, c'est-à-dire à la bourgeoisie, au lieu d'opposer, à toutes les étapes, son parti à tous les autres partis et de préparer ainsi la victoire du prolétariat. Nous avons prédit à Nin, au début même de la révolution espagnole, il y a six ans, les conséquences de cette funeste politique d'hésitation et d'adaptation. »

Contrairement à ce que croit Nin, ce n'est pas l'exclusion du P.O.U.M. du gouvernement catalan qui marque le début de la réaction mais son entrée dans ce gouvernement. En réalité, souligne Trotsky, « il faudrait dire : « Notre participation au gouvernement catalan facilite à la bourgeoisie la possibilité de se renforcer, de nous chasser et d'entrer ouvertement dans la voie de la réaction ». Au fond, le P.O.U.M. se trouve encore maintenant à moitié dans le Front populaire. Les chefs du P.O.U.M. exhortent plaintivement le gouvernement à entrer dans la voie de la révolution socialiste. Les chefs du P.O.U.M. engagent respectueusement les chefs de la C.N.T. à comprendre, enfin, l'enseignement marxiste sur l'Etat. Les chefs du P.O.U.M. se considèrent comme les « conseillers révolutionnaires » près des chefs du Front populaire ».

Que faire ? « Il faut mobiliser ouvertement et hardiment les masses contre le gouvernement de Front populaire. Il faut dévoiler devant les ouvriers syndicalistes et anarchistes la trahison de ces messieurs qui se donnent le nom d'anarchistes, mais s'avèrent en réalité de simples libéraux. Il faut fustiger impitoyablement le stalinisme comme la pire agence de la bourgeoisie. Il faut se sentir les chefs de la nasse révolutionnaire et non les conseillers auprès du gouvernement bourgeois. »

Même si l'armée « républicaine » l'emporte sur celle de Franco, la victoire de la révolution sera loin d'être assurée. cette victoire, en effet, « signifiera nécessairement une explosion de guerre civile dans le camp républicain ». « Dans cette nouvelle guerre civile, le prolétariat ne saurait vaincre que si, à sa tête, se trouvait un parti révolutionnaire inflexible qui ait réussi à conquérir la confiance de la majorité des ouvriers et

des paysans semi-prolétaires. Mais si un tel parti n'apparaît pas à l'heure critique, la guerre civile à l'intérieur du camp républicain menace d'aboutir à la victoire d'un bonapartisme qui se distinguerait fort peu, par sa nature, de la dictature du général Franco. Voilà pourquoi la politique du Front populaire est un chemin détourné pour aller au même fascisme.»

En fait, comme en 1931, le problème central, aux yeux de Trotsky, est celui du parti, de la direction révolutionnaire. Et c'est pourquoi, une fois de plus, il s'en prend à Nin — celui dont il disait, le 14 avril, devant la commission Dewey : « C'est mon ami. Je le connais très bien. Mais je le critique très vigoureusement. » Il écrit : « La révolution recule », annonce sentencieusement Nin, préparant en fait... son propre recul (...). Si Nin était capable de réfléchir à ses propres paroles, il comprendrait que la révolution, si messieurs les chefs l'empêchent de s'élever jusqu'à la dictature du prolétariat, doit inévitablement descendre jusqu'au fascisme. Il en fut ainsi en Allemagne, il en fut ainsi en Autriche, il en serait ainsi en Espagne, seulement dans un délai incomparablement plus bref. »

Pour Trotsky, Nin et ses amis n'analysent pas correctement la situation et, surtout, ne vont pas jusqu'au bout des conclusions qu'il faut en tirer. « Quand Nin dit que les ouvriers espagnols peuvent aujourd'hui même encore s'emparer du pouvoir par la voie pacifique, il dit une contre-vérité flagrante. Aujourd'hui déjà, le pouvoir se trouve entre les mains des sommets militaires et de la bureaucratie en alliance avec les staliniens et les anarcho-réformistes. Dans la lutte contre les ouvriers, ces messieurs s'appuient sur la bourgeoisie étrangère et sur la bureaucratie soviétique. Parler dans ces conditions de la conquête pacifique du pouvoir, c'est se tromper soi-même et tromper la classe ouvrière. Dans le même discours, Nin dit que l'on veut enlever les armes aux ouvriers et leur recommande de ne pas les rendre. Le conseil, assurément, est juste. Mais quand une classe veut enlever à une autre les armes et que cette classe, notamment le prolétariat, se refuse à remettre les armes, cela signifie précisément l'approche de la guerre civile. » Et Trotsky s'en prend aux perspectives de Nin qu'il qualifie de « doucereuses » : « La doucereuse et fausse perspective de conquête pacifique du pouvoir renverse tous les raisonnements

radicaux de Nin sur la dictature du prolétariat ». L'essence de la politique de Nin réside là : « elle lui permet de ne pas tirer les conclusions pratiques de ses raisonnements radicaux et de continuer une politique d'oscillations centristes (...) La politique du P.O.U.M., ni par son contenu, ni par son ton, ne correspond à l'acuité de la situation. La direction du P.O.U.M. se console en pensant qu'elle est « en avant » des autres partis. C'est peu. Il faut se régler non sur les autres partis mais sur les événements, sur la marche de la lutte des classes. »

Ainsi, les phrases révolutionnaires de Nin ne parviennent pas à convaincre Trotsky que le P.O.U.M. s'est redressé. « Il faut, écrit-il, se détacher nettement, résolument, hardiment, du cordon ombilical de l'opinion publique bourgeoise. Il faut se détacher des partis petits-bourgeois, les dirigeants syndicalistes compris. Il faut aller aux masses, dans leurs couches les plus profondes et les plus exploitées. Il ne faut pas les bercer d'illusions sur une victoire future qui viendrait d'elle-même. Il faut leur dire la vérité, si amère soit-elle. Il faut leur apprendre à se méfier de l'agence petite-bourgeoise du capital. Il faut leur apprendre à se fier à elles-mêmes. Il faut indissolublement lier à elles leur propre sort. Il faut leur apprendre à créer elles-mêmes leurs propres organisations de combat — les soviets — en opposition à l'Etat bourgeois. »

Il s'interroge : « Peut-on espérer que la direction du P.O.U.M. accomplira ce tournant ? Hélas, l'expérience de six années de révolution ne laisse pas de place à de tels espoirs. Les révolutionnaires, à l'extérieur comme à l'intérieur du P.O.U.M., s'avèrent des banqueroutiers s'ils réduisent leur propre rôle à « exhorte » Nin, Andrade, Gorkin, de la même façon que ces derniers exhorent Caballero, Companys et autres. Les révolutionnaires doivent s'adresser aux ouvriers, à la base, contre les hésitations et les vacillations de Nin. » Déclaration, sur ce dernier point, toute platonique : les militants organisés dans le groupe *La Voix léniniste*, section espagnole de la IV^e Internationale, ni leurs camarades organisés dans le groupe rival *Le soviet*, très jeunes, presque toujours d'origine étrangère, n'auront ni les moyens ni le temps de s'adresser « à la base » pour dénoncer Nin, ni à l'intérieur ni à l'extérieur du P.O.U.M. dont la destruction approche.

LES JOURNÉES DE MAI

Le déroulement même des Journées de Mai va définitivement trancher la discussion entre frères ennemis. Face à la provocation organisée contre les travailleurs de la Telefonica par les hommes du P.S.U.C., les ouvriers de Barcelone ripostent par un soulèvement spontané. Pour Trotsky, « ce fait montre quel abîme s'était creusé entre les anarchistes et les poumistes d'un côté, et les masses ouvrières de l'autre. La conception propagée par Nin que le « prolétariat peut prendre le pouvoir par la voie pacifique » s'est avérée radicalement fausse. »

Pour Nin, le mouvement s'est produit parce que, faute d'avoir posé le problème de la réaction en termes politiques, l'« irritation accumulée de la classe ouvrière » avait fini par provoquer « une explosion violente, et, par suite, un mouvement spontané, chaotique et sans perspectives immédiates ». Le P.O.U.M. s'est placé aux côtés des travailleurs : « le cours de la lutte armée fut tel, l'élan des ouvriers révolutionnaires et l'importance des positions stratégiques conquises, qu'on aurait pu s'emparer du pouvoir ». Il précise pourtant : « notre parti, force minoritaire dans le mouvement ouvrier, ne pouvait prendre sur lui la responsabilité de lancer ce mot d'ordre, et ce d'autant plus que les dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I., en invitant de façon pressante, dans des allocutions radiodiffusées par les postes émetteurs de Barcelone, les ouvriers à abandonner le combat, semaient la confusion et le désarroi parmi les combattants. » Aussi, réclamant le retrait de la force publique et la promesse de ne pas désarmer les ouvriers, le P.O.U.M. appelle-t-il, dans la matinée du 7 à abandonner la lutte et à reprendre le travail.

Dans un texte rédigé pour le C.C. du P.O.U.M., le 12 mai,

Andrés Nin écrivait à ce propos : « Nous avons l'orgueil de proclamer que l'attitude de notre parti contribua efficacement à mettre fin à la lutte sanglante (...) et à éviter que le mouvement ouvrier se vit écraser par une féroce répression. » Le 28 mai, la *Batalla* était interdite. Le 16 juin, Nin lui-même était arrêté pour être assassiné par les hommes de Staline. La politique du P.O.U.M. n'avait pas empêché la répression féroce qui s'abattait sur tous les révolutionnaires espagnols. Pendant l'insurrection, Trotsky avait écrit : « Il faut prémunir l'avant-

MICHEL VARGA
OU VA L'U.R.S.S. ?
(Aux sources du conflit sino-russe)
Numéro spécial de LA VÉRITÉ
Prix : 3,50 F

garde révolutionnaire contre tout ce qui est ambigu, confus, équivoque, dans la couche supérieure du prolétariat, nationalement et internationalement. Celui qui n'a pas le courage d'opposer à la II^e et à la III^e la IV^e Internationale, celui-là

n'aura jamais le courage de mener les ouvriers aux combats décisifs », résument d'une phrase ce qu'avait représenté pour lui la ligne politique de Nin au cours de ces années de révolution espagnole.

LES LEÇONS GENERALES DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Ainsi, malgré les années consacrées à la formation de cadres communistes authentiques dans le sein de la *Gauche communiste*, malgré l'influence réelle acquise vers les années 33-35 dans l'avant-garde ouvrière espagnole, Trotsky se trouvait réduit, vis-à-vis de la révolution, au rôle de commentateur — d'autres disent « prophète » — à l'antipode de celui qu'il aspirait à jouer. Sous cet angle, on lui doit de brillantes analyses qui éclairent parfaitement certains aspects de la lutte des classes sur ce champ de bataille.

Sur la guerre civile — et ses conditions particulières — il écrit : « Dans la guerre civile, incomparablement plus que dans une guerre ordinaire, la politique domine la stratégie. Robert Lee, en tant que chef militaire, avait certainement plus de talent que Grant (5), mais c'est le programme de liquidation de l'esclavage qui a assuré la victoire de Grant. Pendant les trois années de notre guerre civile, la supériorité de l'art et de la technique militaires étaient souvent du côté de l'ennemi, mais, à la fin, ce fut le programme bolchevique qui l'emporta. L'ouvrier savait fort bien pour quoi il se battait. Le paysan hésita longtemps, mais, ayant comparé par expérience les deux régimes, il soutint finalement le camp bolchevique. En Espagne, les staliniens qui dirigent d'en haut le cheeur, ont avancé la formule à laquelle Caballero s'est rallié : *d'abord* la victoire militaire, et *ensuite* les réformes sociales. Ne voyant pas de différences radicales entre les deux programmes dans la réalité, les masses laborieuses, paysans surtout, tombent dans l'indifférence. Dans ces conditions, le fascisme vaincra inévitablement, parce que l'avantage purement militaire est de son côté. Des réformes sociales audacieuses constituent l'arme la plus efficace dans la guerre civile et la condition fondamentale de la victoire sur le fascisme. »

Sur les perspectives mondiales : « Si le fascisme l'emporte en Espagne, la France sera prise dans un état dont elle ne pourra pas se dégager. La dictature de Franco signifierait l'accélération inévitable de la guerre européenne, dans les conditions les plus difficiles pour la France. Il est inutile d'ajouter qu'une

nouvelle guerre européenne saignerait le peuple français jusqu'à sa dernière goutte de sang et le mènerait au déclin, portant en même temps un coup terrible à l'humanité entière. »

Sur le stalinisme et son rôle dans la révolution espagnole, il écrit : « Staline, certes, a tenté de transporter sur le terrain de l'Espagne les procédés extérieurs du bolchevisme : bureau politique, commissaires, cellules, guépées, etc. Mais il avait vidé ses formes de leur contenu socialiste. Il avait rejeté le programme bolchevique et, avec lui, les soviets en tant que forme nécessaire de l'initiative des masses. Il mit la technique du bolchevisme au service de la propriété bourgeoise. Dans son étroitesse bureaucratique, il s'imaginait que des commissaires en eux-mêmes étaient capables d'assurer la victoire. Mais les commissaires de la propriété privée ne se sont trouvés capables que d'assurer la défaite (...) Ni l'héroïsme des masses, ni le courage des révolutionnaires isolés ne manquèrent. Mais les masses furent laissées à elles-mêmes et les révolutionnaires à l'écart, sans programme, sans plan d'action. Les chefs militaires se soucièrent plus de l'écrasement de la révolution sociale que des victoires militaires. Les soldats perdirent confiance dans leurs commandants, les masses dans le gouvernement ; les paysans se tinrent à l'écart, les ouvriers se lassèrent, les défaites se succédaient, la démorisation croissait. Il n'était pas difficile de prévoir tout cela au début de la guerre civile. Se posant comme tâche le salut du régime capitaliste, le Front populaire était voué à la défaite militaire. Mettant le bolchevisme la tête en bas, Staline a rempli avec succès le rôle principal de fossoyeur de la révolution. » « La révolution espagnole montre une fois de plus qu'il est impossible de défendre la démocratie contre les masses révolutionnaires autrement que par des méthodes de réaction fascistes. Et inversement, il est impossible de mener contre le fascisme une lutte véritable autrement que par les méthodes de la révolution prolétarienne. » Telle est la conclusion la plus générale que les événements révolutionnaires dans le monde depuis un quart de siècle n'ont en rien — bien au contraire — contredite.

LA NECESSITE DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

La classe ouvrière espagnole n'a pas eu, en 1936-37, l'outil qui avait permis la victoire de la Révolution en Russie, un parti révolutionnaire ; selon Trotsky, c'est dans cet échec des révolutionnaires que résidait la cause fondamentale de la défaite de la révolution. Pour lui, « en dépit de ses intentions, le P.O.U.M. s'est trouvé en fin de compte, le principal obstacle sur la voie de la construction d'un parti révolutionnaire. » Sa destinée mérite d'être méditée. Trotsky écrit à ce sujet : « Le problème de la révolution doit être pénétré jusqu'au fond, jusqu'à ses dernières conséquences concrètes. Il faut conformer la politique aux lois fondamentales de la révolution, c'est-à-dire au mouvement des classes en lutte, et non aux craintes et aux préjugés superficiels des groupes petits-bourgeois qui s'intitulent Front populaire et bien d'autres choses. La ligne de moindre résistance s'avère dans la révolution, la ligne de la pire faillite. La peur de s'isoler de la bourgeoisie conduit à s'isoler des masses. S'adapter aux préjugés conservateurs de l'aristocratie ouvrière signifie trahir les ouvriers et la révolution. L'excès de prudence est l'imprudence la plus funeste. Telle est la principale leçon de l'effondrement de l'organisation politique la plus honnête de l'Espagne, le P.O.U.M., parti centriste. »

Il reste pourtant qu'une fois de plus, depuis la victoire de Staline en Union soviétique, Trotsky n'a eu raison en Espagne

que de façon négative : les « bolcheviks-léninistes » espagnols, pas plus que les trotskystes allemands ou français n'ont été capables de construire l'outil révolutionnaire qu'il les appelait à créer ; la IV^e Internationale, à cette date, était en fait incarnée par cet homme tout seul, géant dominant de sa pensée et de l'expérience d'un tiers de siècle de combats révolutionnaires ses partisans et ses adversaires. L'impuissance et les mortelles divisions des trotskystes espagnols, leur tragique incapacité à orienter dans la voie du marxisme révolutionnaire les groupes de jeunes socialistes, de militants libertaires, comme *Les Amis de Durruti* qui, incontestablement, évoluaient dans sa direction, n'offrent pas un bilan plus séduisant que celui de la direction du P.O.U.M. Faut-il, comme certains, en conclure que Trotsky, en s'acharnant à bâtrir la IV^e Internationale, chevauchait encore un vieux rêve dépassé, celui de la révolution mondiale, et que l'ère des révolutions qui s'était ouverte avec l'Octobre 1917 s'était également, par la force des choses, terminé avec elle ? Ce serait faire preuve d'un remarquable optimisme quant aux capacités du capitalisme à organiser le monde, à assurer sa domination par l'homme — un optimisme, une confiance que rien, dans l'histoire de l'humanité, depuis les heures tragiques de la chute de Barcelone, n'est venu confirmer, bien au con-

traire : l'Espagne, sous Franco, est là pour le rappeler à qui aurait tendance à l'oublier.

La grande leçon qui se dégage de l'œuvre de Trotsky — et en particulier des pages consacrées à la révolution espagnole — c'est l'affirmation que l'humanité — c'est-à-dire la classe sur qui repose son avenir, la classe ouvrière — est en définitive maîtresse de son propre sort et qu'il lui appartient, en utilisant les mécanismes des lois historiques, de mettre fin au régime capitaliste. Celui qui ne croit ni aux capacités de la classe ouvrière, ni à la nécessité de son affranchissement du joug de l'exploitation, en un mot, celui qui, ne croyant pas à la révolution est, dans les faits, contre elle, celui-là peut à bon droit traiter d'*« utopie »* la construction de la IV^e Internationale proclamée par Trotsky. En revanche, tous ceux qui pensent que l'humanité n'est pas, pour le reste des temps, vouée aux régimes de dictature terroriste, Hitler ou Mussolini, Trujillo, Tchang Kai-chek, Castelo Branco ou Ky, aux camps de concentration, aux bombardements au napalm et aux brûlures atomiques, aux pogroms et aux lynchages racistes, tous ceux qui croient que les batailles perdues recèlent des leçons qui permettent de remporter un jour la victoire, ceux-là savent que se pose le problème d'une organisation révolutionnaire mondiale, de l'Internationale.

Ceux-là méditeront les lignes consacrées par Trotsky à l'ultime avertissement de l'histoire avant la deuxième guerre mondiale et se souviendront que les révoltes — ces locomotives de l'histoire, comme disait Karl Marx — peuvent prendre parfois de vitesse les révolutionnaires les mieux intentionnés. La faillite de Nin — révolutionnaire intègre — était inscrite dans ses erreurs politiques. Un marxiste révolutionnaire ne peut se permettre de proclamer que « la dictature du prolétariat existe » — alors que les appareils bureaucratiques sont en train de transformer en coquilles vides les comités qui pouvaient, par la mobilisation des masses, devenir des soviets authentiques, et alors que subsiste, même s'il n'est que « fantomatique » comme disait Trotsky, un Etat bourgeois qui aspire à sa revanche et ne manquera pas de pseudo-socialistes et pseudo-révolutionnaires pour œuvrer à sa restauration : un marxiste révolutionnaire ne peut pas, en proclamant qu'existe un Etat ouvrier,

se permettre de démobiliser les masses qu'il devrait conduire à la lutte pour l'instaurer. Un marxiste révolutionnaire ne peut pas, non plus, se permettre, sous prétexte de ne « pas s'isoler » et de « ne pas aller contre le courant », de s'adapter aux préjugés des masses dictés par les appareils réformistes, de s'abstenir de critiquer, de se faire « conseiller » des chefs portés au pouvoir par la première vague révolutionnaire, d'exhorter à l'action révolutionnaire ces mêmes « chefs » qui ont peur des masses, en un mot, de renoncer à être, à chaque instant, le fidèle interprète des besoins historiques des masses ouvrières et paysannes pauvres, leur direction révolutionnaire. Lorsqu'un révolutionnaire de rare mérite, comme Andrés Nin, a commis de telles erreurs, l'histoire est là pour témoigner que les générations suivantes doivent les payer, des décennies durant, de leur chair et de leur sang. Tel est l'essentiel du message de Trotsky sur l'Espagne, un message adressé aux militants révolutionnaires qui seraient tentés de penser qu'il existe, sur la voie de la lutte pour le pouvoir, des raccourcis et des substituts à l'organisation pour l'action consciente des masses laborieuses.

Pierre BROUE.

(1) Trotsky a donné le nom de « troisième période d'erreurs de l'I.C. » à la politique ultra-gauche menée entre 1927 et 1934, entre l'abandon de la politique opportuniste qui avait provoqué la catastrophe chinoise, et l'adoption de la politique des fronts populaires.

(2) Andrés Nin, dans les thèses publiées en vue du congrès dans un bulletin intérieur du P.O.U.M. le 5 avril 1937 écrit : « Le mouvement (pour le Front populaire) était si écrasante que notre parti fut contraint de s'y joindre. Cette tactique, qui nous sauva d'un isolement complet, nous permit de nous rapprocher de larges masses qui jusqu'à ce moment nous étaient restées inaccessibles et auprès de qui nous sommes capables de développer nos vues. »

(3) Il convient d'apporter cependant cette précision que Trotsky considérait néanmoins la Révolution espagnole à ses débuts, comme une « révolution hybride, confuse, mi-aveugle, mi-sourde ». (Les ultra-gauches en général et les incurables en particulier), « Ecrits », t. III, p. 528.)

(4) Selon le témoignage d'un trotskiste présent à Barcelone, Nin se serait refusé à toute discussion sur la question, jugeant « impossible d'agir autrement ». Andrade, qui qualifiait la position de Nin de « centriste » dans le P.O.U.M., aurait au contraire insisté pour que la discussion soit menée avec Trotsky.

(5) Au cours de la guerre de Sécession à l'intérieur des Etats-Unis, le général Lee commandait l'armée du Sud esclavagiste et le général Grant l'armée du Nord.

LE FRONT POPULAIRE TRENTÉ ET UN ANS APRÈS

UN ANNIVERSAIRE ACTUEL...

L'approche du trentième anniversaire de « Juin 36 » a suscité, ces dernières années, un intérêt renouvelé pour le plus vaste mouvement de grève des ouvriers français et pour ce que certains appellent « l'expérience Blum » : ouvrages d'historiens, souvenirs de militants, débats sur ce thème (1).

Trente ans après, personne ne cherche plus à esquiver la question, que — en l'absence d'un parti révolutionnaire capable de se faire entendre de la classe ouvrière — tous les partis du Front Populaire réussirent alors à escamoter :

« La situation était-elle objectivement révolutionnaire, c'est-à-dire par l'ensemble des facteurs intérieurs et extérieurs et subjectivement par le niveau de conscience et d'exigence des ouvriers

occupant les usines ? » (Paul Noirot, rédacteur en chef de *Démocratie Nouvelle*, p. 15).

Les réponses sont aussi nettes que l'est devenue la question. A la suite des historiens qui se réclament du Parti Communiste, J. Duclos, membre du B.P. du P.C.F., répond en 1966 :

« La situation n'était pas révolutionnaire et ne permettait pas d'aller à une révolution socialiste. » (D.N. p. 39.)

Jugement que complète ainsi F. Billoux, membre également du B.P. du P.C.F. :

« Par exemple, maintenant nous pouvons dire qu'une démocratie véritable pourra déboucher dans un avenir relativement proche sur un système socialiste. Est-ce qu'en 1936 nous pouvions le dire, je ne le crois pas. » (D.N., p. 34.)

LE PROBLEME DU POUVOIR

Les dirigeants communistes aujourd'hui convaincus du passage par des voies pacifiques d'une « démocratie nouvelle » — dont ils ne précisent jamais en quoi elle est différente de la démocratie... ancienne — au socialisme ne redoutent pas le paradoxe. Au moment où l'état gaulliste met en application le V^e Plan et ses instruments d'application (Réforme administrative, Réforme Fouchet, etc.) et ne cesse de porter de nouveaux coups à la classe ouvrière, le B.P. du P.C.F. prévoit le « système socialiste pour un avenir rapproché ». Mais quand la grève en masse s'étend à la manière d'un feu de brousse — car les dirigeants communistes comme ceux de la S.F.I.O. et de la C.G.T. se gardent bien de lui donner une direction centrale et un programme — d'une usine à l'autre, des couches les plus avancées aux couches les plus arriérées du prolétariat, de Paris à la Province, la situation n'est pas révolutionnaire et ils réaffirment ce que Thorez déclarait le 11 juin 1936 :

« Il n'est pas question de prendre le pouvoir, toutes les conditions ne sont pas encore réunies pour le pouvoir des Soviets en France. » Pour les dirigeants du P.C., les conditions nécessaires à la prise du pouvoir ne sont jamais réunies !

Pour D. Guérin, militant de la Gauche Révolutionnaire, que dirige, au sein de la S.F.I.O., M. Pivot :

« Le comportement des masses était révolutionnaire en ce sens qu'il rompait avec l'ordre établi... et la grève généralisée pose la question même de l'existence du capitalisme. » (Front Populaire, révolution manquée, p. 120.)

G. Lefranc se référant à la préface de *l'Histoire de la révolution russe* de Trotsky, plutôt qu'à son article du 9 juin 1936 « La révolution française a commencé », affirme prudemment :

« Si le trait le plus incontestable de la Révolution est l'intervention directe des masses dans les événements historiques, alors la France de 1936 a connu des heures révolutionnaires. » (Hist. du F.P. p. 137.)

Aucun doute possible pour Trotsky : « C'est la grève, c'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs. C'est le début classique de la Révolution » écrit-il le 9 juin 1936. L'article vaut au premier numéro de *la Lutte Ouvrière* (12 juin 1936) d'être saisi et détruit sur ordre du ministre de l'Intérieur du gouvernement Blum, le socialiste Salengro, qui montre par là à quel point il jugeait dangereuse l'expression

— même dans un petit hebdomadaire — du sens réel mais inconscient de l'action des masses.

Oui, la question du pouvoir était posée, non seulement par l'existence même de la grève générale, mais par l'occupation des usines, la création de comités d'usines, la transformation de certains comités locaux de la C.G.T., simples organes de liaison et de propagande, sans vie réelle, en véritables organes exécutifs, et l'apparition à travers ces luttes d'une nouvelle génération de militants, « les hommes de juin 36 ». L'occupation de l'usine était la première atteinte à l'un des principes fondamentaux du régime capitaliste : la propriété privée. Le comité d'usine comme le « soviet de banlieue » dont parle Guérin (p. 120) étaient les éléments d'un double pouvoir, le premier dans l'usine, le second dans la commune des Lilas. Tous deux étaient des organisations autonomes de la classe ouvrière, qui ne se sont pas développées parce qu'il n'y eut pas de parti révolutionnaire capable d'intervenir au sein des masses pour empêcher l'étofflement du mouvement par les directions des organisations ouvrières : celles-ci laisseront sans réponse les propositions de gestion ouvrière des entreprises que suggéraient certains délégués d'usines métallurgiques. Elles se sont refusées à donner suite à la seule initiative tentée pour unifier les comités d'usines de la métallurgie parisienne : s'étende au secteur public mais que la lutte passe à une « seconde étape » : l'unification et la centralisation du mouvement sur le plan celle du comité de grève de l'usine Hotchkiss à Levallois, le 11 juin 1936. Elles empêchent non seulement que le mouvement professionnel et sur le plan géographique. Ce faisant, elles ont absolument bloqué le développement de la lutte, par le maintien de la dualité de pouvoir au niveau de chaque usine. En faisant évacuer les usines après les Accords Matignon, elles l'ont scientifiquement détruite. Ce fut la contre-partie implicite des concessions arrachées au patronat par la lutte des ouvriers : leurs dirigeants s'employèrent dès lors à leur enlever l'une des armes dont ils venaient d'éprouver le tranchant et l'efficacité : la grève sur le tas. Les directions de la classe ouvrière et la bourgeoisie, par l'entremise du gouvernement de Front Populaire avaient évité le pire : que la lutte passe à un niveau supérieur d'organisation et que la question du pouvoir soit clairement et ouvertement posée. Pour cette besogne contre-révolutionnaire, elles s'étaient servies d'un instrument adéquat : le Front Populaire pour le Pain, la Liberté et la Paix, dont le P.C. avait le premier lancé l'idée à une période électorale : celle des élections cantonales d'octobre 1934.

QU'EST-CE QUE LE FRONT POPULAIRE ?

U. Lefranc le définit sans plus de commentaires, comme une association aux socialistes et aux communistes, de socialistes indépendants et de radicaux, à laquelle s'étaient jointes de nombreuses associations (ce qui est rigoureusement exact) et prend bien soin de distinguer entre Front Populaire et Front Unique qui, dit-il à juste titre, convient mieux à un accord entre socialistes et communistes.

Par la définition qu'il en donne :

« Front Unique des partis socialistes et communiste, union des Gauches et mouvement de masse très puissant et très large à la base » (D.N., p. 15), P. Noirot entretient au contraire la confusion entre deux alliances de nature différente : le Front Populaire, union de partis ouvriers avec un parti bourgeois (en 1936 le parti radical) et le Front Unique, alliance des partis ouvriers unis dans une défense commune des intérêts de classe des travailleurs contre la bourgeoisie et son Etat. Cette définition confucianiste suggère en outre l'idée d'une progression logique du Front Unique à l'Union des Gauches, de l'Union des Gauches à un mouvement de masse large et puissant, ce que paraît confirmer une analyse superficielle des événements qui secouèrent la classe ouvrière française entre le 12 février 1934 et les grèves de mai-juin 1936.

En réalité, le Front Unique imposé à la direction communiste par le brusque revirement de l'I.C. en mai 1934, et à celle de la S.F.I.O. par l'action des travailleurs socialistes et communistes, fut, par l'alliance avec le parti radical, rapidement dévoyé en Front Populaire par ces directions. Celles-ci le justifiaient par la nécessité de rallier à la classe ouvrière les classes moyennes pour lutter contre le fascisme. Autant il est juste de chercher à gagner la petite bourgeoisie à la cause du prolétariat, autant le moyen proposé allait à l'encontre du but recherché.

En effet, l'identification des classes moyennes au parti radical « à l'aide duquel la grande bourgeoisie maintient les espoirs de la petite bourgeoisie en une amélioration progressive et pacifique de sa situation » (Ecrits de Trotsky, T. II, p. 9) est une escroquerie politique. De plus, la petite bourgeoisie basculera du côté du prolétariat, pour autant que celui-ci fera la preuve de sa détermination et de sa capacité révolutionnaires à lutter contre la bourgeoisie et lui apparaîtra comme la classe la plus dynamique.

Or, par sa nature même, le Front populaire ne pouvait que détourner les travailleurs de la lutte révolutionnaire. Les directions ouvrières se sont servi de l'alliance avec le parti radical pour

ligoter la classe ouvrière à la bourgeoisie, en lui enlevant toute possibilité d'une action de classe indépendante et en la mobilisant sur un programme qui n'était pas le sien mais celui de l'ennemi de classe.

C'est pourquoi il ne peut y avoir ni « bon », ni « mauvais » Front Populaire. Partiellement consciente de la duperie politique qu'est un Front Populaire, la Gauche Révolutionnaire de la S.F.I.O. n'en comprit pas cependant la nature profonde et adopta une position ambiguë que D. Guérin analyse fort bien :

« Nous ne pouvions entériner ni la collusion électorale, ni les comités parlementaires, mais nous ne pouvions pas non plus, en condamnant sans appel le Front Populaire, apparaître comme nous isolant du formidable mouvement, issu du plus profond des masses qui, depuis 1934, revigorait la France (...) Nous étions des adversaires du Front Populaire n° 1 et des partisans enthousiastes du Front Populaire n° 2 (...) Nous crûmes trouver une solution (...) en nous faisant les champions d'un "Front Populaire de combat" qui devait dissiper les illusions électorales et faire passer les masses à l'action directe extra-parlementaire. » (Front Populaire... p. 93-94.)

La Gauche Révolutionnaire n'était pas la seule à défendre cette position ambiguë. L'un des dirigeants du Groupe Bolchevik-Léniniste : P. Frank devenu depuis membre du Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale ne titrait-il pas un article de la Vérité du 2 novembre 1934 : « Front Populaire oui, mais pour le combat ! » De même le groupe Que Faire ? que rejoignait ouvertement A. Ferrat après son exclusion du Comité Central du P.C.F. en juin 1936 distinguait entre le Front Populaire réel et le Front Populaire légal, défendant le premier contre le second. Par cette distinction, ils se condamnaient à ne pas comprendre la nature contre-révolutionnaire du Front Populaire. Le programme de Rassemblement Populaire si péniblement élaboré et, connu en janvier 1936, était le résultat de la capitulation totale des dirigeants socialistes et communistes devant les exigences du parti radical qui remit ainsi au goût du jour son vieux programme de défense des libertés démocratiques. Ne pas comprendre la nature du Front populaire, c'était se mettre dans l'impossibilité de comprendre celle des gouvernements de Front populaire : ce que Lénine a écrit en 1917 sur l'Etat, qui ne peut être que la dictature de la classe dominante sur les autres classes, était intégralement méconnu sinon purement et simplement passé sous silence.

LE GOUVERNEMENT DU FRONT POPULAIRE AU SERVICE DE L'ETAT BOURGEOIS

Or seul de tous les participants à la Table Ronde de Démocratie Nouvelle, R. Vilar, sans y apporter de réponse et sans qu'il lui en soit donné une, pose cette question fondamentale :

« ...Est-ce que nous devons toujours aller de grandes victoires en grandes victoires, mais en victoires qui durent 6 ou 8 mois, réaliser des conquêtes fondamentales pour l'avenir, mais qu'on ne peut pas exploiter jusqu'au bout, conquêtes irréversibles certes, mais qui ne changent pas le problème de l'essence de l'Etat : celui d'une classe dirigeante qui tient les rênes ? » (D.N., p. 35.)

Effectivement, l'accession au pouvoir, pour la première fois, d'un gouvernement dirigé par un socialiste, le vote tambour battant des « lois sociales » dans la semaine qui suivit son investiture ne changeaient rien à la nature de l'Etat, dont tout l'appareil administratif, judiciaire, militaire restait en place, ne dépossédaient nullement la bourgeoisie de ses postes-clés dans l'économie. Et cependant, dans ce gouvernement dirigé par un socialiste dont les premières mesures apportaient quelques satisfactions à la classe ouvrière, celle-ci crut reconnaître son gouvernement. Quel parti aurait pu dissiper cette illusion ? Ni la S.F.I.O., parti de gouvernement, rallié à la bourgeoisie depuis la faillite de la II^e Internationale en 1914, ni le P.C. dont la politique est le reflet national de la politique internationale du gouvernement soviétique. Le ralliement de l'U.R.S.S. au système de la « Sécurité collective » ébauché depuis 1933, devint éclatant lorsqu'elle

adhéra, en septembre 1934, à la S.D.N. « cette caverne de brigands ».

Aussi, en octobre 1934, le P.C. lançait-il l'idée du Front Populaire, prélude à son ralliement à l'Union Sacrée. Lorsqu'après la signature du pacte franco-soviétique Staline fit connaître qu'« il comprenait et approuvait pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité », le P.C. se rallia sans hésitation à une politique de Défense Nationale, aboutissement logique d'une politique d'alliance avec la bourgeoisie. Or, une fois sa grande peur passée, les Accords Matignon à peine signés, le patronat remettait en question, à l'abri d'un gouvernement qui restait celui de l'état bourgeois, les avantages acquis par la classe ouvrière. Tandis que se préparait la contre-attaque patronale, le gouvernement cédait sur les points essentiels : la monnaie et la Défense Nationale, à toutes les exigences de la bourgeoisie. Il n'est plus possible de dissimuler aujourd'hui l'impuissance des gouvernements de Front Populaire, à commencer par celui de Blum, mais à travers les exemples dispersés et fragmentaires de Démocratie Nouvelle, il n'est pas aisément d'en saisir les racines profondes et d'en comprendre tous les aspects. Ceux-ci, en revanche, sont suffisamment décrits dans les autres ouvrages cités pour que nous n'ayons pas besoin de nous y étendre outre mesure. Encore qu'il faille nuancer. G. Lefranc, militant alors

à la S.F.I.O., s'ingénier à justifier les mesures du gouvernement Blum par les difficultés et nécessités — certes réelles — du moment, mesures pourtant bien difficiles à défendre si on se place du point de vue des intérêts de la classe ouvrière. L'impuissance du gouvernement Blum est longuement décrite par D. Guérin. Sans sous-estimer cet aspect, P. Broue et N. Dorey s'attachent à montrer l'effritement des conquêtes ouvrières dû autant à l'offensive patronale qu'à l'action des directions ouvrières qui usent et détruisent la combativité du prolétariat dans des actions isolées et se font les complices de la bourgeoisie. Ainsi la C.G.T. fit propagande pour la loi d'arbitrage, votée le 31 décembre 1936, qui soumettait les conflits du travail non réglés par une commission paritaire à la sentence d'arbitres et même de surarbitres qui furent souvent choisis parmi les membres du Conseil d'Etat... Par la première sentence rendue, la bourgeoisie imposait au prolétariat son droit de licenciement. Malgré l'ampleur du service rendu à la bourgeoisie à l'époque 36, le gouvernement Blum n'en demeurait pas moins à ses yeux un gouvernement de « gauche » à qui elle n'épargna aucune difficulté. Par la fuite des capitaux, elle le contraignait à dévaluer le franc, malgré ses promesses, dès septembre 1936. En revanche, lorsque trois « experts », techniciens des finances furent chargés le 5 mars 1937 de gérer le fonds d'égalisation des changes et de surveiller le marché des rentes, la première tranche d'un emprunt spécial pour la Défense Nationale fut couverte, le 12 mars, en quelques heures... L. Blum n'était que le « gérant loyal » des intérêts de la bourgeoisie. Et le 17 mars il ne put échapper à l'incident évité de justesse en février à Montrouge puis à Suresnes : un heurt direct entre sa police et la classe ouvrière. A l'appel des organisations de Front populaire, les ouvriers socialistes et communistes de Clichy s'étaient rassemblés pour disperser une réunion du Parti Social Français, que le gouvernement s'était refusé à interdire. Dans des conditions mal élucidées, la police tira, fit 5 morts et des centaines de blessés. La C.G.T. aussitôt canalisa les grèves spontanées, tandis qu'à la Chambre, J. Duclos prenait l'initiative de présenter un ordre du jour de confiance qui fut voté par la Gauche, les communistes y compris.

De tous les ouvrages cités, seule la revue *Démocratie Nouvelle* passe sous silence la « fusillade de Clichy », comme les divergences croissantes entre les partis membres du Front Populaire. A moins d'un an des élections législatives, il n'est certes pas opportun de rappeler, alors que la seule perspective tracée par le P.C. est le renouvellement de l'unité de la Gauche, réalisée pour les élections présidentielles, qu'un gouvernement d'Union des Gauches ne peut être que celui de la bourgeoisie et peut être contraint d'entrer en conflit direct avec le prolétariat. En 1935, le gouvernement Laval faisait tirer sur les ouvriers des arsenaux de Brest et de Toulon qui manifestaient contre la réduction de leurs salaires. En 1937, la police du ministre socialiste M. Dormoy tirait sur des ouvriers qui cherchaient à disperser une manifestation fasciste.

LE BILAN À LA VEILLE DU MASSACRE ET AUJOURD'HUI...

C'est, en effet, à la veille de la guerre qu'il nous faut d'abord dresser un bilan du Front Populaire : sur ce point aussi les appréciations divergent. Jugement mesuré de G. Lefranc qui titre ainsi son chapitre de conclusion : « Ni succès total, ni échec total » (Que sais-je, p. 114). Ou celui que portait G. Serret au Congrès de la C.G.T. de 1938, repris par P. Broue et N. Dorey :

« Le Front Populaire, formidable escroquerie sociale, n'a non seulement en fait rien su réaliser de ce qu'il avait promis, mais encore il est parvenu à faire accepter à la classe laborieuse ce qu'elle n'aurait jamais accepté d'un gouvernement réactionnaire. » (Le Mouvement Social, n° 54, p. 132-133.)

Ou celui de P. Noirot :

« ...non seulement toute une série de conquêtes politiques et sociales n'ont jamais pu depuis être remises durablement en question, mais, pour la première fois à cette échelle, la classe ouvrière a acquis le sentiment de sa puissance et de sa force lorsqu'elle est unie. » (D.N., p. 15.)

Nous reprendrons point par point le bilan dressé dans le même article par F. Billoux (D.N., p. 25) :

Comme l'écrit D. Guérin :

« C'avait été folie, en vérité, de croire que l'occupation de l'Etat pouvait conférer le pouvoir réel, et la possibilité d'utiliser la machine étatique dans l'intérêt de la classe opprimée. Le gouvernement à direction socialiste ne gouvernait qu'en façade. Le vieil appareil, intouchable et intouché, conservait la réalité du pouvoir. » (Front Populaire, p. 146.)

C'avait été folie pour la Gauche Révolutionnaire de croire comme l'écrivait M. Pivert à Trotsky en août 1935 que « les masses ouvrières groupées dans la II^e Internationale étaient capables d'évoluer, de modifier leurs perspectives et leurs tactiques et de reformer une avant-garde révolutionnaire sous le feu de leur propre expérience », (Front Populaire, p. 89) sans éviter de rompre avec la social-démocratie. La Gauche Révolutionnaire se réduisait au rôle d'une opposition de gauche à l'appareil réformiste dont elle pensait qu'il pouvait être encore redressé. Après la fusillade de Clichy, la Gauche Révolutionnaire faisait bientôt l'expérience des limites de la démocratie au sein de la S.F.I.O. Ses attaques contre le gouvernement Blum lui valurent d'être dissoute, sanction devant laquelle M. Pivert s'inclina. Les Pivertistes ne sortirent pas de la « vieille maison » ; ils en furent exclus en 1938 au Congrès de Royan. Contraints à la rupture avec le réformisme, les Pivertistes formaient le P.S.O.P. (Parti socialiste ouvrier et paysan) qui ne s'engageait pas complètement dans la voie du marxisme révolutionnaire. Son titre même prétrait à équivoque. Son programme préférait à la « dictature du prolétariat », celle des « classes travailleuses » et ne retenait pas le mot d'ordre de « défaitisme révolutionnaire » que les membres du P.S.O.P. estiment encore mal compris des masses. Et tout en proclamant son attachement à l'internationalisme prolétarien, le P.S.O.P. refusait d'adhérer à aucune Internationale, « la II^e, la III^e et la IV^e ne correspondant pas à l'idée qu'il se fait d'une véritable Internationale » (Front Populaire, p. 229). Cette adaptation au niveau politique des masses, le refus, en réalité, de l'internationalisme prolétarien, cette situation à mi-chemin entre le réformisme et le marxisme sont les traits permanents du centrisme. Mais le P.S.O.P. pouvait-il encore devenir le parti révolutionnaire qui avait tant manqué jusqu'alors ? P. Broue et N. Dorey en dressant ce bilan répondent négativement car, à la fin de 1938, il n'y a plus dans la classe ouvrière l'élan qui aurait pu répondre en 1936 aux appels à « l'action directe » que lancent maintenant, après deux ans de cruelles désillusions et de bureaucratisation effective du mouvement syndical, les militants du nouveau parti. Avec l'affaiblissement de la combativité ouvrière, les facteurs de désagrégation interne prennent rapidement le dessus : à la déclaration de guerre, le P.S.O.P. est littéralement décomposé. Ses chances s'étaient peut-être appelées « mai 36 » ou « mars 37 ». Sa longue hésitation à naître l'avait privé de ses forces vives » (Le Mouvement Social, n° 54, p. 130).

« Dans le bilan durable, il faut évidemment tenir compte en premier lieu de toutes les réalisations sociales.. »

A la veille de la guerre, les hausses de salaires sont depuis longtemps abolies par la hausse des prix qu'aucun gouvernement de Front Populaire n'a su empêcher. Les « 40 heures » ont été définitivement démantelées par les décrets-lois de décembre 1938 et ceux de mars-avril 1939. Les patrons peuvent en toute impunité refuser les conventions collectives, tourner les lois sur les délégués d'atelier et les congés payés. C'est pour la bourgeoisie, désormais, que « Tout est possible ». Il lui avait fallu moins de deux ans pour reprendre à la classe ouvrière ce qu'elle avait dû concéder pour sauver sa domination. La crise du capitalisme est telle que non seulement la bourgeoisie ne peut plus accorder la moindre réforme mais qu'elle doit reprendre au plus vite ce que la lutte de classe l'a obligée à céder.

P. Noirot écrit à juste titre que la classe ouvrière prend conscience de sa force lorsqu'elle est unie. Ce qu'il ne dit pas, c'est comment, par des grèves isolées et des échecs incessants, les dirigeants ouvriers la lui firent perdre et la détruisirent sciem-

notes de lecture:

LA QUESTION CHINOISE DANS L'I.C. - 1926-1927 (1)

Stimulé par les appétits des impérialistes qui entendaient se repartager la Chine en fonction des résultats de la première guerre mondiale, un mouvement révolutionnaire se déclencha en Chine dès la fin de la guerre. Parti, en mai 1919, des étudiants et de « l'intelligentsia » petite-bourgeoise, il ne tarda pas à gagner les couches profondes de la population : le jeune prolétariat chinois, essentiellement concentré dans les ports (Shanghai, Canton, etc.), ces enclaves de l'impérialisme ; puis les masses paysannes, affamées, livrées à la propriété foncière et à l'usure. (En 1927, on estimait que 88 % des terres cultivables appartenaient à 13 % de la population ; 65 % de la population était pratiquement sans terre.)

Ce sont ces masses, et d'abord ce jeune prolétariat, qui donnent son contenu social au mouvement. Elles menacent directement l'impérialisme dans ses bastions, les « concessions », elles remettent en cause toute la structure de la domination capitaliste en Chine. Le rôle dirigeant que tend à assurer ce prolétariat, numériquement faible (on estime à environ 3 millions le nombre d'ouvriers, plus 12 millions de travailleurs dans les industries artisanales et 30 millions de coolies), se manifeste par la rapidité avec laquelle il s'organise (les syndicats chinois, qui ne sont nés qu'après la fin de la guerre, comptent, dès 1925, 2.000.000 de membres).

Pour la débile bourgeoisie chinoise, qui ne cherche qu'à amé-

LE FRONT POPULAIRE TRENTÉ ET UN ANS APRÈS (suite)

ment en la conduisant, le 30 novembre 1938, à un échec suivi d'une répression sans précédent dans la France de l'entre-deux guerres. La classe ouvrière, démobilisée, rendue indifférente, se détourne de l'action politique :

« De toute part, les masses, découragées, quittent les organisations politiques de la classe ouvrière, Parti socialiste et Parti communiste. Seuls résistent encore les rares éléments qui continuent au travers des échecs à escamper qu'un redressement est possible, les imbéciles et les permanents » (Bulletin intérieur du P.S.O.P., début 1939, cité in le *Mouvement Social*, n° 54, p. 129).

Que pèsent à côté de ce bilan écrasant l'introduction, certes durable, des femmes dans la vie politique ou le succès des clubs d'aviation populaire sur lequel s'étend longuement P. Cot frappé du « scandale que constituait du point de vue de la justice sociale le fait que l'aviation était réservée à une toute petite minorité de Français » (D.N., p. 30).

« Une autre partie du bilan, poursuit F. Billoux... c'est que le Front Populaire a empêché le fascisme de triompher en France ». Or, comme le fait remarquer justement C. Audry, il n'y a pas de base, dans la France de 1934, à un parti de masse fasciste. L'action de l'Extrême-Droite culmine le 6 février 1934. En outre, la lutte contre le fascisme ne se mène pas sur le terrain parlementaire aux moyens de combinaisons électoralistes. En 1937, l'armée populaire espagnole donnait à Guadalajara, en triomphant d'une armée infiniment mieux équipée et entraînée, dont elle avait su désorganiser les rangs par les méthodes du défaitisme révolutionnaire, l'exemple de ce qu'est une lutte réelle contre le fascisme. Victoire sans lendemain. Les gouvernements de Front populaire n'empêchaient pas l'avènement de Franco, n'affaiblissaient nullement la domination hitlérienne et même n'évitaient pas à la France la constitution de l'état corporatiste de Vichy.

Enfin, conclut F. Billoux :

« ...la classe ouvrière a pris conscience d'un certain nombre de données qui n'étaient pas très claires chez elle ; c'est à ce moment que furent réconciliés le drapeau rouge et le drapeau tricolore, que furent réconciliées « la Marseillaise » et « l'Internationale ». C'est-à-dire que la classe ouvrière a pris conscience qu'elle avait à jouer non seulement son rôle de défense sociale mais son rôle national ». On ne saurait dire plus clairement comment le P.C. a réussi à substituer à la notion de classe, celle de nation, à l'internationalisme prolétarien, l'Union Sacrée. Et c'est effectivement par là que passe l'intégration du prolétariat à la société bourgeoise. En se plaçant sur la seule base de la Libération nationale, le P.C. se reconstituait dans la Résistance, qui « se serait passée de façon différente » s'il n'y avait pas eu le Front populaire, constate avec raison F. Billoux. Enfin, il ajoute :

« Le Front populaire a été une contribution énorme à la compréhension idéologique du rôle de la classe ouvrière. »

En un langage plus clair, n'est-ce pas l'idée que, tant qu'elle est « guidée » par le P.C., la classe ouvrière ne représente aucun danger pour la bourgeoisie. Très évidemment, le P.C. cherche à

rassurer une fraction de la bourgeoisie afin de renouveler son alliance avec elle ; peut-être faut-il y voir une discrète allusion aux nombreux services rendus... On ne saurait d'ailleurs saisir l'article de *Démocratie Nouvelle* sans le replacer dans la perspective électoraliste qui en est en quelque sorte le fil conducteur. Certes, tous les participants vantent les mérites de l'Union des Gauches. Mais les participants communistes en sont certainement les plus ardents défenseurs.

Comme le rappelle F. Billoux, à propos des élections cantonales de 1934 :

« L'union des communistes et des socialistes, ce n'était pas mal mais pas suffisant, il fallait plus... » (D.N., p. 20).

En 1935, ce « plus », ce fut le parti radical. Trente ans plus tard, en 1965 ce n'est plus seulement l'alliance des partis ouvriers avec plusieurs partis bourgeois : c'est l'éviction de la classe ouvrière de la scène politique. En ne présentant pas de candidat aux élections présidentielles, le P.C. a contraint le prolétariat à choisir entre ceux de la bourgeoisie : de Gaulle ou Mitterrand, le candidat de la Gauche dont le programme n'était en aucun de ses points celui de la classe ouvrière. En 1966, ce qu'a poursuivi et obtenu le P.C., c'est une entente avec la Fédération de la Gauche Démocratique qui a subordonné les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière à des nécessités uniquement électoralistes. L'axe de la politique du P.C. n'est plus la lutte contre le fascisme mais la lutte contre le pouvoir personnel, auquel il faut substituer une « démocratie nouvelle ». Cependant, le but poursuivi : le maintien de la domination bourgeoise, et les moyens utilisés restent les mêmes. Les enseignements du Front populaire, dit J. Duclos, « doivent nous aider à résoudre les problèmes qui pourront se poser devant nous, dans la perspective de notre combat pour le triomphe d'un régime démocratique dans notre pays » et, en particulier, à établir un programme commun capable « d'assurer une action cohérente de la part des partis de gauche, dont les opinions, c'est vrai sont divergentes sur un certain nombre de points, mais qui sont aussi en accord sur un grand nombre de problèmes. » (D.N., p. 48.)

Nous ne pouvons pas nous contenter de dénoncer cette escroquerie politique dont la classe ouvrière est toujours la dupe et la victime et qui n'est que l'un des aspects du soutien permanent et inconditionnel des appareils ouvriers à la bourgeoisie. C'est pourquoi le pas effectué par l'O.C.I. en présentant dans la région parisienne un candidat sur un programme de Front Unique Ouvrier a été une étape dans la lutte contre la subordination de la classe ouvrière aux intérêts de la bourgeoisie.

Françoise DELPHINE.

(1) Les leçons du Front populaire in *Démocratie Nouvelle*, mai 1966. P. Broué et N. Dorey : Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au front populaire (1936-1938) in le *Mouvement Social*, n° 54, janvier-mars 1966.

D. Guérin : Front populaire, révolution manquée, Paris 1963.

G. Lefranc : Histoire du Front populaire (1934-1938), Payot, Paris, 1965.

G. Lefranc : Le Front populaire, coll. Que sais-je, n° 1209, Paris, 1965.

G. Lefranc : Juin 36, « l'explosion sociale » du Front Populaire présentée dans la coll. Archives, Paris, 1966.

liser sa situation vis-à-vis de l'impérialisme et à édifier un régime politique stable et favorable à son développement (rétablir l'unité administrative contre les « seigneurs de la guerre » qui se partagent d'importantes zones du pays et l'unité du marché chinois), sans même pouvoir envisager une rupture avec l'impérialisme ou un bouleversement de la structure agraire, l'adversaire numéro un, ce sont les masses.

Bien que le parti politique de la bourgeoisie, le Kuomintang, qui se présente comme le parti de la lutte contre l'impérialisme (comme un « Front de libération »), ait une influence de masse, la situation révolutionnaire mûrit rapidement, et met à l'ordre du jour la révolution prolétarienne. Les grèves se succèdent, et gagnent en ampleur, pour aboutir, en 1925, à une mobilisation d'ensemble du prolétariat. A Canton, la grève générale impose sa loi. Parallèlement le mouvement gagne la campagne : les paysans s'organisent (en 1925, on compte 9.500.000 syndiqués paysans), prennent les terres, se vengent de leurs exploiteurs. La lutte atteint un niveau où la question du pouvoir ouvrier est clairement posée. Comme l'écrit H. Isaacs :

« Au fur et à mesure que se développait le mouvement de masse, il engendrait de nouveaux alignements politiques et sociaux. On ne pouvait espérer que l'ouvrier continuerait longtemps d'accepter la distinction formelle faite entre l'employeur étranger et l'employeur chinois — s'il existait pour lui une différence, elle résidait dans le fait que le dernier lui offrait sans doute de pires conditions de travail. On ne pouvait non plus espérer que le paysan se contente de promesses limitées et se retienne de passer à l'action, en fonction de ses propres intérêts, tels qu'il les comprenait. Les limites, formellement établies par les dirigeants du Kuomintang, furent rapidement dépassées. » (H. Isaacs, *The Tragedy of the Chinese Revolution*, Stanford University Press, p. 74.)

Mais existait-il en Chine une organisation politique, un parti, capable d'exprimer la volonté révolutionnaire des masses, de centraliser leur activité au compte d'une stratégie de conquête du pouvoir ? Certes, les révoltes sont des écoles de formation accélérée de révolutionnaires, et, très vite, le prolétariat chinois sélectionnait son avant-garde. Mais le rassemblement de cette avant-garde dans une organisation était une autre affaire. Le parti communiste chinois fut fondé en juillet 1921. Son congrès de fondation ne rassemblait que 12 délégués. Les effectifs du parti devaient rapidement croître après les événements de mai 1925 et atteindre 58.000 militants. Bien qu'il eût connu un développement numérique impétueux, il manquait, par la force des choses, d'expérience et de cadres. Il était très étroitement dépendant, dans sa définition d'une politique, de l'Internationale Communiste.

La direction de l'Internationale, alors directement contrôlée par Staline qui, dans le même temps, renforçait, à l'intérieur de l'U.R.S.S., en menant la lutte contre l'opposition, le pouvoir de la bureaucratie, lui dicta une politique qui reprenait celle des menchéviks, et que Lénine avait condamnée dès 1905 : celle de la « révolution par étapes ». La révolution chinoise connaissait, d'après Staline, une « étape démocratique-bourgeoise », pendant laquelle il était essentiel de maintenir l'alliance avec la bourgeoisie nationale. Pour ce faire, « il ne fallait pas effrayer » cette dernière, comme disaient les menchéviks en 1905 — en mettant en avant des revendications de classe. Il fallait donc maintenir le mouvement dans des limites bourgeoises, c'est-à-dire, en définitive, en remettre la direction à la bourgeoisie.

Concrètement, cela signifiait subordonner l'activité des communistes aux consignes données par le parti bourgeois, le Kuomintang. Le parti communiste chinois avait accepté de s'intégrer au Kuomintang, de devenir l'un des éléments de ce « Front ». Il renonça en fait à toute liberté politique, défendant, par des concessions successives, sa « place » au sein du Kuomintang. Le parti communiste chinois fut ainsi amené à s'opposer à la constitution de comités d'ouvriers et de paysans, à demander aux paysans de freiner le mouvement de reprise des terres, à accepter un contrôle draconien de la direction du Kuomintang sur les activités politiques et militaires ouvrières, à accepter même, à partir d'août 1926, au nom de « l'Union sacrée » avec la bourgeoisie nationale, que la loi martiale soit rétablie, à Canton, contre les travailleurs.

Ce faisant, le P.C.C. préparait la défaite, car le Kuomintang

attendait le moment favorable pour en finir avec le mouvement ouvrier. Comme le constate Isaacs, « alors qu'une stratégie purement passive dominait la pensée et l'action des communistes, il en allait tout différemment parmi les dirigeants du Kuomintang. »

Ainsi, c'est l'aile la plus consciente de la bourgeoisie — celle qui représentait le général Tchang-Kai-Tché — qui a l'initiative. Elle va pouvoir s'imposer comme un « interlocuteur valable » vis-à-vis de l'impérialisme en écrasant le prolétariat.

En mars 1927, Shanghai est occupée par les troupes de Tchang. Le prolétariat du grand port n'avait d'ailleurs pas attendu l'arrivée de l'armée régulière pour entreprendre la lutte contre les militaristes qui contrôlaient la ville. Le mouvement ouvrier y connaît un développement puissant et, comme quelques mois auparavant à Canton, la question du pouvoir se pose. Mais la direction du P.C.C. impose à ses militants d'accepter les ordres du Kuomintang : les éléments militaires communistes sont envoyés vers le Nord, les armes enterrées.

Et, le 12 avril 1927, Tchang-Kai-Tché passe à l'attaque. Devant une assemblée de cadres du parti à Moscou, Staline vient pourtant se porter garant de sa « discipline ». Pris par surprise, des milliers de communistes et de syndicalistes sont arrêtés et massacrés. La direction de l'Internationale Communiste n'en modifie pas pour autant les lignes directrices de sa politique : à défaut de l'unité avec la bourgeoisie nationale, elle recherche l'unité avec le fantôme de la bourgeoisie, c'est-à-dire avec quelques politiciens qui forment un « Kuomintang de gauche ». Au nom de cette unité, il ne faut surtout pas donner des arguments supplémentaires à l'aile du Kuomintang qui a choisi la rupture, il faut montrer dans les faits que le P.C.C. entend ne pas dépasser les limites fixées par la bourgeoisie. Et le P.C.C. continuera à s'opposer à la lutte des paysans en faveur de la réforme agraire. Très vite (en juillet 1927, tout sera fini), le Kuomintang de gauche s'effondrera, monnayant sa réunification avec l'aile dirigée par Tchang en trahissant tous les accords passés avec les communistes.

A la répression sauvage s'ajoutent les effets d'une profonde démolition, provoquée par la politique du P.C.C., par la défaite sans combat où elle a conduit. Livré à la bourgeoisie, le mouvement ouvrier se désagrège : alors qu'en avril 1927, le P.C.C. comptait environ 60.000 membres (dont plus de 50 % étaient des ouvriers), un an plus tard, il a perdu les 4/5 de ses effectifs.

Et c'est alors que l'Internationale Communiste tourne brutalement. Elle reprend le mot d'ordre des Soviets qu'elle a condamné pendant la période ascendante de la révolution, elle impose une insurrection sans espoir à Canton. Isolés, les communistes de Canton se soulèvent en décembre 1927. Au bout de quatre jours d'une lutte sanglante, la Commune de Canton est écrasée, et une féroce terreur blanche règne dans la ville.

Pour la direction de Staline, la Commune de Canton eut un avantage : elle coïncida avec le XV^e Congrès du parti bolchévik, à l'issue duquel l'opposition de gauche fut exclue. Face à ses critiques, la direction pouvait crier à la victoire. Les prolétaires de Canton tombaient pour le communiqué...

Pour le prolétariat chinois, la Commune de Canton achève son écrasement. La contre-révolution bourgeoise triomphe. La répression décuple le prolétariat chinois. Elle détruit physiquement l'avant-garde qui s'était forgée depuis 1919.

Les conséquences de cette défaite de 1927 furent immenses. A l'échelle mondiale, elle renforça l'isolement de l'U.R.S.S. En Chine, elle eut pour résultat plus de trente ans de dictature réactionnaire. Le massacre des cadres que le jeune prolétariat chinois s'était donné, interrompit, pour des décennies, l'affirmation politique de la classe ouvrière et donna par là-même un cours particulier à la révolution chinoise.

L'opposition entre la bureaucratie russe et la révolution chinoise, qui est au cœur du présent conflit, c'est dès 1927 qu'elle s'est affirmée, lorsque la direction de Staline sacrifia prolétaires et paysans chinois à un accord possible avec la bourgeoisie chinoise.

Les textes rassemblés par Pierre Broué et publiés par ED I, jusqu'à présent épars dans *Correspondance Internationale* où il n'était pas très facile d'aller les chercher, éclairent d'un jour cru la tragédie du prolétariat chinois et la nature de la politique stalinienne face à la révolution chinoise.

Broué a, en effet, rassemblé les textes principaux d'un conflit

dont le centre politique fut à Moscou. C'est en effet dans le parti russe que se joua le destin de la révolution chinoise. L'opposition, démoralisée à la fin de 1926, reprit l'offensive pour la défense de la révolution chinoise. Elle réussit à secouer le parti dont la direction Staline-Boukharine déterminait à elle seule, et dans le plus parfait secret, la politique chinoise, au point que Staline fut contraint d'exclure ses dirigeants avant le XV^e Congrès. La défaite de la révolution chinoise, due à la politique de Staline et de Boukharine, entraîna celle de l'opposition à la fois parce qu'un parti bolchévik démoralisé après l'écrasement du dernier espoir de révolution ne pouvait continuer le combat contre une direction constamment renforcée par les défaites qu'elle aidait le prolétariat international à subir, et parce que c'est autour de la défense de la révolution chinoise que l'opposition se constitua véritablement en tant qu'opposition internationale.

De ce point de vue, les divisions futures au sein de l'opposition entre « capitulateurs » et bolchéviks-léninistes se devinrent dans la lettre ici citée de Préobrjensky à Trotsky : « Je considère inopportun que vous soulevez la question chinoise... » (p. 323), lui écrit-il en 1928. Pour les opposants « russes » qui considèrent les questions proprement russes comme primordiales, le tournant de Staline vers la collectivisation et l'industrialisation apparaîtra comme une raison décisive pour se rallier à lui. Et il n'est nullement étonnant que les premiers grands opposants à capituler en s'appuyant sur ce raisonnement soient, en 1929, Radek, Préobrjenski et Smilga, c'est-à-dire trois adversaires de la « révolution permanente », qui n'ont cessé de sous-estimer les liens entre l'U.R.S.S. et le marché mondial et ont été amenés à considérer la politique internationale comme relevant de la tactique...

Dans les textes de Staline et de Martynov s'expriment tous les traits du stalinisme naissant, y compris le cynisme. Ainsi Staline parlant, le 30 novembre 1926, des troupes de Tchang-Kai-Tchek qui dans leur marche vers le Nord avaient abattu par centaines grévistes et paysans révoltés, déclare : « Les troupes révolutionnaires chinoises sont un facteur des plus importants de la lutte des ouvriers et paysans pour leur émancipation » (p. 21). Staline invente le concept dénué de tout contenu social de « pouvoir anti-impérialiste » — c'est-à-dire gouvernement bourgeois nationaliste — au nom duquel le stalinisme international soutiendra Mossadegh en Iran, Kassem et Aref (massacreurs de communistes) en Irak, Nasser (emprisonneur de communistes) en Egypte, etc. : « le futur pouvoir révolutionnaire de la Chine ne peut être qu'un pouvoir anti-impérialiste » (p. 23).

L'opportunisme défaitiste et contre-révolutionnaire du stalinisme apparaît ici en pleine lumière : le rapport des trois émissaires de l'Internationale Communiste, staliens et anti-trotskystes, intitulé *Lettre de Shanghai* (pp. 51-80), souligne à quel point la révolution chinoise était mûre, tout en rejetant la responsabilité de la déroute sur le parti chinois qui ne fut que l'exécutant docile des décisions prises par Staline et Boukharine, alors président de l'Internationale : « Le pouvoir était dans la rue, le Parti ne sut pas le prendre, il eut peur de le prendre » (p. 63).

Alors que cette lettre date du 17 mars 1927, Martynov, l'ancien menchévik de droite, introduit dans le parti par Staline en 1923, et son poulain docile, écrit le 1^{er} avril : « Les communistes pourront-ils arriver à participer au pouvoir sans une collision décisive sans une lutte aiguë avec le pouvoir existant, sans une deuxième révolution ? A notre avis, cette possibilité n'est pas exclue. » (p. 84) (souligné par nous). Malgré la prudence de la formulation, la thèse est claire : le rôle des communistes est au mieux d'arriver à obtenir quelques postes ministériels

dans un gouvernement Kuomintang. C'est ce qu'ils obtiendront dans le gouvernement Kuomintang de gauche de Hankéou qui massacrera communistes et paysans en lutte pour le partage des terres...

Après le massacre de Shanghai, qui représente une défaite physique terrible pour le prolétariat chinois, défaite physique qu'achèvera le massacre de la commune de Canton quelques mois plus tard, Boukharine, alors l'idéologue de Staline, écrit, le 4 juin 1927 : « La thèse qui soutient qu'il n'y a absolument aucun accord possible avec la bourgeoisie chinoise est fausse » (p. 239). En août Staline déclare tranquillement au Comité Central : « La révolution est entrée dans une nouvelle phase de développement... » (p. 251) — et de fait l'écrasement des révoltes chinoises, espagnole, grecque sera pour le stalinisme la phase essentielle de leur « développement » — « Les directives de l'I.C. furent absolument justes » (p. 258), « la direction de l'I.C. a été absolument juste » (p. 260) et, avec l'art de brouiller les cartes qui le caractérise, alors qu'il prépare le tournant aventuriste, ultra-gauchiste qui va consister à lancer le prolétariat chinois battu et en recul dans la construction des « soviets », il proclame : « Le résultat final de tout cela est l'éloignement de l'opposition de la tactique léniniste, l'introduction d'un esprit aventurier extrême-gauchiste dans sa politique » (p. 274).

La révolution chinoise est l'un des tournants du stalinisme : il serait faux en effet de voir dans les erreurs criminelles de Staline et de Boukharine l'expression d'une volonté consciente d'étrangler la révolution chinoise. La bureaucratie ne pouvait que mettre un certain temps à définir conscientement et clairement ses intérêts spécifiques, à savoir la nécessité pour elle de faire avorter impitoyablement toute révolution susceptible de rompre son isolement, base de son pouvoir. Mais si elle avait choisi Staline comme chef, c'est parce que les tendances profondes de ce dernier correspondaient à ses besoins encore plus ou moins inconscients. Staline ne s'intéressait pas au mouvement ouvrier international. Lors des discussions de Brest-Litovsk, il se fit rabrouer par Lénine parce qu'il considérait la paix comme un problème se posant « dans un seul pays » et niait l'agitation révolutionnaire en Allemagne. A la veille de la révolution allemande en août 1923, il écrit à Boukharine qu'à son avis il faut « retenir les Allemands » et non les pousser. Or ce n'est qu'un an et demi plus tard qu'il définira les linéaments du socialisme dans un seul pays. Sa prudence naturelle, son effroi constant devant l'idée d'une lutte politique à engager contre la bourgeoisie (2), son opportunisme foncier se transformeront en politique conscientement contre-révolutionnaire au fur et à mesure que la bureaucratie prendra clairement conscience de ses intérêts propres.

La meilleure conclusion que l'on puisse donner au dossier réuni par Pierre Broué, André Fontaine la donna dans *Le Monde* : « Tous les textes rassemblés par M. Broué sont accablants. On n'arrive pas à comprendre comment les communistes du monde entier n'ont pas vu à l'époque les dangers que faisaient courir à leur cause un tel aveuglement et une aussi parfaite mauvaise foi. »

François FORGUES et Jean-Louis SIMON.

(1) EDI Paris, 16,10 F.

(2) Cette peur apparaît en mars 1917 lorsque Staline affirme qu'il faut soutenir le gouvernement bourgeois du prince Lvov « dans la mesure où... » il fait des pas en avant. Le 24 octobre 1917, Staline appellera les masses... à faire pression sur le Gouvernement Provisoire dans son éditorial de Rabotchi Pout.

A L'AVANT-GARDE DE L'INTÉGRATION

Entre deux manifestations pro-gaullistes du groupe des 29 auquel il appartient (dont le dernier appel à voter pour Couve de Murville, qu'il signa avec les ex-staliens d'Astier de la Vigerie, Alain Le Lap et Pierre Le Brun), André Philip a écrit un petit livre sur le mouvement socialiste français : *Les Socialistes* (1).

Ce volume est à la fois un survol rapide de l'histoire du mouvement socialiste français et un examen des conditions de la naissance d'un mouvement socialiste « moderne ». L'idée centrale du livre est qu'après la scission de 1920, l'erreur des socialistes fut de vouloir reconstruire « la vieille maison » reposant sur la tradition guesdiste, au lieu « de s'émanciper du

passé et d'affirmer le socialisme humaniste traditionnel de ses débuts» (p. 63), c'est-à-dire rompre avec l'enseignement guesdiste, reflet (bien déformé, mais reflet quand même) du marxisme, fondé sur la notion de la lutte des classes, pour revenir au «socialisme» de collaboration de classes de Tolain et des soixante. Philip reproche donc à la S.F.I.O. de ne pas avoir liquidé son attachement formel à la lutte des classes pour s'intégrer mieux à la société bourgeoise. Il reprend la même idée à propos de la Libération; il y voit la deuxième occasion ratée par la S.F.I.O. de devenir le parti bourgeois qu'il appelle de ses vœux: «Une action hardie de la S.F.I.O., rompant avec un guesdisme rétrograde, s'affirmant dans les lignes de Jaurès et du socialisme français institutionnel et décentralisé, fusionnant, dans un Parti travailliste, les forces issues de la résistance, aurait évité la constitution du M.R.P. et constitué, face au Parti communiste, un Parti socialiste démocratique, capable de conquérir la majorité dans le pays» (pp. 111-112).

Entre temps, le livre est une course-poursuite à travers l'histoire parlementaire de la S.F.I.O. Et Philip nous donne toujours soigneusement les chiffres des élections qui fascinent cet ancien ministre. Tous les poncifs y passent, y compris «le style nouveau» de Mendès-France (pp. 151-152), «les forces vives» du pays (p. 181), etc.

Le livre contient de nombreux aspects réjouissants, qui en rendent la lecture distrayante: le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan créé par Marceau Pivert en 1938 devient le Parti Socialiste ouvrier révolutionnaire (p. 97). On y apprend que le Parti Socialiste autonome avait à sa création, en 1958, «15.000 militants dès le départ» (p. 242), alors que ceux qui vécurent cet incident, qui aurait pu être important, de l'histoire de la social-démocratie française, savent qu'à sa création le P.S.A. comptait environ 4.000 militants. On y trouve des formules prud'hommesques où l'on voit la lutte des classes, dépassée et désormais inexistante, réapparaître par la faute des syndicats et des licenciements; parlant de la grève générale du 30 novembre 1938 il écrit: «La grève générale échoue lamentablement et entraîne de nombreuses révocations; celles-ci créent un fossé entre les travailleurs et le Parti Radical, et rétablit une atmosphère d'opposition de classes qui avait été dépassée par l'esprit du Front populaire» (p. 96). O merveilles du jésuitisme parpaillot, dont Philip est un bel exemple: ce n'est pas le gouvernement bourgeois qui frappe les travailleurs et les matraque pour se venger de la peur de juin 1936 et mater la classe ouvrière avant de l'envoyer à la boucherie, c'est «la grève générale qui entraîne des révocations...».

Tout cela n'est d'ailleurs que broutille. L'essentiel du livre c'est un petit paragraphe final où, sous une forme caricaturale parce qu'il n'a aucune responsabilité dans le mouvement ouvrier,

Philip dit tout haut ce que d'aucuns pensent tout bas, tout particulièrement à la C.F.D.T.: «Si les milieux ruraux donnent naissance à une jeune élite d'entrepreneurs agricoles à tendances socialistes, si les cadres apparaissent comme une classe salariale montante innovatrice et créatrice, la majorité de ce qui constitue encore aujourd'hui la classe ouvrière représente un élément passif, révolté contre le système général de la grande industrie, rêvant d'un retour au petit artisanat, au petit commerce pré-industriel, détachée des problèmes réels qui se posent dans l'économie contemporaine, elle n'a plus de vocation créatrice ni de possibilité d'action réelle et efficace pour la transformation des structures contemporaines. Malgré l'emploi d'une phraséologie encore révolutionnaire, elle représente de plus en plus une force conservatrice, menacée dans son existence même par les progrès de la technique. Il convient de l'aider surtout dans ses éléments jeunes à franchir une phase de transition difficile et à s'adapter à un monde nouveau. Mais ce n'est plus d'elle, mais plutôt des agriculteurs et des jeunes cadres que viendra la force transformatrice des structures sociales.» (pp. 205-206).

Sous cet aspect outrancier s'exprime un blumisme dégénéré adapté à la phase actuelle du capitalisme français qui ne peut plus laisser de place au réformisme parlementaire classique. Pour s'adapter à la concurrence internationale, le capitalisme français doit organiser la déchéance systématique de la classe ouvrière française: il doit casser les prix de revient pour être compétitif; mais casser les prix de revient sur le dos des ouvriers en réduisant la part du capital investie dans les salaires ne peut se faire sans casser le mouvement ouvrier organisé. La résistance ouvrière à ce que Philip appelle hypocritement «une phase de transition difficile», elle passe par la défense de la nature de classe de ses organisations syndicales et politiques.

Le livre de Philip est, de ce point de vue, une machine de guerre contre le mouvement ouvrier et ses traditions. Sans doute le personnage d'André Philip est-il trop médiocre et son livre trop nul pour atteindre son but; mais ses idées sont celles des partisans de l'intégration du mouvement ouvrier à l'Etat, et des plus sérieux d'entre eux. De même que le Front Travailliste (gauche gaulliste) qui n'a par lui-même aucun sens, en prend un lorsqu'il défend la politique du «dialogue» entre l'état et les syndicats, c'est-à-dire la politique de la C.F.D.T., de même les idées de Philip, qui par elles-mêmes n'ont aucune valeur, en prennent-elles comme signe de ce à quoi toute une aile de la bureaucratie syndicale et l'orientation politique qui y correspond (le programme de la F.G.D.S.) mènent le mouvement ouvrier.

J.-L. SIMON.

(1) André Philip: *Les Socialistes*, Le Seuil, 6 F.

CANDIDAT DE LA F.G.D.S. A NEUILLY⁽¹⁾

Il fut un temps où Revel avait quelque talent, par exemple lorsque, dans *Pourquoi des Philosophes?* il ridiculisait quelques-unes des potiches les plus satisfaites de la philosophie bourgeoise contemporaine repue ou quelque peu tourmentée (Heidegger, Merleau-Ponty, Lacan). Depuis, Revel a pris du ventre et du menton; sa photo qui apparaît chaque semaine dans *l'Express* entre le sourire niais de Servan-Schreiber et les rides de Françoise Giroud, complète harmonieusement une sainte trinité petite-bourgeoise gavée. Il a parachevé cette évolution en devenant candidat à la députation pour la F.G.D.S. à Neuilly, candidat de la même formation que Maurice Faure à Cahors ou Jacques Arnand-Penaud (folliculaire à *Combat*), dans une obscure circonscription sacrifiée pour jeunes loups ralliés à la cité Malesherbes, Pierre Uri, Robert Badinter, etc.

Contrecensures est à la croisée des chemins. On y trouve encore quelques étincelles. A propos de Sartre:

«Le public de beurre dont Sartre se taillait chaque jour de si vastes tranches l'aménait à se demander si son sabre n'était pas de bois» (p. 21). Heidegger: «Depuis l'autre après-guerre Heidegger avait pris les droits sur l'Etre, il détenait le copyright, et refusait de le céder, même pour un modeste livre de poche à l'usage des 5^e, 6^e et 14^e arrondissements de Paris» (218), à propos d'Althusser surtout dont il résume fort bien le traitement qu'il fait subir à la pensée de Marx:

«C'est par cette dialectique inattendue (celle qui consiste à «lire Marx en philosophe» suivant le propos d'Althusser N.D.R.), qu'est enfin réalisée la neutralisation de ce marxisme qui, malgré les innombrables coups de boutoir de ses critiques, à la fois impitoyables et admiratifs, économistes ou sociologues (...) conservait un pouvoir d'inquiéter et restait un point de référence obligatoire, et qui maintenant est devenu un brave cheval de manège pour exercice

de haute école, une bonne pierre meulière, propre à broyer le froment dont on fait les diplômes et les thèses (...). Les précautions infinies que prend Louis Althusser pour faire avaler aux ex-staliniens orthodoxes quelques remarques de bon sens (...) font sentir à quel point la guérison est délicate et laborieuse » (pp. 271-272).

En revanche, dès qu'il aborde les problèmes politiques, Revel démontre que la sottise est un phénomène social et non individuel : on ne peut qu'être plat et niais lorsqu'on soutient François Mitterrand et sa politique. Revel déclare ainsi : « A l'opposition incombe de rappeler constamment la distinction entre chose dite et chose faite » (p. 74), ce qui place très clairement l'opposition à l'intérieur du régime et les exemples que donne Revel — parfois cocasses — le soulignent : le marché commun... le téléphone (« le serment de Pompidou, redresser la situation du téléphone en France d'ici 1970, est non seulement

irréalisable dans les faits — selon le V^e Plan — qui est inapplicable — mais même pas prévu dans les intentions de ce plan utopique ») (p. 75). Il est peu sérieux de déclarer le V^e Plan « inapplicable » et « utopique » ; c'est, en outre, le critiquer de l'intérieur là encore, et s'affirmer favorable à ses objectifs profonds... Sur quoi Revel pourra-t-il, après cela, critiquer la gauche ? : « La gauche n'a pas eu la force de faire, sur le scandale Ben Barka, son 6 février » (p. 85). Revel a raison de conclure sur un symbole de défaite... La politique qu'il défend ne peut mener à rien d'autre, même sur le problème si préoccupant du téléphone.

Denis LABAT.

(1) J.-F. Revel, *Contrecensures* (Pauvert).

TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS !

POLOGNE-HONGRIE 1956 (1)

Préfacant l'édition française de la *Lettre au Parti Ouvrier Polonais Unifié* de Jacek Kuron et de Karol Modzelewski, emprisonnés pour avoir rédigé ce document, Pierre Frank écrit : « Modzelewski et Kuron n'hésitent pas à faire une critique acérée de la politique suivie par ce qu'ils appellent la « gauche d'Octobre ». Ils entendent par là les éléments (*dont ils faisaient partie*) (2) qui, en octobre 1956, dans le mouvement qui porta Gomulka au pouvoir, visaient instinctivement au rétablissement de la démocratie ouvrière. Ils reprochent à cette gauche de n'avoir pas formulé à l'époque un programme clair et de ne s'être pas différenciée des courants libéraux de la bureaucratie » (p. IV).

L'impudence et l'impudeur se livrent ici un assaut courtois. En 1956, Kuron et Modzelewski étaient de tout jeunes militants ; ils s'éveillaient à l'activité politique, comme en fait les milliers de cadres et de militants de la gauche, qui, sous la poussée de la classe ouvrière, rompaient avec le stalinisme. Rupture confuse ? Comment aurait-il pu en être autrement : éduqués dans et par le stalinisme, coupés — c'est là l'un des aspects du « socialisme dans un seul pays » — de l'expérience du mouvement ouvrier international depuis Octobre 1917, ces militants devaient en quelques semaines retracer toute une histoire effacée. Mais Pierre Frank, Michel Pablo, Ernest Germain, Livio Maitan (3), dirigeants de la prétendue « Quatrième Internationale », détruite par leurs soins, incarnaient eux ou prétendaient incarner le capital d'expérience infiniment précieux accumulé par le mouvement communiste, l'opposition de gauche et la Quatrième Internationale depuis quarante ans. Que firent-ils alors, ceux au nom desquels Pierre Frank glisse à l'égard de Kuron et Modzelewski, la petite perfidie soulignée plus haut ?

Ils capitulaient tranquillement devant Gomulka et donnaient de doctes conseils à la gauche. Dans *Quatrième Internationale* de décembre 1956, Michel Pablo écrit : « En Pologne, grâce au rôle de direction qu'a pu jouer le parti ouvrier, conquis, transmuté par la tendance Gomulka, expression elle-même, certes déformée, de la vraie tendance des masses, mais tendance centriste évoluant tout de même à gauche — la révolution politique des masses contre le régime bureaucratique a pu faire l'économie d'un errement dans l'incertitude et la confusion et éviter les dangers inhérents à une telle situation.

En Hongrie, l'absence de toute direction politique centralisée et tant soit peu claire a provoqué au contraire à partir d'un certain moment exactement ces défauts et les dangers » (4).

Un peu plus tard, dans un article daté de juillet 1957 et publié dans le numéro d'octobre-novembre 1957 de *Quatrième Internationale*, un obscur Daval abreuve la gauche de critiques : « Il y a aussi chez beaucoup de gauches la tendance à ne lutter que pour des libertés civiles, démocratiques, pour l'individu, sans trop vouloir parler des questions du pouvoir (...) Certains publicistes gauchistes de la Pologne actuelle ne semblent pas tellement viser à une organisation étatique et économique par les organes de la classe ouvrière, mais plutôt à conserver et à élargir les possibilités déjà acquises de publications pour une couche restreinte d'intellectuels. Autrement dit la préoccupation principale de certains n'est pas l'organisation de l'Etat et de l'économie, mais la liberté individuelle dans le régime actuel, sans toucher aux fondements du régime (...) La tendance à se borner à réclamer des libertés individuelles sans toucher à l'organisation du pouvoir, peut être expliquée aussi par la peur de certains intellectuels de provoquer un nouveau mouvement populaire massif et révolutionnaire qui mènerait à un heurt entre l'appareil et les masses (...) Une partie de la gauche, peut-être surtout ceux qui ont été formés dans les années assez « libérales » de 1944 à 1949, se contente plus ou moins de la situation actuelle ; ils sont aussi en grande partie séparés de la classe ouvrière..., etc. » (5) et cette prose papelarde de photographe « objectif » continue sans que l'auteur fonde ses critiques (peut-être justifiées, le problème n'est pas là) sur la définition d'une perspective DIFFERENTE.

Le V^e Congrès Mondial de la Quatrième Internationale (sic), qui se tient en octobre 1957 (2-9) après l'interdiction de PO PROSTU, pendant le matraquage des étudiants qui manifestent à Varsovie, après le matraquage des traminots en grève à Lodz, reste dans un vague tout aussi prudent : « La tendance de gauche qui s'est associée à la fraction centriste de Gomulka dans le renversement de la direction stalinienne du P.C. polonais peut être considéré, surtout dans son aile marchante de la jeunesse, comme un noyau de la nouvelle direction marxiste-révolutionnaire du prolétariat polonais en formation. L'alliance de cette tendance avec la fraction de Gomulka reste ins-

table, soumise à l'influence contradictoire qu'exercent sur la fraction centriste la pression des masses d'une part — qui la rapproche chaque fois de la gauche — et la pression de l'appareil bureaucratique polonais et de la bureaucratie soviétique d'autre part — qui l'en éloigne périodiquement. Le mécontentement des travailleurs (Lodz) et l'attachement des étudiants aux libertés conquises en octobre risquent de la faire éclater. Les rapports de forces sociales et surtout l'audace et la tactique correcte de la gauche décideront en définitive de cette évolution. La façon dont la tendance de gauche restera fidèle à son programme, l'appliquera en pratique et se liera plus intimement encore au prolétariat, déterminera sa capacité de remplir concrètement le rôle de guide léniniste de la classe ouvrière polonaise. » (6)

La prétendue direction internationale que représente ce qui n'est plus que la soi-disant Quatrième Internationale considère le déroulement de la révolution polonaise avec le détachement objectif d'un observateur. Elle n'a pas la moindre précision à apporter sur la « tactique correcte de la gauche » et la « façon dont... elle appliquera son programme en pratique ». Sur tout cela un silence patelin car la seule politique que l'expérience permettait de proposer aux révolutionnaires polonais se résumait dans ces quelques mots : *On ne redresse pas un parti stalinien, on le détruit !*

Ce problème, les révolutionnaires polonais et hongrois se le posaient, comme le montrent les textes cités dans *Pologne-Hongrie 1956* (cf., entre autres, les textes de Zimand pp 73-77 et 96-99) et la proclamation — bien entendu trop tardive — de la Ligue des Socialistes Hongrois par les révolutionnaires hongrois. Oui, mais depuis 1953 les pablistes se battaient pour « la démocratisation réelle des partis communistes » (7). Ils ne pouvaient donc aborder le problème du parti en Pologne et en Hongrie que par le silence le plus absolu, en observant avec une désinvolture journalistique — tout en bavardant sur la « direction révolutionnaire » dans l'abstrait — les efforts désespérés des révolutionnaires hongrois et polonais pour trouver en quelques jours ou en quelques semaines une solution à un problème historique. Et maintenant l'âne vient leur donner le coup de pied de Frank !

Ces juges sévères, qui expliquent que les Hongrois sont partiellement responsables de l'intervention « soviétique » (8), ont d'ailleurs révélé dans les actes à quel point le rôle de conseiller *post mortem* suffisait à satisfaire leur désir de jouer à la « direction mondiale ». En décembre 1956 les jeunes communistes polonais révolutionnaires créèrent à l'appel de *Po Prostu* une organisation révolutionnaire de la jeunesse dont *Pologne-Hongrie 1956* reproduit partiellement l'appel (pp 100-101) : la RZM. Trois semaines plus tard, l'appareil imposa la fusion de cette RZM indépendante avec une autre organisation indépendante de la jeunesse ouvrière (la ZMR) et les débris de l'organisation stalinienne en une Union de la Jeunesse Socialiste étroitement contrôlée par le parti, et qui tint son congrès en avril, après que la gauche avait commencé à refuser. Le pabliste Van Ceulen fit éditer par les Jeunes Gardes Socialistes Belges le programme adopté par l'UJS à son congrès d'avril avec une préface enthousiaste pour saluer cette manœuvre bureaucratique : « La déclaration idéologique adoptée lors du premier congrès de l'Union de la Jeunesse Socialiste Polonaise représente, pour l'avant-garde de la jeunesse ouvrière du monde, un document d'une grande importance (...) Nous avons confiance en cette jeunesse qui, dans ses statuts, reconnaît la liberté d'exprimer, en son sein, diverses tendances (9). Nous avons confiance parce que la jeunesse de tous les pays est sincère, honnête et se sacrifie pour son idéal (...) Salut à l'Union de la Jeunesse Socialiste Polonaise, et que l'Octobre polonais vive dans son cœur pour de nombreuses générations ! » On admirera, au détour, l'hypocrisie de ce bavardage d'honnête quaker qui consiste à confondre la

jeunesse ouvrière et paysanne avec l'appareil chargé par le parti stalinien de la coiffer et de la contrôler avant de la matraquer. Là est toute l'essence du pabisme ! Il est vrai que la création d'une organisation de jeunesse révolutionnaire indépendante posait, même inconsciemment, le problème de la destruction du parti stalinien que les pablistes veulent démocratiser et réformer !

Face à toutes les falsifications bourgeoises, stalinien ou pablistes, le mérite de *Pologne-Hongrie 1956* est de montrer la relation profonde qui unit la révolution confisquée et la révolution écrasée : sans même que les auteurs aient besoin de le souligner on voit à la lecture des textes qui constituent l'ouvrage la similitude et l'interdépendance des deux mouvements. Dans les deux cas l'organe essentiel du combat ce sont les Conseils ouvriers. Dans les deux cas la bureaucratie manœuvre en fonction du rapport des forces existant entre elle et la classe ouvrière ; Kaldar et Gomulka, après l'intervention russe en Hongrie, légalisent les Conseils ouvriers trop puissants ; l'un et l'autre, sans s'être concertés bien entendu, proposent la même mesure pour entraver leur fonctionnement : leur donner une page de l'organe des syndicats dont la bureaucratie tient l'appareil bien en main. Dans les deux cas, les fautes, erreurs ou faiblesses des révolutionnaires comme on voudra les nommer naissent de la même cause, indépendante de la volonté des acteurs ; en quelques semaines, et pour les révolutionnaires hongrois, en quelques jours, l'avant-garde ouvrière et la classe ouvrière dans son immense majorité ont dû retracer toute l'expérience historique de la lutte du prolétariat, de la Commune de Paris à la Révolution d'Octobre et à nos jours. Le stalinisme au sein duquel s'étaient « formés » ces jeunes révolutionnaires les avait complètement isolés de toute cette expérience historique de même que le stalinisme et le réformisme ont joint leurs efforts pour isoler la lutte des ouvriers hongrois et polonais, isolement qui fut la cause essentielle de leur défaite. L'un des aspects les plus étonnantes pour le lecteur de la partie hongroise de l'ouvrage c'est sans doute la révélation qu'après l'intervention russe du 4 novembre le rapport des forces entre le gouvernement Kadar et les Conseils ouvriers était extrêmement instable et incertain, malgré l'appui des 200.000 soldats russes. L'élément essentiel qui fit basculer le rapport des forces en faveur de Kadar ce fut l'isolement total de la révolution hongroise et, ensuite, l'absence de direction politique claire, dont l'isolement fut d'ailleurs le facteur déterminant. C'est ce que l'ouvrier Ferenc Töke, membre du Conseil central ouvrier du Grand-Budapest, exprime dans une constatation désabusée : « Si notre appel aux syndicats libres à Bruxelles avait été entendu, il aurait été certainement très intéressant de voir les ouvriers partout en mouvement, surtout si en Occident ils n'avaient pas été des gens mous, comme ils étaient. Mais, hélas, je n'ai jamais entendu dire qu'ils avaient fait quelque chose de sérieux. » (p. 268). Ce que Töke ne savait pas, c'est que tant la C.I.S.L. que la F.S.M. s'efforçaient de faire le black-out sur la signification révolutionnaire de la Révolution des Conseils.

La C.I.S.L. et la F.S.M., entièrement d'accord, falsifiant les faits, les présentèrent aux ouvriers de l'Occident comme une volonté de restauration du capitalisme, pour l'une « démocratique », pour l'autre, « fasciste ».

La richesse des textes cités ici est immense : plus de la moitié de l'ouvrage est consacrée aux Conseils ouvriers sur lesquels les publicistes bourgeois font en général silence pour réduire l'Octobre polono-hongrois à une vague révolte nationale.

Sur ce point de vue, la convergence des révolutionnaires polonais et hongrois est remarquable à la fois dans leurs aspirations et dans leurs illusions : illusions dans la mesure où les uns et les autres croient pouvoir instaurer un système de conseils ouvriers défendant les intérêts du prolétariat, sans remettre en cause la nature du pouvoir

politique ; aspirations à faire des conseils ouvriers les organes économiques et politiques de la classe. Le Journal des révolutionnaires hongrois, 23 Octobre, sous le titre *Pouvoir effectif aux conseils ouvriers*, définit le programme suivant : « 1^o L'établissement d'une milice ouvrière armée (...) ; 2^o A la place des syndicats discrépantes, les conseils d'usine des branches industrielles devraient élire un *conseil ouvrier de branche industrielle* (...) ; 3^o Les conseils ouvriers des branches industrielles éliraient le Conseil National Ouvrier qui serait l'organe dirigeant démocratiquement élu de toute la classe ouvrière... » (pp. 237-238). Justifiant, le 11 octobre 1957, l'interdiction de l'organe de la gauche polonaise, *Po Prostu*, Trybuna Ludu explique : « *Po Prostu* tire la conclusion que les ouvriers et les conseils ouvriers devaient en venir à « l'étape décisive de notre révolution » et détruire l'appareil de l'Etat populaire au nom du mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets » (p. 142).

La convergence entre aspirations et illusions, elle apparaît avec une clarté particulière dans l'intervention de Sandor Bali, serrurier-outilleur, membre du Conseil Central Ouvrier du Grand-Budapest à la réunion des délégués des Conseils et du Gouvernement au Parlement le 25 novembre 1956 : « C'est la classe ouvrière hongroise qui a mis sur pied les conseils ouvriers, qui sont, pour le moment, les organisations économiques et politiques qui ont derrière elle la classe ouvrière (...). Nous savons bien que les conseils ouvriers ne peuvent être des organisations politiques. Qu'on comprenne que nous nous rendons pleinement compte de la nécessité d'avoir un parti politique et un syndicat. Mais étant donné que pour le moment nous n'avons pas la possibilité pratique de créer ces organisations, nous sommes contraints de concentrer toutes les forces en un seul endroit en attendant la suite des événements » (p. 286). On voit que le pablisme est étranger au révolutionnaire Bali : il ne pense pas à redresser le parti de Kadar et les syndicats de Kadar ; il faut créer un autre parti et un autre syndicat. Mais le temps manque...

La leçon la plus importante de ces textes, elle se dégage par exemple de la confrontation entre deux réflexions : l'une faite par un communiste polonais, Roman Zimand, quelques jours après les journées d'Octobre, l'autre par Ferenc Töke, après la défaite. Zimand écrit : « La condition nécessaire d'une lutte contre le stalinisme est qu'elle ne doit pas se limiter au cadre d'un seul pays ou d'un seul parti, mais doit se mener précisément dans le cadre du mouvement ouvrier international (...). Seule nous est nécessaire l'unité contre l'impérialisme et contre le stalinisme, l'unité fondée sur la résurrection du communisme mondial (...). La survie du stalinisme dans nos rangs est le plus sûr garant des victoires de l'impérialisme » (pp. 74-77). Töke précise : « Nous vivions en pleine révolution et nous devions combattre. Certes, nous ne savions pas avec précision comment l'avenir se présenterait, mais nous avions tous le sentiment d'être dans la bonne voie. Dans la voie que devaient suivre les travailleurs, le pays tout entier, pour que s'épanouisse la société socialiste. Ce sont ces promesses d'avenir qu'ont écrasées les Russes et Kadar » (p. 273).

Zimand croyait que l'on pouvait redresser le parti stalinien pour en faire un parti révolutionnaire, Töke et nombre de ses camarades croyaient que la classe ouvrière pourrait triompher sans la direction politique d'un parti révolutionnaire : l'histoire a cruellement balayé ces deux illusions complémentaires, que, laissées à eux-mêmes et condamnées à se battre tous seuls à l'intérieur de leurs frontières, les révolutionnaires polonais et hongrois ne pouvaient pas ne pas nourrir.

Les « professeurs rouges » et les « conseilleurs » bénévoles qui reconnaissent dans le parti stalinien « une expression certes déformée de la vraie tendance des masses », qui ont l'habitude de « se battre » par délégation, de la Hongrie au Vietnam, qui s'aplatissent devant

les appareils et la bourgeoisie de leur propre pays et prostituent, comme Pierre Frank, le nom de la « Quatrième Internationale » en le faisant figurer au bas de l'Appel du Milliard pour le Vietnam à côté de celui de gaullistes de choc comme Marcelle Devaux, René Capitant, Edmond Michelet, ceux-là ont apporté leur contribution à la défaite d'octobre 1956 et la perpétuent en aidant les mystifications et les mensonges petits-bourgeois et staliniens à pourrir la conscience des militants d'avant-garde.

Jean-Louis SIMON.

(1) *Pologne-Hongrie 1956*, par P. Broué, J.-J. Marie et Balazs Nagy. E.D.I. 24,50 F (recueils de textes, avec introduction, notes et appendice).

(2) Souligné par nous.

(3) Nous ne mentionnons pas ici Michel Lequenne, qui, sauf erreur, papillonnait alors à l'U.G.S. et plaçait la science-fiction au centre de ses préoccupations.

(4) *Quatrième Internationale*, décembre 1956, pp. 6-7.

(5) *Quatrième Internationale*, octobre-novembre 1957, pp. 33-35.

(6) *Quatrième Internationale*, décembre 1957, p. 90. La phrase-perle est soulignée par nous.

(7) *Quatrième Internationale*, juillet 1953, p. 20.

(8) « Nagy et ses amis, avant tout soucieux de reprendre en mains la direction du mouvement, ne pouvaient alors que s'adapter à cette évolution des sentiments populaires (vers les « sentiments nationaux » N.D.R.) et entrer en collision ouverte même avec les tendances les plus « libérales » de la bureaucratie soviétique. » (*Quatrième Internationale*, décembre 1957, p. 91).

(9) Lorsque son pouvoir est menacé, l'appareil « admet » les tendances, avant de les matraquer lorsque le rapport de force se retourne à son avantage !

A travers ses rubriques régulièrement tenues : Luttes ouvrières et Syndicalisme, les Jeunes dans la société, Politique de l'Etat bourgeois, Capitalisme dans le monde, l'Amérique du Nord, l'Amérique Latine, l'Afrique, le Maghreb, l'U.R.S.S. et les Démocraties Populaires, l'Europe, l'Extrême-Orient, etc.

ANALYSES & DOCUMENTS

vous offre deux fois par mois une information documentée, classée et indexée sur l'évolution du capitalisme et de la lutte des classes dans le monde.

Le but d'**ANALYSES & DOCUMENTS** est de fournir au militants ouvriers et révolutionnaires :

- une documentation pratique sur fiches, classées en rubriques, permettant de préparer rapidement un exposé ou un article, en appliquant aux faits une méthode dialectique de clarification et d'analyses ;
- un moyen de poser les problèmes concrets et quotidiens de la politique dans un cadre théorique capable d'en éclairer le contenu et les perspectives ;
- les éléments, faits et arguments, leur permettant d'en tirer eux-mêmes les enseignements et le choix raisonné d'un comportement politique.

Spécimen gratuit sur demande

Abonnement annuel (20 numéros) : France, 30 F

Etranger, 40 F

C.C.P. : E.D.I. 18.462-71 PARIS

29, rue Descartes, V^e

Une lettre recommandée d'Emile COPFERMAN de "Partisans"

M. Emile Copferman, de Partisans, nous a adressé la lettre qui suit — recommandée — en réponse à l'article publié par Claude Carvin dans le numéro 535 de La Vérité : Une revue partisane bien courtisane. Claude Carvin ayant trop à faire pour répondre à cette longue épître, nous nous contentons de la reproduire en entier en renvoyant nos lecteurs à l'article cité et en y adjointant quelques brèves remarques. Dans le texte de Copferman nous avons remplacé par des initiales les noms de militants dont l'auteur déclare qu'ils sont liés à La Vérité, affirmation qui ne pourrait intéresser qu'une certaine catégorie de « lecteurs ».

Emile Copferman
Lettre recommandée
Paris, le 6 janvier 1967.

Au Directeur de "La Vérité"
39, rue du Faubourg-du-Temple
PARIS (10^e)

Soucieux, comme vous, de « démystifier » (sic) le « charlatanisme politique », je vous apporte, par la présente lettre, ma contribution à cette tâche essentielle. Nul doute que vous l'acceptiez : la place que vous m'avez accordée, dans votre revue théorique (n° 535), montre l'importance que vous voulez bien me reconnaître, et le titre qu'elle porte : *La Vérité*, m'apparaît une invitation à vous écrire.

L'article partisan, « Une revue bien courtisane », que vous avez publié, dénote chez son rédacteur, une fâcheuse confusion d'esprit. Il mêle tant de choses les unes aux autres que je ne sais si je parviendrais à répondre point par point d'autant qu'il me reproche des opinions qui n'ont jamais été les miennes et qu'il a tirées je ne sais trop de quels ragots. Par exemple, il ne me viendrait pas à l'esprit de vous reprocher, à vous, *La Vérité*, l'édition de l'*Histoire de la Révolution Russe*, de Léon Trotsky, par l'éditeur de Bloch-Lainé ; celle de *Communisme et Terrorisme* par l'éditeur des Mémoires du Général de Gaulle ou l'édition des ouvrages de Pierre Broué par un éditeur gaulliste. Toutes proportions politiques gardées, c'est déjà ce que votre collaborateur, rusé comme pas deux, fait. Passons sur cette finesse éléphantine. Autre précision liminaire : l'étonnant exercice de haute voltige politique auquel se livre Claude Carvin qui associe mon nom — surévaluation de l'adversaire ? — à celui de Sartre : cite Maspero, l'oppose à J.M. Brohm, le second à Boris Fraenkel, ce dernier à Joh Krief, à moins que ce ne soit le contraire, je ne sais trop. Je ne peux ici répondre qu'individuellement à Claude dit Carvin. Je le fais sans me cacher derrière un pseudonyme. Je suis Emile Copferman, mais hélas, je ne puis affirmer que Claude Carvin soit effectivement Carvin.

Claude, pas plus Carvin que vous ou moi, dénonce les intellectuels qui écrivent et n'agissent pas. C'est là son propos essentiel. Il a raison : ce sont des petits-bourgeois inconséquents, qui trompent ceux qui les lisent et il ne faut donc pas les lire. Mais de ces intellectuels, il y en a partout. Pierre Broué, par exemple. Claude Carvin le cite pour accabler *Partisans*. Je le citerai aussi, non pour accabler Broué, pour lequel j'ai la plus grande estime, mais pour montrer la courte vue de votre rédacteur.

Pierre Broué lit *Partisans*. A la suite de quoi, il prend la défense d'Adolfo Gilly, que cette revue a fait connaître en

France. C'est-à-dire que Broué adresse à *Partisans* et non à *La Vérité*, sa défense de Gilly, partisan de Cuba et de Ben Bella, et même, dans une préface à Fanon, de Mao Tsé-toung. *Partisans* publie, avec son accord écrit, les termes de sa lettre où il explique les positions de Yon Sosa et du MR 13 et les siennes. Par contre, avec son accord, nous ne publions pas les passages qui concernent une polémique individuelle. Voici un premier point : une lettre de défense à *Partisans*. Mais l'organisation de Broué, les publications de son organisation ne dépassent pas ce stade de la défense épistolaire... dans *Partisans*. Et Gilly est toujours en prison. Progrès depuis, et c'est un second point, ni *La Vérité*, ni Claude C... n'entreprend rien, à ma connaissance, pour la défense d'Hugo Blanco, au moins aussi proche politiquement d'eux que l'était Gilly. Par contre, le « cryptostalinien » Sartre signe une protestation...

En vérité — excusez le jeu de mot involontaire — l'inconsequence politique paraît la chose du monde la mieux partagée. C... sourit du « ben bellisme » de *Partisans*. Il est vrai que *Partisans* fait suite aux activités des « insoumis » de la guerre d'Algérie : je n'ai jamais partagé leurs positions, mais je dois dire que je me sens solidaire d'eux dans la mesure où, à cette époque, n'est-ce pas ? ni I.O., ni *La Vérité*, etc., n'existaient ou bien... Cherchons trace des positions soutenues alors par *La Vérité* qui défendait le M.N.A. et dénonçait le F.L.N. : Messali Hadj se battait peut-être et sûrement sur des positions correctes au début de la guerre d'Algérie. N'empêche que ce fut le F.L.N. qui, sur des positions « incorrectes », entreprit la lutte et Messali qui acheva sa carrière politique dans un gaullisme tranquille. Concluons à la manière de Claude Carvin : ces trotskystes de cette Vérité-là avaient une position indéfendable, une théorie sans pratique, publiaient des textes sans expression politique.

Que Claude C... n'ironise pas trop à propos des intellectuels. Deux pages avant ou après son exercice de style, il trouverait de quoi nourrir son courroux. Et une connaissance aussi limitée soit-elle d'organisations où il milite — qu'il fasse au moins cet effort — lui montrerait par exemple que le C.L.E.R. naît des suites politiques que des militants parvinrent à donner à des initiatives peu politiques : insoumission, manifeste des 121, manifestation du 27 octobre 1961.

Je m'étonne aussi que l'anonyme C. C..., à ceux de Brohm, de Krief, de Fraenkel, n'associe pas d'autres noms : ceux de X. Z..., B. T..., etc. Je m'étonne : façon de parler. C. C... feint d'ignorer le but que se fixait cette revue courtisane. Elle réussit si bien à séduire qu'elle parvient à figurer cette tribune de discussion que C. C... reproche. Et il faut croire qu'il le reconnaît lui-même puisque, pour boucler sa dénonciation, il « oublie » des noms, des articles. Opposer entre eux des collaborateurs de *Partisans* devient alors pour lui jeu d'enfants. Mais à vouloir trop prouver... Ces oppositions n'ont jamais été dissimulées : elles n'ont pas plus alimenté des campagnes mutuelles de calomnies. Sur ce dernier point, notre « éclectisme » s'avère plus conséquent que la rigueur « marxiste » de prétendus révolutionnaires, qui, sans entreprendre la discussion sur le fonds, de positions politiques, s'en tiennent aux injures.

Un exemple d'inconsequence politique ?

Pierre Broué écrit à *Partisans* : il défend Gilly, les leaders du MR 13 du Guatemala, Yon Sosa, Francisco Amado, qui, d'après lui, se réclament du Programme de Transition. Bon. Mais jusque là, l'opposition à laquelle il appartient avait toujours considéré Posadas et son groupe comme un noyau d'irresponsables. La présence de « posadiistes » parmi les guérilleros du MR 13 change tout : le romantisme de la lutte armée, qui fait sourire C. C...,

n'amuse pas Broué. Castro, dans le discours terminal de la conférence de La Havane, avait dénoncé ce qui se passait au Guatemala. Quelques mois passent : les leaders du MR 13 excluent les « posadistes ».

Je n'aurai pas la lourde ironie de poser la question : aujourd'hui, qui est qui ? Qui est avec qui ? Je ne suis qu'un petit bourgeois sans principes, mais la liberté prise ici avec les principes me montre que je ne suis pas le seul à « errer » politiquement...

Votre perspicace collaborateur voit poindre (« enfin ! ») les opinions du secrétaire de rédaction, éternel second que je suis, dans le numéro 17 de *Partisans*. L'éternité n'a duré alors que six mois. Jusque là je suis membre du comité de rédaction, ce qui, jusqu'à aujourd'hui, me paraissait plus déterminant dans une revue. A plusieurs reprises j'ai déjà clairement exposé mes opinions. Que C. C... chausse ses lunettes. Un an auparavant, en mars-avril 1963, dans l'article « Où en est l'U.N.E.F. ? » ; en juillet-août, dans « La Gauche française et les mineurs » ; en octobre-novembre, dans un article rédigé en association avec Joh Knief, à propos du « socialisme moderniste ».

Sans doute influencé par Louis Althusser, C. C... voit dans le numéro 18 l'endroit d'une sorte de coupure dans mon attitude : il y aurait mes articles d'avant le numéro 18 et ceux d'après (ou : le *Partisans* d'avant et d'après le numéro 18, excusez du peu), je dirais même une double coupure, avec le numéro 26-27 sur l'Amérique latine. En est-il ainsi ? Rien n'a alors changé, seulement, jusque là, C. C... n'a jamais lu *Partisans*. Pas après non plus d'ailleurs, car dans ce cas il lirait dans le numéro 19 un article ni « maoïste », ni « ben belliste », ni « castriste » sur l'U.E.C., pour lequel j'emprunte à un certain Z. X... une série d'informations. Dans le numéro 20, je publie un article contre Le Contre-plan, dans le 21 un article à propos du FONJEP. Dois-je continuer ? Dans le numéro 24 j'aborde, il est vrai, un sujet futile, la chanson, mais dans le 25 le second tour des élections ; dans le 28 j'interviewe Leo Huberman, directeur de la Monthly Review et Guillermo Lora, secrétaire général du P.O.R. bolivien, retour de Chine.

Où situer mes reniements ?

A la relire, la mise en demeure du prétendu Carvin me rappelle quelque chose :

Premièrement, dit-elle, il faut rejoindre l'organisation révolutionnaire, le parti — qui n'existe pas — dont nous sommes les seuls à constituer la préfiguration (le P.C.F. disait : il faut rejoindre le parti des travailleurs), car il n'y a pas de théorie qui vaille sans pratique.

Deuxièmement : nous sommes l'organisation révolutionnaire marxiste (le P.C.F. disait : nous sommes les représentants authentiques de la classe ouvrière).

Troisièmement : si vous ne nous rejoignez pas, vous êtes contre nous. Le P.C.F. disait : vous êtes des agents hitléro-trotskystes, agents des trusts.

Cette injonction, ce chantage seraient peut-être inopérants si votre organisation n'offrait pas l'exemple de tant de confusion politique. A faire le compte, votre empirisme semble plus frappant que mes « tournants » et votre censure plus dangereuse que la nôtre ; la vôtre agit à l'intérieur de votre analyse politique. Vous décidez que le noir deviendra blanc ; l'essentiel pour vous n'est plus alors qu'il le soit, mais que vous le croyiez tel. Désolé, mais je ne suis pas chrétien.

Emile COPFERMAN.

1. *L'essentiel de la polémique engagée par Claude Carvin contre Partisans visait l'attitude de cette revue à l'égard de l'opération Mitterrand, c'est-à-dire, de la manœuvre du Parti Communiste et de la S.F.I.O. pour priver la classe ouvrière de toute perspective politique propre lors des élections présidentielles, opération qui a assuré le succès de De Gaulle et dont on a vu le couronnement lors des récentes élections législatives. Devant cette manœuvre qui excluait du combat politique la classe ouvrière, contrainte de choisir entre deux programmes et deux politiciens bourgeois, que fit Partisans ? Claude Carvin montrait, textes à l'appui, la capitulation de la revue et de son directeur Maspéro ; cette capitulation s'accorde fort bien d'un gauchisme infantile qui cherche perpétuellement outre-Océan des substituts commodes en dehors de la lutte des classes en France : Ben Bella, Mao, Castro, etc. Dans son épître, Copferman ne souffre pas un mot — pas le moindre mot — de cette question vitale pour le mouvement ouvrier français aujourd'hui. Sa réponse est donc politiquement frauduleuse. C'est sa mince personne et sa vanité écorchée que Copferman défend et non une politique, au vrai indéfendable.*

2. *Le reste n'est que mauvaise plaisanterie. On ne saurait comparer les rédacteurs d'une revue politique — solidaires entre eux — et les auteurs publiés par un éditeur. Copferman n'explique pas pourquoi, alors que se scellait l'accord P.C.-F.G.D.S. sur une ligne politique qui est celle de la politique des revenus, Partisans publiait un numéro spécial sur la répression « sexuelle », opération de diversion caractéristique. Il plaît sur l'action des trotskystes pour Hugo Blanco alors qu'en se battant pour que les syndicats assument la défense des emprisonnés, les trotskystes ont fait mille fois plus qu'en collectant les signatures de trois journaux. Sur le M.N.A.? Copferman ignore l'histoire : les trotskystes ont rompu avec Messali dès que celui-ci effectua son tournant vers le gaullisme. Ceux qui soutenaient le F.L.N. ont attendu que Louis-Napoléon Boumedienne remplace Louis-Napoléon Ben Bella pour se poser des questions sur la nature de la « révolution socialiste » entreprise par l'organisation nationaliste petite-bourgeoise qu'était le F.L.N., et que tentent vainement de reconstruire les nouveaux « opposants ». L'amalgame final entre les positions trotskystes (caricaturées) et celles du P.C.F. (pourquoi Copferman ne parle-t-il jamais du « stalinisme » ?) est révélateur de toute une forme de pensée (si l'on peut dire) : avec les mêmes méthodes de raisonnement purement formel, tout un chacun pourrait démontrer que Copferman est un fier réactionnaire : « Tixier-Vignancour dit qu'il faut tout faire pour barrer la route aux gaullistes, Copferman dit qu'il faut faire quelque chose pour barrer la route au gaullisme (en alliance avec les staliniens pro-gaullistes, dans le cadre d'une « démocratie nouvelle » qui accepte la Constitution de 1958) ; donc Copferman est un vignancouriste modéré... » (1) A l'heure où les staliniens, soutenus par les petits-bourgeois du Nouvel Observateur (cf. l'article de J.-F. Held cité plus haut) et de l'Express (cf. l'article de Derogy) dénoncent à la police gaulliste les trotskystes comme agents de désordre à Lyon, nos lecteurs apprécieront à sa juste valeur cet amalgame.*

La rédaction de LA VERITE.

(1) Ce que, bien sûr, nous n'irions jamais suggérer...

AUX ORIGINES DU TROTSKYSME

A partir de ce numéro, nous ouvrons dans La Vérité une chronique constituée de textes ou de rappels historiques sur le passé, non seulement de notre mouvement, mais du mouvement ouvrier dans son entier dont nous représentons, aujourd'hui, les traditions et la permanence. Face aux marchands de vent qui diluent le prolétariat dans la télévision à crédit et le tiercé, face aux liquidateurs du marxisme qui, comme Althusser, le réduisent à une philosophie ou, comme Garaudy, l'intègrent à une vision idéaliste du monde, face aux tentatives de dissoudre le mouvement ouvrier à l'intérieur de formes d'organisation bourgeois, face à l'offensive déclenchée par le stalinisme, la hiérarchie catholique, la bourgeoisie contre le marxisme et le mouvement ouvrier, nous voulons ici en défendre les traditions et le passé, car ces

traditions et ce passé forment sa chair et son sang dans une société qui prive le prolétariat de culture et de conscience et veut le réduire au niveau de robot mécanisé, transférable à merci, au service du profit. Nier le passé du mouvement ouvrier, c'est préparer la destruction du prolétariat en tant que classe consciente et organisée.

L'article reproduit ci-dessous avait été rédigé par Trotsky à la demande de Fred Zeller, le secrétaire des J.S. de la Seine, exclu au mois de juillet des J.S. S.F.I.O. La publication en fut retardée pendant des mois et des mois par la section française et N. Braun parle, à ce propos, du « sabotage de Naville ». Il ne paraît finalement que dans les numéros 9 et 10 (22 août et 5 septembre 1936) de La Lutte Ouvrière.

POURQUOI STALINE A-T-IL VAINCU L'OPPOSITION ?

Les questions posées dans la lettre du camarade Zeller présentent un intérêt non seulement historique, mais aussi d'actualité. Il n'est pas rare de les rencontrer tant dans la littérature politique que dans les entretiens particuliers, sous les formes d'ailleurs les plus diverses, le plus souvent personnelles : « Comment et pourquoi avez-vous perdu le pouvoir ? », « Comment Staline a-t-il pris en mains l'appareil ? », « Qu'est-ce qui fait la force de Staline ? » La question des lois internes de la révolution et de la contre-révolution est posée partout et toujours d'une façon purement individuelle, comme s'il s'agissait d'une partie d'échecs ou de quelque rencontre sportive, et non de conflits et de modifications profondes de caractère social. De nombreux pseudo-marxistes ne se distinguent en rien à ce sujet des démocrates vulgaires, qui se servent, en face de grandioses mouvements populaires, des critères de couloirs parlementaires.

Quiconque connaît tant soit peu l'histoire sait que toute la révolution a provoqué après elle la contre-révolution qui, certes, n'a jamais rejeté la société complètement en arrière, au point de départ, dans le domaine de l'économie, mais a toujours enlevé au peuple une part considérable, parfois la part du lion, de ses conquêtes politiques. Et la première victime de la vague réactionnaire est, en règle générale, cette couche de révolutionnaires qui s'est trouvée à la tête des masses dans la première période de la révolution, période offensive, « héroïque ». Déjà cette observation historique générale doit nous conduire à l'idée qu'il s'agit non pas simplement de l'adresse, de la ruse, ou de l'art de deux ou de plusieurs individus, mais de facteurs d'un ordre incomparablement plus profond.

Les marxistes, à la différence des fatalistes superficiels (du genre Léon Blum, Paul Faure, etc.) ne nient nullement le rôle de l'individu, de son initiative et de

son audace dans la lutte sociale. Mais, à la différence des idéalistes, les marxistes savent que la conscience est déterminée, *en fin de compte* par l'existence. Le rôle de la direction dans la révolution est énorme. Sans direction juste, le prolétariat ne peut vaincre. Mais même la meilleure direction n'est pas capable de provoquer la révolution, quand il n'y a pas pour elle de conditions objectives. Au nombre des plus grands mérites d'une direction prolétarienne, il faut compter la capacité de distinguer le moment où on peut attaquer et celui où il est nécessaire de reculer. Cette capacité constituait la principale force de Lénine (note 1 : Les staliniens font exactement le contraire : au moment de la reprise économique et d'un équilibre politique relatif, ils proclamaient la « conquête de la rue », les « barricades », les « soviets partout » (troisième période) ; et maintenant, quand la France passe par une profonde crise sociale et politique, ils se jettent au cou des radicaux, c'est-à-dire d'un parti bourgeois absolument pourri. Il y a longtemps qu'on a dit que ces messieurs ont l'habitude, aux noces, de chanter des chants funèbres et aux funérailles des hymnes d'hyménées).

Le succès ou l'insuccès de la lutte de l'opposition de gauche contre la bureaucratie a dépendu, bien entendu, à tel ou tel degré, des qualités de la direction des deux camps en lutte. Mais avant de parler de ces qualités, il faut comprendre clairement le caractère des camps en lutte eux-mêmes ; car le meilleur dirigeant de l'un des camps peut se trouver ne rien valoir pour l'autre camp, et réciproquement. La question si courante et si naïve : « Pourquoi Trotsky n'a-t-il pas utilisé en son temps l'appareil militaire contre Staline ? » témoigne le plus clairement du monde qu'on ne veut ou qu'on ne sait pas réfléchir aux causes historiques générales de la victoire de la bureaucratie soviétique sur l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat. Sur ces causes, j'ai écrit

plus d'une fois dans un certain nombre de travaux, à commencer par mon autobiographie. Je me propose d'en résumer en ces quelques lignes les conclusions essentielles.

Ce n'est pas la bureaucratie actuelle qui a assuré la victoire de la révolution d'Octobre, mais les masses ouvrières et paysannes sous la direction bolchevique. La bureaucratie ne s'est mise à croître qu'après la victoire définitive, grossissant ses rangs, non seulement d'ouvriers révolutionnaires, mais aussi de représentants d'autres classes (anciens fonctionnaires tsaristes, officiers, intellectuels bourgeois, etc.). Si on prend la vieille génération de la bureaucratie actuelle, sa majorité écrasante se trouvait au moment de la révolution d'Octobre dans le camp de la bourgeoisie (prendre, par exemple, ne fut-ce que les ambassadeurs soviétiques : Potemkine, Maisky, Troianovski, Souritz, Khintchouk, etc.) ceux des bureaucrates actuels qui, pendant les journées d'Octobre, se trouvaient dans les camps des bolcheviks, n'ont pas joué dans leur grande majorité un rôle tant soit peu important ni dans la préparation, ni dans la conduite de la révolution, ni dans les premières années qui la suivirent. Cela concerne avant tout Staline lui-même. Quant aux jeunes bureaucrates, ils sont choisis et éduqués par les anciens, le plus souvent parmi leurs propres fils. Et c'est Staline qui est devenu le « chef » de cette nouvelle caste qui a grandi après la révolution.

L'histoire du mouvement syndical dans tous les pays est non seulement l'histoire des grèves et, en général, des mouvements de masse, mais aussi l'histoire de la formation de la bureaucratie syndicale. On sait assez quelle énorme puissance conservatrice a pu acquérir cette bureaucratie et avec quel sens infaillible elle choisit ses chefs « géniaux » et les forme selon ses nécessités : Gompers, Green, Legien, Leipart, Jouhaux, Citrine, etc. Si Jouhaux a réussi jusqu'à maintenant à maintenir ses positions contre les attaques de la gauche, ce n'est pas parce qu'il est un grand stratège (quoique, sans doute, il soit supérieur à ses collègues bureaucrates ; ce n'est pas pour rien qu'il occupe parmi eux la première place), mais parce qu'il n'est pas un jour, pas une heure où tout son appareil ne lutte obstinément pour son existence, ne choisisse collectivement les meilleures méthodes de lutte, ne pense pour Jouhaux et ne lui inspire les décisions nécessaires. Mais cela ne signifie nullement que Jouhaux soit invincible. Lors d'un changement brusque de la situation — vers la révolution ou vers le fascisme — tout l'appareil syndical perdra d'un coup sa confiance en soi, ses habiles manœuvres se révéleront impuissantes, et Jouhaux lui-même produira une impression, non pas remarquable, mais misérable. Rappelons seulement quelles nullités méprisables se sont révélées être les puissants et orgueilleux chefs des syndicats allemands, aussi bien en 1918, quand, contre leur gré, éclata la révolution, qu'en 1932, quand apparut Hitler.

Ces exemples font voir les sources de la force et de la faiblesse de la bureaucratie. Elle sort du mouvement des masses dans la première période de la lutte, la période héroïque. Mais, s'étant élevée au-dessus des masses et ayant résolu ensuite sa propre « question sociale » (existence assurée, influence, respect, etc.), la bureaucratie tend toujours plus à maintenir les masses dans l'immobilité. Pourquoi risquer ? *Elle* a quelque chose à perdre. L'épanouissement suprême de l'influence

et de la félicité de la bureaucratie réformiste s'est produite à l'époque du progrès capitaliste et de la passivité relative des masses travailleuses. Mais, quand cette passivité est rompue, à droite ou à gauche, la magnificence de la bureaucratie prend fin. Son intelligence et son habileté se transforment en stupidité et en impuissance. La nature des « chefs » correspond à la nature de la classe (ou de la caste) qu'ils conduisent, et à la situation objective par laquelle passe cette classe (ou caste).

La bureaucratie soviétique est immensément plus puissante que la bureaucratie réformiste de tous les pays capitalistes pris ensemble, car elle a en mains le pouvoir d'Etat et tous les avantages et priviléges qui y sont liés. Certes, la bureaucratie soviétique a grandi sur le terrain de la révolution prolétarienne victorieuse. Mais ce serait la plus grande naïveté d'idéaliser, pour cette raison, la bureaucratie elle-même. Dans un pays très pauvre — et l'U.R.S.S. est actuellement encore un pays très pauvre, où une chambre individuelle, une nourriture et des vêtements suffisants ne sont encore à la portée que d'une infime minorité de la population — dans un tel pays, des millions de bureaucrates, grands et petits, s'efforcent avant tout de résoudre leur propre « question sociale », c'est-à-dire d'assurer leur propre bonheur. D'où le très grand égoïsme et le très grand conservatisme de la bureaucratie, son effroi devant le mécontentement des masses, sa haine de la critique, sa persévérance enragée à étouffer toute pensée libre, enfin son agenouillement hypocrite et religieux devant le « chef » qui incarne et défend sa domination illimitée et ses priviléges. Tout cela ensemble constitue précisément le contenu de la lutte contre le « trotskysme ».

Absolument indiscutable et d'une grande importance est le fait que la bureaucratie soviétique est devenue d'autant plus puissante que des coups plus durs se sont abattus sur la classe ouvrière mondiale. Les défaites des mouvements révolutionnaires en Europe et en Asie ont peu à peu miné la confiance des ouvriers soviétiques dans leur allié international. A l'intérieur du pays régnait toujours une misère aiguë. Les représentants les plus hardis et les plus dévoués de la classe ouvrière soit avaient péri dans la guerre civile, soit s'étaient élevés de quelques degrés plus haut, et, dans leur majorité, avaient été assimilés dans les rangs de la bureaucratie, ayant perdu l'esprit révolutionnaire. Lassée par les terribles efforts des années révolutionnaires, privée de perspective, empoisonnée d'amertume par une série de déceptions, la grande masse est tombée dans la passivité. Une réaction de ce genre s'est observée, comme nous l'avons déjà dit, après chaque révolution. L'immense avantage historique de la révolution d'Octobre en tant que révolution prolétarienne, est que la lassitude et la désillusion des masses ont profité non pas à l'ennemi de classe, bourgeoisie ou aristocratie, mais à la couche supérieure de la classe ouvrière elle-même et aux groupes intermédiaires liés à elle qui sont entrés dans la bureaucratie soviétique.

Les véritables révolutionnaires prolétariens en U.R.S.S. ont puisé leur force non pas tant dans l'appareil que dans l'activité des masses révolutionnaires. En particulier, l'Armée rouge fut créée non pas par « les hommes de l'appareil » (dans les années les plus critiques, l'appareil était encore faible), mais par les cadres d'ouvriers héroïques qui, sous la direction des

bolcheviks, ont rassemblé autour d'eux les jeunes paysans et les ont menés au combat. Le déclin du mouvement révolutionnaire, la lassitude, les défaites en Europe et en Asie, la déception dans les masses ouvrières devaient inévitablement affaiblir les positions des internationalistes révolutionnaires et, au contraire, renforcer les positions de la bureaucratie nationale et conservatrice. Un nouveau chapitre s'ouvre dans la révolution. Les chefs de la période précédente passent dans l'opposition. Au contraire, les politiciens conservateurs de l'appareil qui avaient joué dans la révolution un rôle de second ordre, apparaissent au premier plan avec la bureaucratie triomphante.

Quant à l'appareil militaire, il était une fraction de tout l'appareil bureaucratique et, par ses qualités, ne se distinguait pas de lui. Il suffit de dire que, pendant les années de la guerre civile, l'Armée rouge absorba des dizaines de milliers d'anciens officiers tsaristes. Le 13 mars 1919, Lénine disait dans un meeting à Pétrograd : « Quand récemment Trotsky m'a informé que chez nous, dans le domaine militaire, le nombre des officiers est de plusieurs dizaines de milliers, j'ai eu alors une représentation concrète de ce qui renferme le secret de l'utilisation de notre ennemi : comment faire édifier le communisme par ceux qui ont été ses adversaires, édifier le communisme avec des briques qui ont été rassemblées par les capitalistes contre nous ! Et nous n'avons pas d'autres briques ! » (*Lénine, œuvres complètes*, tome XXIV, édition russe de 1932, c.r. sténographique, p. 65). Ces cadres d'officiers et de fonctionnaires remplirent dans les premières années leur travail sous la pression et la surveillance directe des ouvriers avancés. Dans le feu de la lutte cruelle, il ne pouvait même pas être question d'une situation privilégiée pour les officiers : le mot même était rayé du vocabulaire. Mais après les victoires remportées et le passage à la situation de paix, précisément l'appareil militaire s'efforça de devenir la fraction la plus importante et privilégiée de tout l'appareil bureaucratique. S'appuyer sur les officiers pour prendre le pouvoir n'aurait pu être le fait que de celui qui était prêt à aller au devant des appétits de caste des officiers, c'est-à-dire leur assurer une situation supérieure, leur donner des grades, des décorations, en un mot à faire d'un seul coup ce que la bureaucratie stalinienne a fait progressivement au cours des dix ou douze années suivantes. Il n'y a aucun doute qu'accomplir un coup d'état militaire contre la fraction Zinoviev-Kamenev-Staline, etc., aurait pu se faire alors sans aucune peine et n'aurait même pas coûté d'effusion de sang ; mais le résultat d'un tel coup d'état aurait été une accélération des rythmes de cette même bureaucratisation et bonapartisation, contre lesquelles l'opposition de gauche entrait en lutte.

La tâche des bolcheviks-léninistes, par son essence même, consistait non pas à s'appuyer sur la bureaucratie militaire contre celle du parti, mais à s'appuyer sur l'avant-garde prolétarienne et, par son intermédiaire, sur les masses populaires, et à maîtriser la bureaucratie dans son ensemble, à l'épurer des éléments étrangers, à assurer sur elle le contrôle vigilant des travailleurs et à replacer sa politique sur les rails de l'internationalisme révolutionnaire. Mais comme dans les années de guerre civile, de famine et d'épidémies, la source vivante de la force révolutionnaire des masses s'était tarie et que la bureaucratie avait terriblement

grandi en nombre et en insolence, les révolutionnaires prolétariens se trouvèrent être la partie la plus faible. Sous le drapeau des bolcheviks-léninistes se rassemblèrent, certes, des dizaines de milliers des meilleurs combattants révolutionnaires, y compris les militaires. Les ouvriers avancés avaient pour l'opposition de la sympathie. Mais cette sympathie est restée passive : les masses ne croyaient plus que, par la lutte, elles pourraient modifier la situation. Cependant, la bureaucratie affirmait : « L'opposition veut la révolution internationale et s'apprête à nous entraîner dans une guerre révolutionnaire. Nous avons assez de secousses et de misères. Nous avons mérité le droit de nous reposer. Il ne nous faut plus de « révolutions permanentes ». Nous allons créer pour nous une société socialiste. Ouvriers et paysans, remettez-vous-en à nous, à vos chefs ! » Cette agitation nationale et conservatrice s'accompagna, pour le dire en passant, de calomnies enragées, parfois absolument réactionnaires, contre les internationalistes, rassembla étroitement la bureaucratie, tant militaire que d'Etat, et trouva un écho indiscutable dans les masses ouvrières et paysannes lassées et arriérées. Ainsi l'avant-garde bolchevique se trouva isolée et écrasée par morceaux. C'est en cela que réside tout le secret de la victoire de la bureaucratie thermidorienne.

Les bavardages sur des qualités tactiques ou organisationnelles extraordinaires de Staline représentent un mythe, créé consciemment par la bureaucratie de l'U.R.S.S. et de l'Internationale communiste, et repris par les intellectuels bourgeois de gauche qui, malgré leur individualisme, s'inclinent volontiers devant le succès. Ces messieurs n'ont ni connu ni reconnu Lénine quand, traqué par la canaille internationale, il préparait la révolution. Ils ont en revanche « reconnu » Staline quand cette reconnaissance ne leur procure plus que de la satisfaction et, parfois aussi, des avantages directs.

L'initiative de la lutte contre l'opposition de gauche appartient en propre non pas à Staline, mais à Zinoviev. Staline au début hésitait et attendait. Il serait erroné de penser que Staline, dès le début, avait quelque plan stratégique. Il tâtait le terrain. Il est indubitable que la tutelle révolutionnaire marxiste lui pesait. Il recherchait en fait une politique plus simple, plus nationale, plus « sûre ». Le succès qui s'est abattu sur lui fut inattendu, en particulier pour lui-même. Ce fut le succès de la nouvelle couche dirigeante, de l'aristocratie révolutionnaire qui s'efforçait de se libérer du contrôle des masses et qui avait besoin d'un arbitre fort et sûr dans ses affaires intérieures. Staline, figurant de second ordre de la révolution prolétarienne, apparut comme le chef incontesté de la bureaucratie thermidorienne, comme le premier dans ses rangs — rien de plus.

L'écrivain italien fasciste ou semi-fasciste Malaparte a publié un livre, *Technique du coup d'Etat*, dans lequel il développe l'idée que la « tactique révolutionnaire de Trotsky », en opposition à la stratégie de Lénine, peut assurer la victoire dans un pays donné et dans des conditions données. Il est difficile d'imaginer théorie plus absurde ! Cependant, les sages qui nous accusent à retardement d'avoir, par indécision, perdu le pouvoir, considèrent au fond les choses du point de vue de Malaparte : ils pensent qu'il existe certains « secrets »

techniques particuliers à l'aide desquels on peut conquérir ou conserver le pouvoir révolutionnaire, indépendamment de l'action des grands facteurs objectifs : victoires ou défaites de la révolution en Occident et en Orient, montée ou déclin du mouvement de masses dans le pays, etc. Le pouvoir n'est pas un prix qu'obtient le plus « adroit ». Le pouvoir est une relation entre des individus, en fin de compte entre les classes. La direction gouvernementale est, comme nous l'avons déjà dit, un important levier du succès. Mais cela ne signifie nullement que la direction peut assurer la victoire dans toutes les conditions. Ce qui décide en fin de compte, ce sont la lutte de classes et les modifications qui se produisent à l'intérieur des masses en lutte.

A la question de savoir comment se serait développée la lutte si Lénine était resté en vie, il est certes impossible de répondre avec une précision mathématique. Que Lénine ait été l'adversaire implacable de la bureaucratie conservatrice avide et de la politique de Staline, qui lia toujours son sort au sien, cela apparaît de façon indiscutable, de toute une série de lettres, d'articles et de propositions de Lénine dans la dernière période de sa vie, en particulier de son « testament », dans lequel il recommandait d'éjecter Staline de son poste de secrétaire général du parti, enfin de sa dernière lettre dans laquelle il rompait avec Staline « tous rapports personnels et de camarade ». Dans la période qui s'écoula entre les deux attaques de sa maladie, Lénine me proposa de créer avec lui une fraction pour lutter contre la bureaucratie et son état-major général, le Bureau d'organisation du Comité central où commandait Staline. Pour le XII^e congrès du Parti, Lénine, selon sa propre expression, préparait une « bombe » contre Staline. Le récit de tout cela est fait — sur la base de documents précis et indiscutables — dans mon autobiographie et dans un article particulier, *Le testament de Lénine*. Les mesures préparatoires de Lénine montrent qu'il pensait que la lutte imminente serait très difficile ; non pas, sans doute, qu'il craignait Staline *personnellement*, comme adversaire (il serait ridicule de parler de cela), mais parce que, derrière le dos de Staline, il distinguait clairement le tissu des intérêts communs de la puissante caste de la bureaucratie dirigeante. Encore, pendant la vie de Lénine, Staline mena-t-il contre lui un travail de sape, en répandant prudemment, par l'entremise de ses agents, le bruit que Lénine était un invalide intellectuel, ne se retrouvant pas dans une situation, etc., en un mot, mettant en circulation cette même légende qui est devenue maintenant la version non-officielle de l'Internationale communiste pour expliquer l'acerbe hostilité entre Lénine et Staline dans la dernière année et demi de la vie de Lénine. En fait, tous les articles et lettres que Lénine dicta, déjà malade, représentent peut-être les produits les plus mûrs de sa pensée. La perspicacité de cet « invalide » serait plus que suffisante pour une douzaine de Staline.

On peut dire avec certitude que si Lénine avait vécu plus longtemps, la pression de la toute-puissance bureaucratique se serait accomplie — au moins dans les premières années — plus lentement. Mais, dès 1926, Kroupskaia (Kroupskaia était la femme de Lénine) disait au milieu d'oppositionnels de gauche : « Si Lénine était encore vivant, il serait certainement déjà en prison ». Les craintes et les prévisions alarmantes de Lénine

étaient encore fraîches dans sa mémoire et elle ne se faisait nullement d'illusion sur la toute-puissance personnelle de Lénine, comprenant, selon ses propres paroles, la dépendance du meilleur timonier à l'égard des vents et des courants favorables ou contraires.

Cela signifie-t-il que la victoire de Staline était inévitable ? Cela signifie-t-il que la lutte de l'opposition de gauche (bolcheviks-léninistes) était sans espoir ? C'est poser la question de façon abstraite, schématique, fataliste. Le développement de la lutte a montré, sans aucun doute, que remporter une pleine victoire en U.R.S.S., c'est-à-dire conquérir le pouvoir et cautériser l'ulcère de bureaucratisme, les bolcheviks-léninistes n'ont pu et ne pourront le faire *sans soutien de la part de la révolution mondiale*. Mais cela ne signifie nullement que leur lutte soit restée sans conséquences. Sans la critique hardie de l'opposition et sans l'effroi de la bureaucratie devant l'opposition, le cours de Staline-Boukharine vers le koulak aurait inévitablement abouti à la renaissance du capitalisme. Sous le fouet de l'opposition, la bureaucratie s'est trouvée contrainte de faire d'importants emprunts à notre plate-forme. Les léninistes n'ont pu sauver le régime soviétique des processus de dégénérescence et des difformités du pouvoir personnel. Mais ils l'ont sauvé de l'effondrement complet, en barrant la route à la restauration capitaliste. Les réformes progressives de la bureaucratie ont été les produits accessoires de la lutte révolutionnaire de l'opposition. C'est pour nous trop insuffisant. Mais c'est quelque chose.

Sur l'arène du mouvement ouvrier mondial, dont la bureaucratie soviétique ne dépend qu'indirectement, la situation est infiniment plus défavorable encore qu'en U.R.S.S. Par l'intermédiaire de l'Internationale communiste, le stalinisme est devenu le pire frein de la révolution mondiale. Sans Staline, il n'y aurait pas eu Hitler. Actuellement, en France, le stalinisme, par la politique de prostration qui a pour nom politique le Front Populaire, prépare une nouvelle défaite du prolétariat. Mais là non plus la lutte de l'opposition de gauche n'est pas restée stérile. Dans le monde entier grandissent et se multiplient des cadres de véritables révolutionnaires prolétariens, de vrais bolcheviks, qui rejoignent non pas la bureaucratie afin d'utiliser son autorité et sa caisse, mais le programme de Lénine et le drapeau de la Révolution d'Octobre. Sous les persécutions vraiment monstrueuses, encore sans précédent dans l'histoire, des forces réunies de l'impérialisme, du réformisme et du stalinisme, les bolcheviks-léninistes grandissent, se renforcent et conquièrent de plus en plus la confiance des ouvriers avancés. Un symptôme infaillible de la crise qui se produit est, par exemple, la magnifique évolution de la Jeunesse socialiste de la Seine. La révolution mondiale marchera sous le drapeau de la Quatrième Internationale. Ses premiers succès ne laisseront pas pierre sur pierre de la toute-puissance de la clique stalinienne, de ses légendes, de ses calomnies et de ses réputations surfaites. La république soviétique, tout comme l'avant-garde prolétarienne, s'affranchira définitivement de la pieuvre du bureaucratisme. L'effondrement historique du stalinisme est fatal, et il sera le châtiment mérité pour ses crimes sans nombre contre la classe ouvrière mondiale. Nous ne voulons pas et nous n'attendons pas d'autre vengeance !

L. TROTSKY.
Le 12 novembre 1935.

24 JUIN

● **A PARIS**

ASSEMBLÉE NATIONALE DES JEUNES
CONTRE LA DÉCHÉANCE DE LA JEUNESSE

25 JUIN

● **A PARIS**

CONFÉRENCE DES TRAVAILLEURS ET DES JEUNES
POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER

POUR CONVOCATION D'ASSISES NATIONALES D'UNITÉ

LA VÉRITÉ

Rédaction et Administration :

39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

Chaque numéro : 3 Francs

Abonnements :

Un an (5 numéros) : 12 F - Etranger : 14 F

Abonnements de soutien : 15 et 20 F

C.C.P. : Gérard Bloch - Paris 606-23

